

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

La
Dentelle d'Alençon

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 26 Avril 1913, à 1 heure 1/2.

PAR

B.-J. POUPET

Président : M. SOUCHON

Suffragants { MM. DESCHAMPS, *Professeur.*
TRUCHY, *Professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

—
1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

La
Dentelle d'Alençon

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 26 Avril 1913, à 1 heure 1/2.

PAR

B.-J. POUPET

Président : M. SOUCHON

Suffragants { MM. DESCHAMPS, *Professeur*.
 { TRUCHY, *Professeur*.



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1913

A MON GRAND ONCLE

Monsieur Vital ROMET

AVANT-PROPOS

Les lecteurs, curieux de documents rares, trouveront peut-être sèche cette monographie d'une des plus gracieuses industries de France. Mais qu'ils veuillent bien songer, avant de la condamner, que pour affronter le tribunal des juriconsultes, elle devait se dépouiller de ses colifichets et se présenter de façon plus austère.

Aussi avons-nous répudié les anecdotes dont se serait éclairé notre exposé, mais qui n'auraient apporté aucune contribution utile à l'étude historique et économique que nous avons poursuivie.

Nous avons fait du reste tout notre possible pour lui éviter le reproche d'insuffisance : nos investigations dans le passé, qui risquaient de s'égarer au sein des dossiers, ont été guidées par les travaux de nos devanciers, orientées par les recherches et par les conseils du savant archiviste de l'Orne, M. L. Duval, qui voudra bien recevoir ici l'expression de notre reconnaissance.

Quant à la situation actuelle de la dentelle orléanaise, elle nous a été révélée en grande partie par les artistes fabricants, M^{rs} Mezescasse, M^{rs} Tessier, direc-

trice de l'école dentellière ; M. Huignard ; par les habiles ouvrières, M^{me} Bisson, M^{lle} Ruelle, qui ont mis leur compétence professionnelle à notre disposition et qui, pour leur inlassable complaisance, ont droit à notre vive gratitude.

Puissent ces quelques pages de grandeur et de décadence dentellières intéresser nos concitoyens à l'art de la vieille cité normande et promouvoir leurs efforts pour lui faire reconquérir sa gloire séculaire.

B.-J. P.

CHAPITRE PREMIER

ORIGINE DU POINT D'ALENÇON. — SES ANCÊTRES.

Les broderies. — Travaux à l'aiguille. — Livres de patrons. —
Point coupé. — Vêlin.

En ce temps-là, les dames travaillaient à la maison, avec d'autant moins de peine que la vie au dehors présentait peu de divertissements et que leur adresse servait à parer leur coquetterie.

Les croisades avaient importé le luxe des belles étoffes dont les rois et les princes favorisèrent la fabrication et le perfectionnement.

On prit de bonne heure l'habitude de les orner de broderies où les soies chatoyantes se rehaussaient de fils d'or et d'argent.

Le succès de ces travaux en généralisa l'emploi et les dessins en relief agrémentèrent les tissus d'Orient, les gazes, les mousselines, puis les toiles du pays qui servaient à la table et à l'ameublement ; le luxe du beau linge accompagnait le luxe des riches étoffes à mesure que l'industrie variait et améliorait ses produits, et les toiles de Bretagne, d'Alençon, de Lille, des Flandres, pénétrèrent dans les châteaux.

On en fit des touailles brodées d'un cordonnet de soie rouge et pour obtenir des effets plus accentués on inventa le « point coupé » où les jours ménagés autour du dessin mettaient en valeur les motifs. Puis le goût des fonds clairs ouvrant un horizon nouveau aux imaginations créatrices, on broda sur toile « à fils tirés », ne conservant que les fils nécessaires à soutenir la broderie ; puis on broda « sur fil » (1).

A cette époque, les travaux d'aiguille étaient fort en honneur. L'exemple venait de la Cour de France. La reine Catherine de Médicis, qui avait probablement pris ce goût dans sa patrie d'origine, était d'une habileté sans rivale à tous les ouvrages féminins. Brantôme nous dit qu'elle réunissait autour d'elle ses filles Claude, Elisabeth et Marguerite avec leurs cousines de Guise et souvent la malheureuse Marie Stuart et « qu'elle passait fort son temps les après-disnées à besogner après ses ouvrages de soie où elle était tant parfaite qu'il était possible » (2).

Longtemps avant, les duchesses d'Alençon avaient encouragé ces arts et multiplié leurs dons aux églises de la contrée. En 1492, Marguerite de Lorraine, qui avait épousé René, duc d'Alençon, fit présent à l'église

(1) Lefebure « Broderies et Dentelles ».

(2) Charles IX avait donné en 1559 à Catherine de Médicis le duché d'Alençon pour partie de son domaine. Il est probable que dans les séjours qu'elle fit au château d'Alençon, Catherine de Médicis sut inspirer aux femmes de ses officiers l'amour d'un travail qui lui était très familier.

Saint-Léonard, du manteau en broderie à fond d'or qu'elle portait le jour de son mariage (1). L'église de Chailloué, la chapelle Saint-Joseph-du-Parc-d'Alençon lui durent de nombreux ornements.

Marguerite de France, sœur de François I^{er}, veuve de Charles IV, duc d'Alençon, tout en devisant avec ses demoiselles d'honneur, la dame de Lonrai et la demoiselle de St-Pater, tout en composant ses contes et ses poésies, se plaisait à exécuter des ouvrages à l'aiguille et particulièrement de la dentelle ou broderie d'or et d'argent. Elle y passait tous les jours quelques heures l'après-midi et elle continua à se livrer à ces travaux jusqu'à l'année même de sa mort (2).

Il ne faudrait pas croire, d'après ces documents, que l'art de l'aiguille n'était qu'une distraction de la noblesse, toutes les classes de la société s'y adonnaient ; les filles de la bourgeoisie, les communautés rivalisaient d'habileté avec les professionnelles.

Les comptes du trésor de l'église Notre-Dame d'Alençon nous permettent en effet d'apprécier le talent des ouvrières alençonnaises qui s'exerçait alors sur le velours, la soie et la toile.

Pour varier cette industrie et pour en alléger le dessin, on eût l'idée de broder sur des « quintins », toile claire originaire de Bretagne où une petite ville

(1) « Histoire de Marguerite de Lorraine », citée par M. L. Duval.

(2) « Documents pour servir à l'histoire de la fabrication du point d'Alençon », L. Duval.

s'appelle ainsi. Puis on élargit les mailles de ces tissus jusqu'à en faire un véritable filet qui porta en France le nom de « lakis ».

Le succès de ces ouvrages, faciles à exécuter, en raison de la disposition géométrique des dessins, fut considérable. Le mobilier religieux et profane en fut envahi : les nappes d'autel, les fonts baptismaux, les draps de lit, les nappes furent ornés de filets intercalés le plus souvent de carrés de toile unie ou travaillés de point coupé.

Aux dessins géométriques succédèrent des figures, des personnages. L'initiative des brodeuses multipliait les motifs et renouvelait sans cesse la vogue de ce « resueil » dont les princes se montraient si amateurs. Le musée de Cluny conserve un bonnet ayant appartenu à Charles-Quint, et l'inventaire de Catherine de Médicis mentionne une quantité considérable de ces carrés de filet brodé (381 non montés et 588 carrés, les uns en rosace et les autres en façon de bouquets).

Mais il fallait satisfaire la soif de nouveauté des ouvrières à l'aiguille, les modèles se passaient de main en main, tracés à la plume sur des parchemins ou échantillonnés à l'aiguille sur des morceaux de toile ou de laine.

Heureusement, l'imprimerie permit de faire circuler les dessins et de répandre les modèles. Pierre Quinty, de Cologne, fit paraître, en 1527, son « Livre nouveau

et subtil touchant l'art et science tant de broderie, fronsure, tapisserie comme autres métiers qu'on fait à l'aiguille ».

Ce recueil ne concernait que les broderies ; mais à mesure que les livres de patrons sont édités en France, en Italie, en Allemagne, on voit s'opérer la transition de la broderie blanche à la dentelle à l'aiguille. Les bandes de lacis, les carrés de filet, les toiles de point coupé s'agrémentent de bordures à « dents » plus ou moins accentuées. La toile ne soutenant plus ces points, il faut en quelque sorte travailler « en l'air ». L'habitude de « denteler » les bords, hésitante d'abord, devient plus hardie et donne naissance à la « dentelle » qui s'utilisera dans les fraises tuyautées introduites à la cour de France par les Médicis. Le goût français trouva dans la dentelle le moyen d'atténuer l'esthétique barbare de ces immenses collerettes « gaudronnées en tuyaux d'orgue, fraisées en choux crépus et grandes comme des meules de moulin. » Et cependant ce sont toujours les modèles italiens qui triomphent. Venise met en circulation les livres d'Antonio Tagliente et de Nicolo d'Aristotile, dans lesquels tout l'art de l'aiguille est condensé ; toutes les matières y concourent : le fil, la soie blanche et teinte, l'argent, l'or étiré ; tous les procédés y sont décrits et expliqués, les points damasés, en relief, en reprises, croisés, en l'air, points coupés ; l'emploi en est recommandé pour les cols,

les cravates, les plastrons, les manchettes, les rideaux de lit, les entre-deux d'oreillers.

D'Aristotile, en moraliste, publie son livre pour apprendre aux dames et petites filles à travailler, coudre, broder et faire toutes les fantaisies qu'une femme vertueuse peut réussir l'aiguille en main (1).

Deux années après (1530), Vavassore édite ses premiers recueils où de nombreux motifs allemands voisinent avec ceux de la Péninsule. Puis, pendant vingt-cinq ans, il collectionne les dessins, en invente peut-être quelques-uns et les répand en France, en Italie, sous des titres pompeux et alléchants dont l'imagination italienne a le secret : la « Fontaine de patrons », la « Fleur des patrons », la « Couronne des broderies. »

Puis Francisque Pélegrin, de Florence, obtient un privilège du roi François I^{er} pour sa « fleur de science de pourtraicture et patrons de broderie façon arabique et ytalique. »

Il serait trop long d'énumérer toute la bibliographie de la dentelle qui, à cette époque, est copieuse. Beaucoup d'ailleurs reproduisent les mêmes dessins d'origines très différentes.

« Les broderies sur toile claire et à points comptés ont presque tous un caractère allemand très prononcé ; on y trouve beaucoup d'aigles et d'emblèmes héral-

(1) Lefebure « Broderies et Dentelles ».

diques ; des feuilles de chêne, des glands, des houx, des chardons rappellent la végétation du nord, et enfin des chasses qui ont un caractère de vérité très accentué.

Les motifs de facture italienne plus spéciaux pour les points coupés et les « punti in aere » (points en l'air) se composent de rosaces, de rinceaux élégants, de feuillages plus conventionnels ; ce sont des personnages réels ou imaginaires, divisés par des colonnes, des vases, des fontaines, très souvent par des instruments de musique. On y voit des paysages avec des scènes mythologiques : les saints y sont parfois alternés avec les dieux de l'olympé, les chasses y sont moins naturelles : ce sont des faunes, des nymphes et des amours lançant des flèches, tandis que nous voyons de vrais chasseurs frappant de l'épieu et sonnante du cor dans les dessins d'allure française et allemande » (1).

Mais l'Italie semble avoir les préférences de la clientèle : « Le triomphe des travaux à feuillage », « Le miroir des femmes vertueuses », « Le jardin des points » sont couronnés par le livre de Vinciolo, le plus complet de tous, dédié à la Reyne Catherine de Médicis et « offert de bon cœur à la nation française. »

Quoique Vinciolo se flatte de révéler de l'inédit et de « dépeindre les pourtraicts magnifiques qu'il a

(1) Lefebure « Broderies et Dentelles ».

tenus cachés et ignorés jusques à maintenant », on rencontre de vieux modèles dans son recueil, voire des œuvres de dessinateurs français qu'il a généreusement accueillis, adoptés et naturalisés. Et comme nul n'est prophète en son pays, le fournisseur de la reine recueillit tous les suffrages, alors que le plus illustre peintre français de l'époque, Jean Cousin, avait modestement inséré quelques patrons originaux dans le « Livre de lingerie enseignant le noble et gentil art de l'esguille pour besongner en tous points, enrichi de plusieurs excellents patrons tant du point coupé, raiseau et passements », paru en 1584.

Ce nom de passement, premier nom de la dentelle, servait à désigner ces réseaux à la trame assez lâche, où l'on voyait entrelacés, enroulés et tortillés des cordonnets de laine, des fils de soie et de lin et des fibres d'or et d'argent. « L'industrie des passements et celle de la passementerie proprement dite avaient entre elles une parenté tellement étroite que pendant longtemps elles se confondirent complètement ; si l'on s'en rapporte aux définitions données par l'encyclopédie : « le passement qu'on nomme plus communément dentelle est un ouvrage d'or, d'argent, de soie ou de lin filé qui se fabrique en suivant les traits d'un dessin passé dessous l'ouvrage. Il n'y a aucune différence entre le passement pris en ce sens que dans les matières employées. Du reste, les points sont les mêmes, s'exécutent et s'enchaînent également. Le

passementier est un ouvrier et marchand qui fait et vend des passements ou dentelles » (1).

L'industrie de la passementerie avait pris un grand développement en Alençon, dès le début du xvii^e siècle, et la description des chefs-d'œuvre témoigne de l'habileté des compagnons passementiers candidats à la maîtrise. Auprès des passements de soye à la main, des passements satinés, des passements de laine, figure la « dentelle » incarnat et blanche appelée ailleurs passement de soye incarnat et blanc, luisant et dentellé des deux côtés.

Et cependant, bien que les passementiers aient été organisés en corporation dès 1619 ou 1620, et quelles que fussent les analogies entre les passements et les dentelles, ce seront les merciers qui centraliseront les travaux à l'aiguille connus sous le nom de point, dont les dessins orneront désormais les pièces de lingerie.

M. Lefebure, l'historien de la dentelle, fait remarquer que, contrairement à l'opinion générale, ce fut l'influence du goût masculin qui donna aux dentelles un caractère artistique très tranché. Les ouvrages les plus somptueux, les plus dispendieux aussi, furent destinés aux vêtements de cour des grands seigneurs et aux rochets ou aux aubes des prélats.

La transformation du costume contribua largement au progrès de cette industrie ; les larges cols plats en

(1) « Documents pour servir à l'histoire du point d'Alençon », L. Duval.

toile de Hollande, garnis de dentelles tombant sur les épaules des hommes et remontant en éventail derrière la tête pour les femmes de qualité, prêtaient plus de souplesse aux dessins que les fraises rigides de l'époque précédente où les découpures étaient vraiment des « dents » non sans quelque ressemblance avec les dards d'une flèche. Les écailles plus arrondies, d'une courbe plus épanouie, se garnissaient de feuillages au sein desquels les célèbres tulipes de Hollande courbaient la rigidité de leurs lignes.

Les gravures d'Abraham Bosse nous montrent des élégants couverts de dentelles de la tête aux pieds. Elles s'étalent sur les cols, les manchettes à revers, les pourpoints, les hauts de chausses, jusque sur les bottes.

Le mobilier ne leur cède en rien, les lits surtout disparaissent sous les dentelles et le laci ; les rideaux s'en voilent, les colonnes en parent leur nudité, les couvertures de parade dissimulent sous leur grâce la monotonie de leur couleur. Les carrosses en sont capitonnés et les châssis encadrés.

Le débordement de luxe n'était pas vu d'un regard favorable par l'austère Sully. Au roi Henri IV qui plantait des mûriers dans le bois de Boulogne, qui fondait la manufacture royale des tapisseries, qui encourageait de mille façons l'industrie nationale, il adressait de respectueuses mais vigoureuses observations : « C'est de fer et de soldats que nous avons

besoin et non de dentelles et de soieries pour habiller des muguets. »

Le militaire béarnais, qui redoutait peut-être un fléchissement du courage guerrier et qui voyait des grands seigneurs se ruiner en costume, tint compte des exhortations de son grave ministre et rappela quelques édits de Henri III.

Mais ces prohibitions n'eurent qu'un résultat, celui de mettre à néant l'industrie française. « On alla chercher les dentelles au loin ; des sommes énormes passèrent à l'étranger, et il n'était pas rare de trouver dans tel pays où l'industrie était à peu près morte, telle bourgeoise portant pour plus de 100 pistoles de broderies étrangères. Et que pouvait-on dire ? Le roi, la reine sacrifiaient aussi fort onéreusement à la mode et faisaient de plus belles pensions à leurs brodeurs qu'à leurs peintres et autres gens de métier » (1).

En 1614, les Etats généraux reçurent les plaintes des intéressés touchant la ruine de l'industrie dentellière ; d'un autre côté, les doléances des malheureux ruinés par les exigences de la mode arrivaient amères et pressées. Le point d'Italie était hors de prix en France, ce qui n'empêchait pas l'argent français de passer la frontière et d'enrichir Venise. Pour y mettre un terme, Louis XIII décréta, en 1626, que toute dentelle étrangère serait désormais traitée comme

(1) « Magasin Pittoresque », septembre 1881.

marchandise de contrebande et confisquée au profit de l'Etat.

En 1629, au moment de la réunion des notables, il fut prouvé que la France pouvait suffire à une consommation modeste de dentelles. Furent donc prohibées celles venues des « pays estrangers » et tolérées les dentelles françaises, points coupés, passements et autres ouvrages au fuseau « dont la valeur ne dépassait pas trois livres l'aune ».

Un édit sur la mode est la décapitation d'une des têtes de l'hydre de Lerne. Les fraudes se multiplièrent, l'ingéniosité vint en aide à la coquetterie, et l'esprit frondeur n'estima pas payer trop cher la joie de narguer les ordres du monarque.

Aussi, en 1633, nouvel édit sur la dentelle chère accueilli par les caricatures d'Abraham Bosse, les plaisanteries des versificateurs de ruelles. Mais le contre-coup dans les provinces ne se fit pas attendre. A Toulouse, en 1640, un arrêt du Parlement prohibait la dentelle et les broderies sur les habits, un peu à cause du scandale que soulevait la splendeur des toilettes chez les femmes de toutes conditions mais surtout parce que les filles de campagne, s'adonnant à la fabrique des passements, il devenait impossible de se procurer des servantes.

Au Puy, saint François Régis s'entremet, obtint la révocation de l'arrêt et rendit aux ouvrières une partie de leur travail d'autrefois, conquérant ainsi le titre de patron des dentellières.

A la fin du règne de Louis XIII, la dentelle, qui était devenue une industrie franchement séparée de la broderie, tout en conservant dans son caractère les attributs de ses ancêtres en ligne directe et collatérale.

Des centres actifs et spéciaux de production s'organisaient pour cette industrie nouvelle et charmante qui se classe d'emblée au premier rang des industries d'art.

Le point d'Alençon apparaît alors sous la désignation qu'il gardera désormais ; il ne semble pas avoir souffert des édits prohibitifs, ni des âpres censures d'un des meilleurs et des plus vertueux prédicateurs normands, le P. Eudes qui, en 1649, ne pût s'empêcher de confier son indignation à la reine-mère mais qui n'obtint pas d'elle la réaction qu'il espérait.

L'édit de 1660, ironiquement loué par Molière dans l'« Ecole des maris », ne produisit pas d'autre mouvement que la « Révolte des passements ». Cette pièce de vers, œuvre de belles dames qui se réunissaient à l'hôtel de Rambouillet, nous fait connaître les dentelles alors en vogue. Après que le point de Gênes, le point de Venise, le point de Bayeux se sont lamentés non sans se donner quelques coups d'épingle, que les dentelles d'Angleterre, d'Aurillac, du Havre, de Morene, et d'autres lieux décident de se tourner vers d'humbles emplois.

... Le Poinct d'Alençon
 Ayant bien appris sa leçon
 Poinct qui savait plus d'une langue
 Fit une fort belle harangue
 Remplie de tant de douceurs,
 Qu'elle ravit, dit-on, les cœurs.

Ce passage établit l'existence du point et nous renseigne peut-être aussi sur sa nature. M^{me} Despierres croit que l'expression « qui savait plus d'une langue » est une allusion au resueil, au point coupé, au vélin, qui ont concouru à sa formation.

Étaient-ce de nombreux voyages à l'étranger, des exportations, qui l'avaient rendu polyglotte ? ou bien ne l'était-il devenu que pour les nécessités de la rime ?

Il est assez difficile de se prononcer, en l'absence de documents précis et d'échantillons authentiques. Ce qu'on peut affirmer, c'est que Marthe Barbot, dame de la Perrière, lui avait appris le vénitien depuis quelques années, ainsi qu'il appert de la lettre de Favier Duboullay, intendant de la généralité d'Alençon, adressée à Colbert le 7 septembre 1665 et sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir.

« Comme je crois qu'on ne nous a pas donné à cognoistre ce que c'est en ce pays le point qu'ils appellent le veslin, permettez-moi, s'il vous plaît, Monseigneur, de me donner l'honneur de vous dire qu'il y a très longtemps que le point coupé se fait ici, qui a son débit selon le temps ; mais qu'une femme nommée La Perrière, fort habile à ces ouvrages trouva il y a quelques années le moyen d'imiter les points de Venise, en sorte qu'elle y vint à telle perfection que ceux qu'elle faisait ne devaient rien aux étrangers (1) ».

(1) « Correspondance administrative du règne de Louis XIV » recueillie par Depping », t. III, p. 747.

Cet extrait nous montre : 1^o qu'il se faisait du point coupé depuis très longtemps, probablement depuis la fin du xvi^e siècle, époque où les auteurs en signalent l'apparition et où les livres de patrons en répandent les modèles ; 2^o que le veslin existait depuis quelques années, avec probablement les caractéristiques du point de Venise, point d'Alençon, dentelle qui seront synonymes dans les contrats de mariage et contrats de louage contemporain de Favier Duboullay (1) ; 3^o que les quelques années durent en représenter une dizaine ou une quinzaine puisque dans sa lettre Favier Duboullay enregistra le chiffre de 8,000 ouvrières de point travaillant dans la région alençonnaise, nombre qui n'a pu être atteint qu'au bout d'un temps assez long ; 4^o que le point de Venise adapté par M^{me} La Perrière « ne devait rien aux étrangers. » Opinion qui paraîtrait audacieuse quand on a vu les merveilles que la ville des Doges produisait à ce moment, et la Comédie de « Zélinde » ou « la véritable critique de l'école des femmes » publiée en 1663 ne nous montrait le point d'Alençon tellement estimé qu'on le confondait avec le véritable point de Venise (2).

(1) Contrat du 29 mai 1676 entre Jacques Delaville et Renée Alix « la future a amassé 600 livres à faire des ouvrages de veslin ou point d'Alençon ».

Contrat du 23 mars 1691 entre François Chevrel et Marie Hamard « 200 livres amassées aux ouvrages de vélin ou point de France ».

(2) Scène première :

Argemont. — Si vous voulez avoir un beau point d'Alençon, je vais vous en montrer un que l'on prendra pour un point de Venise. Tenez ! (Passage signalé « L. Duval » par G. Le Vavasseur.)

Une autre preuve de la perfection des ouvrages à l'aiguille de l'habile dentellière est le prix qu'ils atteignaient. Un simple collet sorti de ses mains se vendait aisément 1,500 ou 2,000 livres (1).

L'industrie de Marthe Barbot et de sa sœur Suzanne rapportait des gains moins considérables, mais cependant certains lors des premières années de son établissement. Un acte du 17 octobre 1652 apprend que « Marthe Barbot, veuve de Michel Mercier (sieur de la Perrière), et Suzanne Barbot, sa sœur, demeurant à Alençon..... par le présent ont reconnu avoir ce jourd'hui compté des pensions et des deniers que la dite fille a prestés à ladite veuve pour employer en ses affaires et ses frais de maladie, les deniers provenus du travail de ladite fille au « point de coupe coupé », ladite veuve s'est trouvée redevable de la somme de 300 livres et sont lesdites parties demeurées d'accord de continuer la pension pour autant de temps qu'il leur plaira au prix de 75 livres par chacun an » (2).

Cet acte nous fait connaître que Suzanne Barbot était déjà fabricante en 1652, mais le testament de Marthe Barlot du 5 septembre 1658 (3) établit que sa sœur exerçait la profession de velineuse et qu'elle avait probablement dirigé ses débuts : « Elle reconnaît que Suzanne Barbot, sa sœur, l'a entièrement satisfaite de

(1) « Lettre de Favier Dullanlay à Colbert ».

(2) « Actes du Tabellionnage d'Alençon ».

(3) « Actes du Tabellionnage d'Alençon ».

ses pensions suivant qu'elles ont compté le temps en temps. . . , reconnaît aussi que les ouvrages de point de coupé dont ladite Suzanne peut être saisie lui appartiennent entièrement parce que a été ladite Suzanne qui les a fait et faire, n'ayant ladite testatrice travaillé en quelque façon que ce soit aux dits ouvrages depuis 14 ou 15 mois et ce, à cause de sa maladie. »

Ce document nous permet de préciser la profession exercée par Marthe Barbot au moment de son mariage avec Michel Mercier, chirurgien, sieur de la Perrière, auquel elle apporte en dot 300 livres gagnées « par son industrie » et nous autorise à faire remonter l'originalité de ses produits aux années antérieures à son testament de 1658.

Sa sœur Suzanne qui demeurait avec elle, devient une ouvrière aussi habile qu'économe, puisque lors de son mariage avec Paul Fenoulhet, marchand mercier, elle possède la somme considérable de « 6,000 livres gagnée a faire du veslin et du point coupé qui sont de grand prix » (1).

M^{me} La Perrière sans être aussi heureuse dans son commerce, dut cependant y recueillir une certaine aisance ainsi qu'en fait foi la dot qu'elle donna à son fils et qui comprenait une maison et 2,000 livres en deniers » (2).

(1) Contrat du 28 août 1661 (Tabellionage d'Alençon).

(2) Contrat du 2 juillet 1667 (Tabellionage d'Alençon).¹

Mais en retour, sa réputation, ses connaissances techniques sur la dentelle la firent fréquemment choisir comme expert dans les affaires où le point d'Alençon était en litige. Même malade et gardant le lit, on vient lui demander l'estimation de certains ouvrages au cours d'un procès entre Thomas Ruel et Mathurin Le Picard (1).

Le succès de ces intelligentes ouvrières multiplia les concurrentes qui se recrutèrent parmi « les petites filles auxquelles la dame de la Perrière montrait à faire le point parce que l'ouvrage était fort long à faire et qu'elle ne pouvait seule y parvenir. Toutes ces petites filles s'y étaient rendues maîtresses et comme elles avaient vu que la dite La Perrière y profitait beaucoup, l'envie leur prit d'en faire pour elles-mêmes et pour leur profit particulier » (2).

Plusieurs bureaux se fondèrent alors, prospérèrent avec rapidité « parce que aussitôt que l'ouvrage était fait, ils en trouvaient le débit et étaient payés » (2). Cette activité commerciale n'allait pas sans une ardente émulation, ni même une âpre rivalité. Un procès de 1660 nous édifie sur les rapports tendus de certaines dentellières qui ne reculaient pas devant les voies de fait pour appuyer certaines revendications ou ponctuer quelques discussions professionnelles. L'une de ces

(1) Archives de la Préfecture, citées dans le 4^e Bulletin de la Société archéologique de l'Orne.

(2) « Lettre de Favier Duboullay à Colbert ».

fabricantes, Marie Ruel, condamnée le 4^{er} juin 1660 à 20 sous d'amende envers le roi et à 6 livres envers la partie civile, pour brutalités commises sur une entrepreuse de point, épousera en 1662 Jacques Provost, d'Alençon, qui après avoir séjourné trois ans à Paris, reviendra dans sa ville natale comme directeur de la manufacture royale de dentelles.

CHAPITRE II

ÉTABLISSEMENT DE LA MANUFACTURE ROYALE DES POINTS DE FIL DE FRANCE

1665. — Emeutes. — Le monopole. — Fin du privilège.

Si le point d'Alençon de M^{me} de La Perrière avait eu tant de succès, c'est qu'il ressemblait fort au royal point de Venise. Il s'en distinguait toutefois, au dire de M. Lefebure, par le dessin et la qualité. « Le velin (nom donné parce qu'on travaillait sur un parchemin en peau de veau), était évidemment ce que les Italiens avaient appelé justement « *punto in aere* », ce point en l'air travaillé sur velin, mais dont le style était géométrique, tandis que Venise, imitant peut-être Raguse, avait inauguré vers 1640 « des rinceaux fleuris se déroulant, s'enlaçant et s'épanouissant en fleurs rebrodées en relief », que Colbert et Louis XIV appréciaient à juste titre.

La perle de l'Adriatique perfectionnait sans cesse, les ouvrières ajoutaient d'elles-mêmes une surabondance de ravissants détails qui allégeaient les formes un peu lourdes des fleurs. « Pour donner plus de fermeté aux contours ou même aux picots si gracieu-

sement lancés dans les vides, on festonnait sur un crin de cheval (cet usage qui s'est conservé dans le point d'Alençon, lui donne une netteté supérieure à toute autre dentelle). On raconte qu'à Venise, pour un col destiné à Louis XIV, les ouvrières n'ayant pas trouvé d'assez beaux crins, y avaient employé leurs propres cheveux afin d'en faire une merveille d'ouvrage. Il fut payé 250 écus d'or » (1).

Malgré sa galanterie, qui aurait dû reconnaître un pareil sacrifice, le roi de France, soucieux avant tout de développer le commerce national et d'empêcher l'argent de passer les frontières, résolut d'instituer en France une industrie aussi florissante.

Oubliant son édit somptuaire de 1660 qui avait imposé aux dentelles françaises des restrictions excessives, se souvenant que plusieurs pays de France, notamment Alençon, avaient conquis une sérieuse réputation d'habileté, il chargea Colbert de s'informer qu'elles étaient les villes les mieux préparées par leur industrie locale à réaliser promptement ses vues et les choisit pour y fonder des manufactures privilégiées.

Au mois d'août 1665, probablement le 5 (2), il accorda un privilège exclusif pour 10 années et une

(1) Lefebure « Broderies et Dentelles ».

(2) Savary « Dictionnaire du commerce », t. III. Cette déclaration est rappelée avec le mois d'août dans une pièce des archives de l'Orne provenant du greffe et dans les ordonnances du 12 octobre 1666 et du 15 juin 1667. Le Parlement l'enregistra le 14 août.

gratification de 36,000 livrès à une compagnie dont les premiers actionnaires étaient Pluymers, Talon, un autre Talon surnommé de Beaufort, Lebie, et qui installa son bureau et son magasin général dans l'hôtel de Beaufort, à Paris. Pluymers cumulait ses intérêts d'actionnaire avec ses fonctions d'entrepreneur qu'il partageait avec Paul et Catherine de Marcq.

Cette compagnie choisit pour l'établissement de ses bureaux les villes où il se fabriquait des dentelles soit à l'aiguille, soit aux fuseaux, pensant y découvrir des éléments tout préparés et parvenir ainsi plus promptement au but que l'on se proposait d'atteindre. Les principaux centres furent Aurillac, Sedan, Reims, Duquesnoy, Alençon, Arras, Loudun.

Tous les produits obtenus dans ces manufactures, de quelque genre qu'ils fussent, devaient porter le nom de « point de France ».

Pour rivaliser avec les productions étrangères et pour mettre en œuvre les procédés des pays voisins, la Compagnie fit venir à ses frais des ouvrières d'Italie et des Flandres et les répartit dans ses divers établissements. Voltaire évalue à 30 le nombre des Vénitiennes et à 200 celui des Flamandes (1).

Il est probable qu'elles n'y séjournèrent pas longtemps, on ne trouve en effet dans les documents que

(1) Voltaire « Siècle de Louis XIV », chap. XXIX.

de rares traces de leur présence et de brèves mentions de leur qualité. Il faut dire qu'elles eussent été héroïques en persistant dans leur mission d'enseignement professionnel.

Le Sénat de Venise, qui gardait avec vigilance les intérêts de la République, vit dans le départ des ouvrières, qui avaient été appelées en France, un véritable crime d'Etat : il rendit aussitôt le décret suivant, dont la sévérité cadre assez bien avec la violence méridionale et avec les gestes prompts et vengeurs des magistrats italiens.

« Si quelque ouvrier ou artiste transporte son art en pays étranger au détriment de la République, il lui sera envoyé ordre de revenir ; s'il n'obéit pas, on mettra en prison ceux qui lui appartiennent de plus près afin de le déterminer à l'obéissance, par l'intérêt qu'il leur porte. S'il revient, le passé lui sera pardonné et on lui procurera un établissement à Venise ; mais si, malgré l'emprisonnement de ses parents, il s'obstine à vouloir demeurer à l'étranger, on chargera quelque émissaire de le tuer, et, seulement après sa mort, ses parents seront remis en liberté » (1).

D'autre part, l'installation de ces ouvrières souleva des véhémentes protestations xénophobes de la part des populations françaises.

Ainsi que nous l'avons vu, Marie Ruel, ancienne

(1) « Venise », par Charles Yriarte, p. 228, cité par Lefebure.

entrepreneuse de point, avait épousé en 1662 Jacques Provost, d'Alençon, et avait suivi son mari à Paris l'année suivante.

Il est probable que son commerce de point l'avait fait connaître aux directeurs de la Société qui venait de se fonder, puisque Pluymers, Paul et Catherine de Marcq, marchands de Paris, le chargèrent de l'installation à Alençon, de comptoirs ou bureaux de fabrication.

A l'annonce de cette nouvelle, les ouvrières alençonnaises qui gagnaient largement leur vie, considérèrent l'établissement du monopole comme une menace pour le libre développement de leur industrie, et s'assemblèrent pour témoigner leur mécontentement au fondé de pouvoirs de la Compagnie.

Celui-ci se présenta avec une certaine insolence ; porteur de lettres de cachet pour l'exécution des ordres du roi, et persuadé que cette omnipotence désarmerait toute protestation, il négligea les formalités administratives qui auraient assuré le concours de l'intendant.

Celui-ci s'étonna d'une pareille outrecuidance et en fit part à Colbert en même temps que des troubles qui menaçaient sa sécurité (1).

« Dernier août 1665. — Un nommé Leprévost, de

(1) « Correspondance administrative sous le règne de Colbert », Depping, p. 796, t. III.

cette ville d'Alençon, ayant donné quelque soupçon au peuple de la ville et lieux circonvoisins, qu'il voulait faire un établissement de manufacture d'ouvrage de fil, toutes les femmes, au nombre de plus de mille, se sont assemblées et l'ont poursuivi, en telle sorte que s'il n'eut évité leur furie, il en eut été assurément en mauvais état. Il a trouvé sa retraite chez moi et je l'ai préservé de leurs mains et apaisé doucement cette multitude, qui ne sera point en repos jusques à ce qu'il ait pleu au Roy leur donner quelque assurance qu'on ne leur ôtera pas la liberté de travailler ».

Mais l'intendant ne parvint pas à pallier les effets de l'arrogance de Provost ; le mécontentement s'exprimait avec une telle ardeur que celui qui est « préposé n'oserait se hasarder de se montrer dans les rues ; aussi en a-t-il si mal usé que sans en avoir communiqué à personne, non pas même à moi, il a parlé de cette affaire publiquement, a distribué des lettres de cachet aux échevins et procureur du Roy, sans m'avoir baillé celle qui m'était adressée, que lorsqu'il a été poursuivi par la populace et qu'il a trouvé sa retraite dans ma maison ; et comme il est né dans cette ville et qu'il est cogneû de tout le monde et de basse naissance, le peuple s'anime d'autant contre lui, qu'il a fait des discours qui le mettent au désespoir, disant que les filles seront heureuses de gagner deux sous par jour, et que, malgré tout le monde, la chose sera établie. Son peu de jugement et de conduite sont cause

du trouble qui estant commencé aura peine de se calmer, dans la crainte qu'on a que l'établissement n'empêche les particuliers de gagner leur vie (1) ».

Les entrepreneurs de la Compagnie commencèrent à s'inquiéter et Colbert fit rendre le 3 septembre 1665, un avis du Conseil d'Etat destiné à mettre fin aux troubles.

« Sur la requeste présentée au Roy en son Conseil par Jean Pluyviers et Paul de Marcq et Catherine de Marcq, contenant qu'ayant estés chargés par Sa Majesté de faire faire ou faire l'établissement des manufactures de point de fil, ils auraient donné leurs ordres et procuration à M^e Jacques Provost et sa femme pour ce qui estait à faire en la ville d'Alençon, en conséquence de quoy ledit Provost s'étant transporté en ladite ville d'Alençon, à son arrivée qui fust le 31 août dernier, il aurait couru le danger de sa vie sans le secours et la justice du sieur intendant departy en la généralité d'Alençon, car les nommés Thomas Ruel, Fenouillet, les Collet frères, Chambarre l'Indien, etc... et plusieurs autres de cette sorte, qui sont les regrattiers des ouvrages d'Alençon ou les commissionnaires des nommés Francosme, Hamonnel et de quelques agents de Paris qui s'enrichissent aux dépens des pauvres ouvriers et au détriment du public (2), auraient excité une ovation seditieuse contre

(1) Depping, t. III, p. 747.

(2) Cette note apitoyée, où les suppliants se montrent si charitables n'est corroborée, ni par le taux élevé des salaires ni par le crédit commercial du Point.

ledit Provost, en le menaçant publiquement de l'assassiner, lui et tous ceux qui viendraient là pour l'établissement de ladite manufacture, le chargeant d'injures et proclamant que c'était un maltotier qui venait pour ruiner la ville et les ouvrières de point d'Alençon, au lieu que l'intention de Sa Majesté, portée par la déclaration du mois d'août dernier et l'exécution que les supplians en poursuivent, n'est en général que pour faire fleurir le commerce en France, en y établissant toutes sortes de manufactures, capables d'occuper les sujets du Roy, d'empescher le transport des deniers du royaume dans les pays étrangers et faire naître l'abondance et le bon marché.....
la fréquentation du commerce, la perfection des ouvrières dans leur travail et une plus ample récompense de leur industrie.....

« Le Roy en son Conseil a ordonné et ordonne que lesdites lettres de Déclaration du mois d'août dernier seront exécutées selon leur forme et teneur, ce faisant, qu'il sera incessamment procédé à l'établissement d'un ou plusieurs bureaux en la ville d'Alençon et ailleurs ou besoin sera, pour y faire travailler aux points de fil de France, mettant Sa Majesté, lesdits supplians et ledit Provost, sa femme, frères et sœurs et autres qui seront employés à l'établissement desdites manufactures sous la protection et sauvegarde des habitants de ladite ville d'Alençon leur faisant défences de

leur méfaire, ny mesdire à peine de punition corporelle.

« Ordonne en outre Sa Majesté que par le sieur du Boulay-Favier, maître des requestes ordinaire de son hôtel et commissaire départy en la généralité d'Alençon, il sera informé de la sédition et des ordres arrivés en la dite ville d'Alençon, ledit jour XXXI aoust dernier, ensemble des menaces et injures proférées contre le dit Prévost et le procès fait et parfait aux coupables, souverainement et en dernier ressort, appelé avec luy le nombre des graduez porté par les ordonnances luy en attribuant à cette fin toute cour, jurisdiction et connaissance, et icelle interdite et défendue à toutes les cours et aucuns juges. Enjoint Sa Majesté au lieutenant général, officiers du présidial, maire, eschevins et autres officiers de la dite ville d'Alençon, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt, à peyne d'en répondre en leurs propres et privés noms.

« Et sera le présent arrest lu et publié partout ou besoins sera mesmes aux prosnes des paroisses de la dite ville et affiché en tous les lieux publics d'icelle, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance. »

Malgré l'intransigeance de Colbert, malgré l'intervention du Conseil d'Etat, Favier-Duboullay ne se hâta pas de mettre en œuvre les pouvoirs extraordinaires qui lui étaient conférés ; et au lieu de ménager sa faveur en exécutant immédiatement les ordres du ministre, en collaborant de toute son activité au

succès de la manufacture, l'intendant essaya des voies amiables et même osa plaider la cause des dentellières.

Le 7 septembre, il écrivait à Colbert : « Je puis vous assurer, Monseigneur, que c'est une manne et vraie bénédiction du ciel qui s'est épanchée sur tout ce pays, dans lesquels les petits enfants mesme de 7 ans trouvent moyen de gagner leur vie et les autres de nourrir leur père et leur mère et de faire entièrement subsister leur famille. Les vieillards y travaillent et y trouvent leur compte. Mais ce qui est considérable est que dans toutes les paroisses la taille ne se paie que par ce moyen, parce que aussitôt que l'ouvrage est fait ils en trouvent le débit et sont payés. C'est ce qui leur fait à présent crier miséricorde, parce que toutes sortes de personnes ne seront pas propres à travailler au point que l'on veut faire faire, et les enfants en seront frustrés et éloignés parce qu'ils ne peuvent être assez habiles pour s'appliquer à ce point si fin ; et tous ceux et celles même qui y gagnent leur vie et leur subsistance ne pourront jamais y parvenir, étant accoutumés au gros point dont néanmoins ils ont à présent le débit. C'est ce qui faict qu'ouvertement ils résistent à ces établissemens, croiant que par la on leur oste le pain de la main et le moyen de payer leur taille ; les petites bergerettes des champs y travaillent mesme.

« C'est ce que j'ai creu en ma conscience être obligé

de vous représenter et de vous faire connaître le tort que l'on veut faire à tout un pays que le ciel a favorisé par cette industrie qui donne la vie et la subsistance à tant de milliers d'âmes. Voilà la vérité des choses ! Que si après ces réflexions pleines de pitié et de commisération pour ces pauvres gens, vous m'ordonnez d'agir, je ne manquerai en rien pour faire tout ce que vous me ferez l'honneur de me commander » (1).

Devant l'agitation persistante et la grève opiniâtre des ouvrières, l'intendant convoqua les parties en conciliation et en rendit ainsi compte au ministre le 14 septembre 1665.

« ... J'ai fait en sorte que se tint une assemblée du conseil de ville.

« ... Monsieur le marquis de Rasnes, bailly et gouverneur de la ville s'y trouva qui y fist très bien son devoir pour le service du Roy ; mais je vous dirai, s'il vous plaît, que la rumeur ne laisse pas de continuer, pour laquelle apaiser, j'ai cherché les moyens de contenter le peuple après que le Roy sera satisfait. J'ay pour cela fait venir chez moi huit ou dix des principaux marchands et autant de ces femmes qui travaillent et qui font travailler, qui ont conféré en ma présence avec ce nommé Prévost qui est icy pour cette affaire, et après plusieurs propositions, enfin ils

(1) Depping, t. III, p. 746 et s.

sont tombés d'accord que si, après que le Roy aura trouvé les 200 filles pour faire le point le plus fin, on veut donner la liberté de travailler à tout le reste comme on faict à présent, ils se soumettront de ne point faire aucun ouvrage sur les patrons du bureau de la manufacture, et, pour éviter les abus, qu'ils s'obligeront de porter à ce bureau les patrons sur lesquels ils voudront travailler, qui seront marquez et contremarquez par un visiteur ou celui qui sera préposé pour cela ; et ainsi ils ne travailleront point et ne feront travailler que par la permission du bureau. En cela le Roy sera satisfait et le peuple subsistera et gagnera sa vie, qui autrement périra asseurement et je vous supplie très humblement, Monseigneur, de faire réflexion sur ce que je me suis donné l'honneur de vous escrire cy-devant qui est devant Dieu la pure vérité et qu'il y a une grande et si nombreuse quantité de pauvres gens qui subsistent par là, que c'est une merveille de le voir et que ce serait un accablement et une misère entière et sans ressource si on lui ostait ce qui lui donne du pain » (1).

Cette mesure transactionnelle, inspirée par l'esprit d'équité de Favier-Duboullay, ne devait pas avoir une longue application, mais en calmant momentanément l'effervescence, elle permit à la manufacture de s'installer.

(1) Depping, t. 3, p. 149.

L'arrêt du Conseil d'Etat du 3 septembre dûment signifié aux officiers du présidial, le 19 septembre 1665, Jacques Prévost, muni de la procuration de Jean Pluyviers, de Paul et Catherine de Marcq prit à bail pour 6 ans, une maison située carrefour de la chaussée et probablement d'assez belles dimensions puisqu'elle était louée 400 livres.

Catherine de Marcq, directrice, préposée des manufactures de point de France, trouvant déjà dans le pays une dentelle imitant le Venise, envoya pour la perfectionner 20 ouvrières vénitiennes qui furent fort mal reçues par la population.

La gérance et l'administration furent confiées à Marie Fillesac qui « avec M^{me} Raffy s'appliqua de tout son cœur à seconder les desseins de Colbert et à faire réussir le travail de la manufacture royale dont elle assure que dans peu de jours, il sortira des échantillons qui ne le céderont en rien au véritable Venise (1).

Il fallait que les autochtones fussent déjà bien habiles pour qu'en si peu de temps leurs ouvrages aient pu rivaliser avec les plus beaux produits italiens. Plusieurs, attirées par la stabilité d'une situation privilégiée, s'engagèrent à travailler pour la manufacture naissante. Certains contrats donnent à ce sujet de précieux renseignements ; « Le 8 octobre 1665 fut présente demoiselle Anne de Cleray, veuve de défunt Samuel

(1) « Lettres à Colbert », t. 132, fo 831 (Bibliothèque nationale).

Perdriel, sieur de Brosse, demeurant paroisse de Boitron, laquelle a promis et s'est obligée envers maître Jacques le Provost..., présent et acceptant que demoiselles Renée et Françoise Perdriel, ses filles aussi présentes travailleront avec assiduité aux ouvrages qui leur seront enseignés et baillés par la maîtresse ouvrière préposée au bureau de la manufacture, pendant trois ans commençant de ce jour. Les dites filles seront logées, nourries et blanchies pendant le dit temps, le tout moyennant la somme de 36 livres par chacun an pour chacune des dites filles, qui sera payée par chaque demi-année. Ne pourront les dites filles se retirer du dit bureau pour quelque cause et occasion que ce soit sans le consentement de Provost pendant les trois ans et ne communiqueront ni les dessins, ni le secret de leur travail sous peine de payer 200 livres d'intérêt, à quoi la mère et les dites filles se sont obligées » (1).

Si quelques personnes s'étaient accommodées du nouvel état de choses, d'autres faisaient preuve d'un irrédentisme farouche. Quelques garçons, poussés par les commissaires des marchands de Paris, injuriaient et malmenaient les artistes vénitiennes ; les poursuites engagées contre les coupables s'aggravèrent du retrait de la tolérance relative qui avait suivi l'accord du 14 septembre.

Deux arrêts furent rendus par le Conseil d'Etat,

(1) Actes du Tabellionage d'Alençon.

les 21 et 25 octobre 1665, pour la conservation des privilèges des manufactures du point de France. L'intendant y ajouta, le 26 octobre, une ordonnance destinée à prévenir le retour des émeutes précédentes. « De leur côté, les échevins et le procureur syndic du Conseil de Ville ne restèrent pas inactifs et mirent sous la protection de l'autorité municipale la demoiselle Catherine de Marc, préposée par sa Majesté à l'établissement des dites manufactures pour poursuivre les contrevenants aux ordonnances de mon dict sieur du Boullay-Favier et faire punir les coupables des violences et injures que la dite demoiselle de Marc prétendait lui avoir été faictes ou à ses préposés ; avec offre de lui donner main-forte pour faire exécuter les décrets et sentences qui pourraient intervenir, en conséquence des informations qui en pourraient être faictes » (1).

Le 6 novembre, un arrêt du Conseil d'Etat confirmant l'ordonnance de l'intendant était remis le 18 novembre par un huissier du Conseil à la chaîne au Conseil de ville siégeant en Conseil extraordinaire.

« S'est présenté M. Jean de la Rue, huissier du Conseil à la chaîne, lequel a dit que par ordre de Sa Majesté, il est venu en cette ville pour faire assembler le Conseil de ville et faire faire lecture de l'arrêt du Conseil d'Etat du Roy du cinquième de ce mois, par

(1) Délibération du Conseil de ville du 18 nov. 1665 (Archives municipales d'Alençon, série B. B.), cité par L. Duval.

lequel l'ordonnance de Monsieur Duboulay Favier, conseiller du Roy, maître des requêtes ordinaires de son hôtel, du 26 octobre dernier, donné en conséquence de la déclaration de Sa Majesté pour le sujet de l'établissement des bureaux et manufactures de points de fil de France est validée et confirmée, avec ordonnance d'être exécutée selon sa forme et teneur, et que le tout serait publié aux marchés et affiché aux carrefours et autres lieux publics, lequel arrest, ledit sieur de la Rue a mis entre les mains dudit sieur procureur du Roy pour en requérir l'exécution, lequel a requis qu'il fut d'abondance autorisé par ledit Conseil de ville à se pourvoir pour censurer et assigner contre ceux et celles qu'on prétend avoir fait courir des bruits au préjudice de l'establissement de la manufacture dudit point de fil de France, suivant les articles qu'il en fournira et qu'il soit enjoint aux filles de se retirer aux bureaux pour y prendre des dessins et travailler auxdits ouvrages dans les bureaux qui pour cet effet ont été établis dans cette ville, et que pour les filles qui travailleront hors desdits bureaux par l'ordre du directeur, les père et mère desdites filles interviendront caution de garder le secret des dessins et de suivre les ordres desdits bureaux.....

« A été arrêté..... qu'il soit fait defenses à toutes personnes de quelque condition qu'elles soyent de travailler ni faire travailler aux points de fil de France ailleurs que dans les bureaux de ladite manufacture

establie pour cet effet, sinon qu'elles aient la permission des préposées auxdits bureaux, de travailler en leurs maisons auquel cas les pères et mères des filles interviendront plege et caution de garder le secret des dessins, patrons qui leur seront baillés et de payer les amendes qui pourraient être jugées contre eux (1) ».

Si ce procédé radical mettait en fâcheuse posture l'intendant qui avait généreusement plaidé la cause des ouvrières, il satisfaisait les entrepreneurs de la manufacture sans toutefois leur obtenir tous les avantages qu'ils en espéraient.

Le 30 novembre, Catherine de Marcq écrivait à Colbert : « Il ne fallait pas moins que ce que vous avez fait pour détruire la forte brigade qui était contre l'establisement, l'huissier de la chaîne que vous avez eu la bonté de m'envoyer, est témoin de l'opiniâtreté que ces peuples ont à préférer l'ancien travail au nouveau, puisque nonobstant tous les ordres et ordonnances qui ont été publiés, les soins que M. le duc de Montausier y a donné, ceux que donne tous les jours M. le marquis de Rannes, l'application des officiers qui pour cela font toutes choses possibles et de plus, m'estant relâchée, pour la commodité des ouvrières de leur donner à travailler chez elles, ayant aussi fait pour plus de facilité aux ouvrières de la campagne, des establisements pour tous les environs d'Alençon,

(1) Archives municipales d'Alençon, citées plus haut.

cependant de 8,000 ouvrières que l'on compte y avoir, nous n'en avons que 700, dont je ne saurais compter que sur 250 qu'on puisse juger qu'en leur montrant jusqu'à Pâques, pourront parvenir à la perfection de Venise, le surplus travaillant bien plus mal que les filles qu'on enseigne, seulement un mois dans nos nouveaux établissements. Ce qui nous peut faire juger, Monseigneur, de combien d'artifice les marchands se servent pour traverser cette entreprise, bien que vous n'épargnez rien pour la mettre à son plein effet. M. de la Rue partira selon vos ordres ; je le charge d'un mémoire de ce que luy et moi croyons encore nécessaire sur ce que les couvents et les maisons de qualité retirent les ouvrières et au surplus les soins qu'y ont donné les personnes que vous y avez employé, nous ayant fait avoir des ouvrières ; quand il y en aurait encore moins, je me promets que le bon traitement qu'elles recevront nous les attirera toutes (1) ».

Colbert n'abandonna pas la Compagnie qu'il avait encouragée. Pour assurer aux points de France le monopole commercial, il faisait rendre par le Conseil d'Etat le 19 février, les 16 août et 12 octobre 1666 des arrêts qui interdisaient « d'empêcher directement ny indirectement les établissements, ny de troubler les ouvriers employés dans lesdites manufactures en leur travail, et à tous les marchands et autres de quelque

(1) Lettre citée par M^{re} Despierres.

qualité et conditions qu'ils soient de vendre et débiter, après les trois mois portés par lesdits arrêts, aucuns ouvrages de point de fil étrangers, à peine de confiscation des ouvrages et de trois mil livres d'amende ».

Le 12 octobre 1666, on constate que les ouvrages de fil fabriqués en France sont si exquis « qu'ils esgalent et même surpassent en beauté les étrangers ». En renouvelant les défenses contenues dans les arrêts et déclarations précédents, le roi permet l'usage des vieilles dentelles de Venise jusqu'au 20 janvier 1667 « sans que, sous prétexte de notre présente permission, aucun puisse acheter ny porter aucuns ouvrages de Venise en autres pays étrangers neufs, ni pareillement d'en porter ledit temps passé (1) ».

Le 5 février 1667, un nouvel arrêt confirme le monopole au profit de Jean Pluyviers, Paulet Catherine de Marcq, s'indigne qu'on ait outrepassé aux déclarations antérieures de Sa Majesté, qui « défendent de faire fabriquer, vendre ny user d'aucuns points et ouvrages de fil faits à l'aiguille, autres que ceux faits dans la manufacture royale et sur les dessins des entrepreneurs », et cherche à réserver aux manufactures le travail des ouvrières qu'elles ont formées.

Mieux encore, Colbert envoie des inspecteurs, change l'ancien intendant, nomme à sa place un de

(1) L. Duval « Documents pour servir à l'histoire du point d'Alençon.

ses parents M. de Marle, plus soumis parce qu'au début de carrière, et poursuit impitoyablement toutes les fraudes, quelque soient les protestations des délinquants.

Le 14 janvier 1667, l'intendant, qui jouissait de pouvoirs extraordinaires, condamne « Jean Thomas, sieur du Mesnil, officier de Monseigneur l'évesque et comte de Lisieux, à payer à Jacques Le Prévost, directeur général de la manufacture de points de fil de France, la somme de 500 livres d'amende, en quoi la femme du dit Thomas a été condamnée pour contravention et fraudes faites par la dite femme au préjudice de la manufacture. »

Le ministre lance la mode, reçoit d'Alençon pour lui et sa fille, la duchesse de Chevreuse, des collets et des mouchoirs. Le roi lui-même abandonnant Venise « achète tous les ans pour huit cent mille livres de tous les ouvrages de goût qu'on fabrique dans le royaume et en fait des présents » (1). Ce qui n'empêchait pas les entrepreneurs de France de trouver que Colbert ne faisait pas assez de commandes, qu'il se désintéressait de l'entreprise qu'il avait fondée et de s'en plaindre à l'intendant dont le rôle consistait à transmettre les doléances avec fidélité et circonlocutions.

M. de Marle, d'ailleurs, ne restait pas inactif, il multipliait les perquisitions chez les habitants, tra-

(1) Voltaire « Siècle de Louis XIV », chap. XXIX.

quait les fraudeurs qui trouvaient une sauvegarde relative dans la complicité des couvents et des églises.

Une lettre de l'intendant, du 11 avril 1669, nous éclaire sur les manœuvres de la fabrication indépendante pour écouler ses produits.

« L'exactitude que l'on a apporté jusqu'à présent à faire la recherche dans les maisons particulières pour empêcher les contraventions à la déclaration du Roy et arrêtz de son conseil, touchant l'établissement des manufactures des points de France, a obligé presque tous ceux qui sont dans l'esprit de désobéissance de rechercher le secours des maisons religieuses pour faire le débit de leurs ouvrages. Il y a longtemps que j'ai eu les advis ; mais inutilement, les privilèges des monastères ne pouvant pas permettre que l'on y fasse les visites et on a mesme été obligé d'en dissimuler les contraventions. Cependant, comme il est de conséquence d'empêcher le cours de ces désordres, qui diminuent de beaucoup le nombre des ouvrières, on s'est avisé de faire passer un particulier, envoyé de la part des intéressés à la manufacture, pour un marchand étranger qui cherchait des ouvrages à acheter. Il fut conduit samedi dernier, entre 9 et 10 heures du soir, au couvent des religieuses bénédictines du faubourg de Montsort, par la femme du nommé Dubois, peintre, demeurant à Alençon (1). Dans cette maison

(1) Cette femme Dubois était la cousine germaine de M^{me} La Perrière, l'inventeur du point d'Alençon.

religieuse on luy vendit six mouchoirs et une cornette, le tout 472 livres, dont il luy fut donné une facture non signée soubz le nom d'estoffes vendues et délivrées. Au sortir de cette maison, la femme Dubois fut arrêtée à 11 heures du soir et amenée devant moi. L'ayant interrogée elle reconnut la vérité de la chose et qu'elle avait porté un mouchoir à ces religieuses pour vendre, mais qu'il était resté dans le couvent, parce que le marchand ne l'avait pas voulu acheter, ne l'ayant pas trouvé assez beau. Lundy dernier j'en allai faire mes plaintes aux supérieures de cette maison qui sont les dames de Nonant..... qui soutinrent que tout cela estaient des suppositions inventées par leurs ennemys et ceux de la manufacture... J'ai cru que je ne devais pas rendre aucun jugement sur cette affaire sans vous en donner avis, et après vous avoir représenté que l'esclat qu'elle a fait la rend de très grande conséquence pour la manufacture. Mon avis serait de condamner les religieuses à rendre les 472 livres qu'elles ont reçues sauf leur recours contre ceux qui leur ont donné ces ouvrages à vendre. Cette religion dépend pour le spirituel de M. l'évêque du Mans » (1).

La manufacture avait affaire à forte partie, presque toute la population était liguée contre elle et cherchait à profiter de toutes les circonstances pour concurrencer les produits du bureau ; les marchands « soutenaient

(1) Depping, t. III, p. 796.

en effet qu'aux termes de la déclaration du 14 août 1665, les intentions du roi étaient seulement d'interdire le commerce du point de Venise et des autres pays étrangers, et laisser aux marchands la liberté de vendre et débiter le point de Paris et autres, non faicts sur les dessins et patrons de la manufacture. Ils ajoutaient que le roi avait « encore eu la bonté de permettre aux particuliers de travailler pour leur usage aux ouvrages du point de Paris avec tissu et cordonnet, sans aucune broderie suivant l'arrêt du Conseil du 8 novembre 1667 » (1).

Cette tolérance portait préjudice à la manufacture, et l'intendant se faisait son interprète auprès du Ministre, le 25 novembre 1669 (2). « La permission laissée par Sa Majesté aux particuliers de travailler pour leur usage au point de Paris, nous traversent un peu dans notre manufacture en diminuant le nombre de nos ouvrières, parce que les marchands ayant la liberté de vendre publiquement ce point, nous desbauchent secrètement nos ouvrières ; à quoy il sont d'autant plus de facilité que lorsqu'on fait des visites et que l'on trouve des filles travaillant au point de Paris, il est impossible de justifier contre elles que ce n'est point pour leur usage, et après elles trouvent des biais et des moyens pour les vendre aux marchands

(1) Louis Duval « Documents pour servir à l'histoire du point d'Alençon ».

(2) Depping, t. III, p. 797.

que l'on ne peut découvrir. Je çais bien que la liberté publique des marchands et des particuliers vous demande que vous ayez la bonté de leur continuer la grâce portée par cette déclaration, et par cet arrest du Conseil; mais aussi l'intérêt particulier de notre manufacture, dans lequel le bien public se trouve aussy engagé, vous sollicite de retrancher ces grâces particulières dans les lieux de son établissement ».

Par contre, il craint que la sévérité des préposés n'empêche les ouvrières alençonnaises de travailler pour Catherine de Marcq : « Je me sens obligé de vous dire que Messieurs de la manufacture, dans la passion qu'ils ont de perfectionner les ouvrages pour vous marquer leur application continuelle à exécuter vos ordres, se rendent un peu trop difficiles aux meschans ouvrages, sur quoy j'estime que l'on doit tenir cette conduite à l'esgard des personnes capables de bien faire et qui, par négligence, veulent bien se relâcher, mais non pas à l'égard de celles qui n'ont pas l'adresse de la main pour y réussir heureusement, afin que tout le monde y puisse gagner sa vie. Et si ces meschans ouvrages n'ont point débit à Paris, il sera facile de s'en desfaire à nos foires, en sorte que les intéressés ne s'en trouvent point chargés ».

Malgré les perquisitions, malgré les jugements, malgré les amendes, malgré les commandes royales, le point d'Alençon autochtone vivait toujours. De Marle terminait ainsi sa lettre : « Permettez-moi

aussy, Monseigneur, de vous envoyer le procès-verbal que vous m'avez ordonné de dresser touchant la saisye de deux morceaux de point de France, qui a été faite à Nogent dans la maison du sieur Lefebure, portemanteau du roy. J'espère que vous trouverez que je n'ai en cela fait que suivre les termes des arrêts du Conseil, lesquels seront toujours la règle de toute ma conduite ».

Cette dernière partie nous montre que les velineuses ne se contentaient pas de continuer l'œuvre de Madame de Perrière, mais qu'elles s'adonnaient en outre à la contrefaçon du point de France. Les deux points procédaient du point de Venise, et les patrons confiés à domicile par Le Provost, devaient guider l'imitation des ouvrières indépendantes. Elles étaient, du reste, nombreuses. La manufacture royale n'ayant réussi à s'en attacher qu'un sixième environ ; et les plus habiles qui résistèrent aux avantages reconnus par le monopole, purent après dix années de lutte opiniâtre, reprendre librement le travail. Le privilège ne fut pas renouvelé ; le but de Colbert était atteint. Le point de France devenait le reine des dentelles.

CHAPITRE III

LE POINT D'ALENÇON DE 1675 A NOS JOURS

Expiration du privilège. — Liberté rendue aux fabricants, marchands et ouvriers. — Les changements de dessins. — Invention du réseau. — Tentative de rétablissement du privilège. — Style Louis XV. — La bride bouclée. — Fabrication de la blonde avec les procédés de points. — Lutte en 1757 contre les sollicitateurs de privilèges royaux, dessinateurs, imprimeries de points.

La Compagnie réalisa de gros bénéfices grâce au concours de toutes les forces administratives et à la beauté de ses ouvrages. L'art de la dentelle atteint son apogée, le siècle de Louis XIV, dans ce domaine comme dans tant d'autres, immortalisa son caractère dans de purs chefs-d'œuvres.

Aussi à l'expiration du privilège, les « intéressés » et directeurs en sollicitèrent-ils du pouvoir le renouvellement. Vaines furent les démarches, vaine la recommandation des protecteurs bien en cour. Plusieurs fabricants confiants dans leur activité, tentèrent la chance et montèrent des maisons de point. Parmi ceux-ci Thomas Ruel, qui, pendant les 10 ans du privilège, s'était montré l'adversaire forcené de l'institution ministérielle, et deux des anciens employés

principaux de la manufacture, Gence et Provost, qui connaissaient à fond les procédés, la méthode et les perfectionnements dont la dentelle avait été l'objet.

Gence réussit pendant quelque temps ; en 1680, sa maison était encore florissante mais il est probable qu'elle périlclita les années qui suivirent.

Provost fut moins heureux sous le régime de la libre concurrence que sous le monopole. En 1677, René Provost qui avait participé à la gérance de la manufacture, s'associa Jacques Provost son frère, pour trois ans, s'engageant à faire travailler aux ouvrages de point sur les dessins et avis qui lui seraient envoyés de Paris par ledit Jacques Provost, avec la clause prohibitive de ne pouvoir faire travailler, acheter, vendre ni débiter aucuns ouvrages pour le compte de son frère et sans son consentement. René Provost, commandité par l'ancien directeur général, devait toucher sept et demi pour 100 du prix coûtant des ouvrages (1).

René Provost faisait fabriquer sans se soucier des débouchés, ses livres attestaient qu'au 30 avril 1678, il lui était dû 9,622 livres sur les ouvrages qu'il avait fait faire, et dont le nombre était de 3,269 morceaux.

Un voyage en Bretagne, au cours duquel il espérait écouler ses provisions, ne lui rapporta que pertes et déboires. Son découvert atteignit 4,000 francs. Après

(1) Louis Duval « Documents pour servir à l'histoire du point d'Alençon.

avoir payé une très faible partie de cette somme, il fit à son frère des billets pour 3.529 livres, payables de mois en mois. Il ne put s'acquitter et comme son frère le poursuivait, il alléguait que « les marchandises avaient diminué de plus d'un tiers par la cessation du commerce de points de France, attendu le grand nombre de marchands trafiquant desdits ouvrages ».

En effet, presque tout le monde fabriquait du point, les marchands, les fabricants étaient rudement concurrencés par les particuliers qui faisaient travailler à domicile. Un acte de 1676 nous montre un fonctionnaire, Germain Vivien, directeur du huitième denier des aliénations ecclésiastiques en la généralité d'Alençon « prendre commission de faire faire plusieurs ouvrages de point pendant qu'il sera en cette ville », loger « Serisay et sa femme, à la charge que ceux-ci ne pourront travailler auxdits points pour autres que pour ledit sieur Vivien, pour lui aider à faire ladite commission, au moyen et parce que ledit sieur Vivien promet de les payer de leurs ouvrages, au prix des ouvriers pour ce qu'ils feront seulement, et ce pendant autant de temps qu'il voudra les retenir dans la dite maison ».

Le nombre des producteurs diminua rapidement, les guerres contre la Hollande, contre l'Angleterre, contre la coalition européenne fermèrent à nos produits des débouchés importants ; le traité de Nimègue abolissant le tarif protecteur de 1667, si favorable au développe-

ment de nos industries, laissa pénétrer les dentelles du Nord, les plus prisées après le point de France. La révocation de l'Edit de Nantes qui exila les protestants irréductibles, priva la fabrication alençonnaise de quelques entreprises prospères qui s'essayèrent sans succès à se reconstituer à l'étranger.

La situation précaire de la dentelle incita quelques entrepreneurs à briguer le privilège royal qui avait jadis donné de gros bénéfices; le même acte nous renseigne sur deux tentatives de ce genre faites au cours du xviii^e siècle.

Alexandre-Louis Lacoste, marchand de Paris, qui avait une manufacture à Alençon, avait adressé à l'intendant de Levignen une requête pour obtenir la décharge du logement des gens de guerre en se fondant « sur ce qu'il habitait Paris et que son bureau de point de France à Alençon, n'était tenu que par des demoiselles ses commises ».

Cette exemption lui fut accordée en considération de son caractère éminemment moral. Mais il se servit de cette exemption pour faire ériger son bureau en manufacture royale. Il produisait à l'appui certains certificats des autorités locales, qui ne lui avaient été accordés que pour terminer un litige avec un sieur Gouel, marchand à Paris.

« On accusa les premiers corps de la ville, d'avoir donné ces certificats dans le but de favoriser le sieur Alexandre dans cette entreprise ; le maire, les échevins,

le procureur du roi au bailliage, présidial et syndical de la ville pour se justifier de ces imputations et mettre fin aux plaintes et murmures des habitants, les convoquèrent en assemblée générale dans la salle du Palais d'Alençon, le 10 février 1757.

Dans cette assemblée, le procureur du roi insista sur ce que l'obtention d'un pareil privilège « aurait pour conséquence de voir renaître la même émeute que celle qui a régné en 1708, au sujet d'un arrêt sur requête de manufacture royale qu'avait obtenu en sa faveur le sieur Marescot, marchand de Paris, et fabricant de point de France... Il déclare formellement s'opposer à toute signature qui pourrait être préjudiciable au bien public et intérêt de la ville avec d'autant plus de raison qu'il est ici question des intérêts des hôpitaux et d'un nombre infini de gros et de petits fabricants qu'il est du dernier intéressant de protéger et soutenir » (1).

Les marchands de points exposèrent leurs griefs, leurs raisons et leurs désirs dans le mémoire suivant transcrit in extenso sur le registre des délibérations du conseil de ville.

« Les marchands de points d'Alençon (2) ont l'avantage de n'avoir à combattre qu'un exposé « hasardé dans tous les faits, sauf correction et étayé

(1) Despierres « Histoire du point d'Alençon. »

(2) C'est vers le début du XVIII^e siècle que « point d'Alençon » absorba presque définitivement « point de France », dans le vocabulaire commercial.

« d'actes et certificats surpris pour la plupart sous des
« prétextes bien opposés à l'usage qu'en veut faire
« aujourd'hui le sieur Alexandre ; sans doute que la
« démonstration de ces vérités le fera renvoyer sans
« succès sur son projet et ne luy laissera que la honte
« d'avoir tenté un mal général sans en avoir pu retirer
« le bien personnel qu'il s'en proposait.

« Il semble, à entendre le sieur Alexandre, et à
« l'en croire sur parole, que c'est à luy que l'Etat est
« redevable de l'établissement d'une manufacture de
« points de France à Alençon, qu'il le soutient et lui
« donne sa perfection, au lieu qu'au contraire, il est
« pour ainsi dire le dernier et un des plus médiocres
« de ceux qui se sont mis à ce commerce en cette
« ville où, depuis plus d'un siècle, cette manufacture
« est soustenue par les familles mesmes du plus grand
« nombre des marchands soussignés ».

.....

« Le sieur Alexandre en impose au Conseil, sauf
respect, lorsqu'il dit qu'il a fait l'établissement de sa
manufacture de point en 1738, il s'est trompé volontairement d'environ 10 ans, c'est en 1747 qu'il a commencé à faire fabriquer du point en cette ville, et cette époque est remarquable, puisqu'il débuta par débaucher la directrice de la manufacture de la dame veuve Collet, le 8 juin, jour de l'octave de la Fête-Dieu de la mesme année... Il n'est pas plus fidèle dans le raisonnement qu'il fait pour persuader qu'il a

poussé sa manufacture au degré de perfection qui l'emporte sur les autres, il s'était flatté sans doute que le Conseil l'en croirait sur parole, mais il s'est fait illusion à luy mesme, ce souverain tribunal essentiellement équitable, cherche toujours la vérité avant de prononcer ses arrêts. »

(Les soussignés affirment ensuite la supériorité de leurs travaux, s'offrent avec sérénité à l'examen des experts et affirment que le sieur Alexandre a « tiré des manufactures de quelques-uns des soussignés les points exécutés avec précision, qu'il a fournis à Sa Majesté et à leurs Altesses royales Mesdames de France »).

« Le sieur Alexandre paraît vouloir tirer avantage de l'exemption du logement des troupes que M. l'Intendant de cette généralité, sur le consentement des officiers municipaux, a bien voulu lui accorder. Il est vrai qu'il n'est pas tombé sous le sens des soussignés de former pareille demande, ils n'ont jamais été réfractaires à supporter leur part des charges de la ville, ils croient cependant qu'ils auraient été mieux fondés à le faire, puisqu'il n'y a aucun d'eux qui n'emploient bien plus grand nombre d'ouvrières, tant dans la ville que dans les paroisses circonvoisines, et qui ne fasse par conséquent beaucoup plus de bien que le sieur Alexandre qui n'a obtenu l'exemption du logement de troupes que sur l'exposé qu'il fit à M. l'Intendant qu'il était domicilié et payait la capitation à

Paris, et encore plus par la considération que son bureau était tenu par des filles qu'il n'est pas d'usage de faire loger.....»

(Suit un paragraphe concernant l'abus des certificats obtenus des officiers du baillage du maire, et des échevins et des trésoriers de France, sous une raison tout autre que celles qu'ils appuyèrent).

« Les marchands soussignés supplient très humblement le Conseil d'observer l'important préjudice qu'ils recevraient en leur état si Sa Majesté accordait au sieur Alexandre le privilège qu'il demande, il ne manquerait pas d'en tirer un très grand avantage de cette distinction en en donnant connaissance dans les cours étrangères où ils sont en correspondance longtemps avant lui, il préviendrait les marchands étrangers en sa faveur, il lui serait facile de leur persuader que le Roy lui aurait accordé un privilège de manufacture royale en considération des peines et prétendus soins qu'il dit s'estre donnés pour perfectionner la manufacture du point d'Alençon.

« Tout cet étalage pompeux est une pure imagination débitée à plaisir, les soussignés qui sont bien plus en droit de réclamer le privilège de manufacture royale par l'ancienneté de leurs manufactures et leur supériorité en qualité et perfection, seraient à la veille de la destruction de leur commerce, et hors d'état de faire subsister plus de 10,000 ouvrières qu'ils entretiennent en la ville et aux paroisses circonvoisines, si Sa Majesté accordait la demande du sieur Alexandre.

« Ils ne craignent pas d'avancer au Conseil, et ils osent se flatter que M. l'Intendant peut en avoir connaissance, que chacun d'eux qui a sa manufacture, fait fabriquer bien plus beau et en plus grande quantité que le sieur Alexandre, et qu'il y a en cette ville près de cinquante autres médiocres qui emploient chacun autant d'ouvrières, et pourraient le disputer au sieur Alexandre pour la qualité et perfection.

« Les soussignés qui ont ces manufactures de point depuis plus d'un siècle en leur famille supplient encore le Conseil de vouloir bien faire attention combien il leur serait mortifiant que le sieur Alexandre obtint à leur préjudice un privilège du Roy de cette nature et sur des faits ainsy supposés ; le sieur de la Binardièrre, valet de chambre de la reine, l'un des soussignés, n'a jamais tenté de pareille demande lorsque Sa Majesté a bien voulu luy faire la grâce, le 3 février 1746, de le taxer d'office à l'industrie, il sentait trop le préjudice que l'obtention d'une pareille distinction aurait causé aux autres manufactures, la supériorité et l'ancienneté de la sienne sur celle du sieur Alexandre lui auraient cependant pu faire espérer de réussir.

« Les soussignés prennent la liberté d'observer en outre au Conseil qu'en l'année 1708 feu le sieur Marescot qui, pour lors, avait l'une des plus belles et des plus considérables manufactures de la ville, obtint un privilège de Sa Majesté, tel que celui que le sieur Alexandre sollicite, la consternation fut si grande en

cette ville et dans les paroisses circonvoisines, que M. de Bouillé, pour lors intendant d'Alençon, en donna connaissance au Conseil qui supprima aussitôt le privilège du sieur Marescot ; plusieurs des soussignés sont informés que le sieur Alexandre n'ignore pas de ce fait, ils le tiennent d'une personne à qui il avait fait part de ses vues qui l'instruisit en lui conseillant d'abandonner son projet, ce qui fait qu'ils ont peine à concevoir comment il a eu la témérité de faire une pareille tentative aussi préjudiciable au bien public qui tend au détriment des autres manufactures bien plus anciennes et supérieures, on le regrette, en beauté et qualité que la sienne, ce que les sieurs Beauvais et Brion, marchands à Paris, qui ont l'honneur de fournir du point de France à la Cour peuvent attester, puisqu'ils tirent des manufactures de plusieurs des soussignés une bonne partie des points qu'il faut au Roy, à la Reine et à la famille royale. Le sieur Alexandre aurait dû se contenter de n'être pas traversé en son établissement, les soussignés n'en ont point été jaloux, mais il devait penser aussy que s'ils avaient connaissance de ses vues, ce qui ne pouvait être autrement, ils feraient leurs très humbles remontrances au Conseil et ils espèrent de ses lumières et de son équité naturelle qu'ayant égard à leurs observations, lesquelles ils sont prêts de faire demeurer constantes et vrayes par tous moyens le sieur Alexandre sera rejeté et débouté de sa demande purement et simplement ».

(Suivent vingt-sept signatures des principaux fabricants de dentelle au nombre desquels figurent le président des hôpitaux et une maîtresse de la Providence où s'était constituée une œuvre d'assistance par le travail à l'aiguille).

Cet exposé si mesuré, ces arguments si forts eurent gain de cause et, le 4 mars 1757, M. de Levignen, intendant, écrivait aux maires et aux échevins :

« Messieurs, sur le compte que j'ai rendu au Conseil de la situation des fabriques de point de cette ville et de la demande que le sieur Louis-Alexandre de la Coste a faite que la sienne fut établie en manufacture royale, M. le Contrôleur général m'a fait l'honneur de me mander le 28 du mois dernier, que sa prétention a été rejetée et il me charge d'en informer les habitants de cette ville afin de les rassurer sur leurs inquiétudes, vous aurez agréable de prévenir de cette décision tous les fabricants et vous enregistrez la présente lettre sur vos registres en observant de m'en remettre un certificat, etc... ».

Si complet que fut l'échec d'Alexandre Lacoste, le même privilège fut sollicité quelques années plus tard par une des signataires du mémoire :

En 1754, M. Bélard, curé de Notre-Dame d'Alençon, avait fondé à la Providence, communauté de cette ville, une fabrique de veslin destinée à venir en aide aux filles pauvres. La direction en était confiée à Marthe Ballain qui, habile et fort entendue, sut donner

une telle extension à son commerce que trois années plus tard, elle figurait parmi les fabricants les mieux considérés, appelés à donner leur avis sur le cas de leur ambitieux concurrent.

S'autorisant du caractère charitable de son entreprise et du crédit reconnu par acte authentique qui classait la Providence comme « manufacture réputée » ; elle se décerna, en 1779, une récompense particulière de ses mérites en prenant le titre de directrice du point de France.

Mais dans une assemblée générale tenue le 18 mai 1779, M. Potier du Fougeray, maire de la ville, défendit à Marthe Ballain, supérieure de la Providence d'Alençon de « s'attribuer directement ni indirectement la qualité de directrice du point de France, mais ordonne de se tenir seulement comme par le passé dans le titre de fabricante de point de France ainsi que le font tous les autres fabricants d'Alençon ».

Nous avons cité longuement ces documents parce qu'ils nous précisent la vie de la production dentellière ; la défense vigilante des droits des fabricants ; la revendication d'une libre-concurrence fort limitée à cette époque ; l'action d'un Conseil professionnel auprès des pouvoirs locaux ; l'ancienneté de certaines entreprises qui, avec leur siècle d'existence, avaient dû précéder l'établissement de la manufacture royale, se maintenir pendant les années de monopole et prospérer entre les mains des dynasties dentellières.

Le point de France, tel qu'on l'exécutait en Alençon, suivit une marche à peu près parallèle dans les centres où il avait été installé. Colbert avait établi, par l'ordonnance de 1665 un bureau au Mans et un autre à La Flèche, mais comme le terrain était assez mal préparé, que les maîtresses ouvrières y étaient rares, il fit venir d'Alençon les directrices capables de faire rapidement progresser l'entreprise.

Au Mans, le directeur de la manufacture de point de France était Jean-Baptiste Guérin, marié à Alençon le 4 septembre 1666, à Louise Ruel, belle-sœur de Jacques Provost, directeur de la manufacture d'Alençon et appartenant elle-même à une lignée féconde en vélineuses. Comme cette industrie n'a pas survécu au Mans après l'expiration du privilège et que les documents ne nous renseignent pas exactement, nous ne pouvons affirmer que le point de France était à l'aiguille comme celui d'Alençon ; cependant la qualité des directeurs et administrateurs nous donne presque une certitude de sa ressemblance avec l'imitation du Venise fabriqué depuis quelques années dans la ville voisine.

La Flèche put être considérée comme une importante succursale d'Alençon. M. Voysin, de la Flèche, écrivait à Colbert, le 20 novembre 1667 : « Je vois que le bureau de cette ville sera très important et que dès son commencement, il y aura 7 ou 800 personnes qui y travailleront, se trouvant quelques personnes

habiles et intelligentes en cette manufacture et qui s'étaient cy-devant instruites à Alençon et s'étaient depuis retirées en cette ville de la Flèche. Les habitants paraissent très satisfaits et reçoivent cet établissement avec joie » (1).

Mais la filiale la plus réputée fut Argentan, tellement même qu'elle se spécialisa et répandit ses ouvrages sous le vocable de la cité. Quelque légitime indépendance qui revendiquent les Argentanais, il ne semble pas douteux que les travaux de M^{me} La Perrière n'aient orienté sinon créé l'industrie féminine dans cette ville.

Un manuscrit de Thomas Prouvère reconnaît que le veslin ou point d'Alençon a été introduit à Argentan par des Alençonnais vers 1664 ; Favier du Boullay confirme cette assertion dans sa lettre à Colbert, datée du 7 septembre 1665 : « ... Je puis vous assurer qu'il y a plus de 8,000 personnes qui y travaillent dans Alençon, dans Sées, dans Argentan, Falaise et dans toutes les paroisses circonvoisines ; cela s'est coulé jusque dans Fresnay, Beaumont, Ménars et les paroisses circonvoisines du Mayne... » Il est probable qu'Argentan révéla des dispositions particulières, puisque la Compagnie du point de France y établit un bureau en même temps qu'à Alençon et que les deux furent dirigés par M^{me} Raffy. Les indigènes se mon-

(1) Despierres, notes.

trèrent plus accommodants que ceux d'Alençon. Quelques publications à son de trompe suffirent à déterminer l'embrigadement au profit du monopole de la majorité des ouvrières.

Durant le privilège on fabriqua la bride à picots, à l'aiguille, c'est-à-dire l'imitation du point de Venise qui réussissait si bien à Alençon.

Mais l'industrie périclita vers les dernières années du xvii^e siècle jusqu'au jour où Mathieu Guyard, marchand mercier à Paris, proposa en 1708 de remonter la fabrique d'Argentan pour y faire faire des dentelles qui tiendraient du point de France et du point d'Angleterre. Il comptait employer 600 ouvrières et devait s'adjoindre le sieur Montulay, dessinateur-graveur pour donner les ouvrages et les recevoir. Mathieu Guyard sollicitait pour son dessinateur l'exemption des impositions hormis la capitation et pour lui-même l'exemption du logement des gens de guerre, et la permission de mettre les armes royales au-dessus de la porte de sa manufacture. Ses enfants demandèrent une prorogation du privilège, alléguant que James le successeur de Montulay avait joui des exemptions obtenues pour ce dernier. Le Roi le lui accorda le 30 mars 1745.

Mais Guyard, malgré ces faveurs, n'obtint pas le monopole ; des maisons se fondèrent et donnèrent le branle à d'âpres rivalités. Duponchel, agent de la firme Wyriot, accusait la demoiselle James, l'actrice

de la maison Guyard, de lui débaucher ses ouvrières et demandait aux pouvoirs d'intervenir vu qu'il travaillait pour le Roi et la Cour.

L'autre partie ripostait qu'il avait obtenu ces commandes par surprise ou charité, et se vantait de fournir au Roi, au duc de la Rochefoucault, au duc de Richelieu, au roi et à la reine d'Espagne et enfin au Dauphin de France lui-même.

Duponchel auquel le Conseil d'Etat avait le 18 juillet 1741, accordé un privilège, convainquit le contrôleur général qui défendit aux « autres fabricants de molester les ouvrières de Duponchel », bien que celui-ci fut accusé par la maison Guyard de lui avoir enlevé plus de cent velineuses.

Le sieur de La Leu, ancien administrateur de la maison Guyard, avait obtenu en 1745 le droit de fonder un établissement à Argentan avec bureau à Carrouges, et ne se faisait aucun scrupule pour embaucher militairement son personnel. L'intendant avait ordonné au contrôleur général de fournir un certain nombre d'ouvrières au sieur Montulay. Les femmes s'insurgèrent contre cet acte d'autoritarisme ainsi qu'en témoigne le rapport adressé par le contrôleur à l'intendant : « Un détachement de femmes et de filles vint à ma demeure avec un capitaine femelle, en tête et toutes déclarèrent d'un commun accord que si le travail était forcé elles ne feraient que du « bousillage » par supplications ou menaces, je

réussis à en décider une douzaine . . . qui furent congédiées par le sieur Montulay (probablement pour actes de sabotage) ». Devant cette tactique, le contrôleur conseilla à M. de La Leu, de promettre des gages plus élevés, puisqu'il n'y avait pas d'autre moyen de réussir, il lui promit, en outre, de l'appuyer en toutes circonstances puisque le travail était destiné au Roi. » (1).

Depuis cette époque, les produits d'Argentan ont toujours concurrencé ceux d'Alençon, bien que les Argentanais attribuent à leur point une grande originalité due paraît-il à une innovation apportée par le dessinateur alençonnais Montulay, dont nous avons parlé plus haut.

Si nous avons considéré qu'Argentan avait sa place dans l'histoire de la dentelle d'Alençon, c'est que les conclusions de M^{me} Despierres semblent irréfutables en la matière et que, autant par la qualité des fondateurs, que par les caractères du point, le chef-lieu de l'Orne peut revendiquer la paternité de cette industrie.

« On attribue généralement à la fabrique d'Alençon tout point dont le champ est en réseau et à la fabrique d'Argentan tout point dont le champ est en bride. La première de ces propositions est exacte, mais il n'en est pas de même de la seconde, puisque les trois sortes de

(1) Ce résumé des origines du point d'Argentan est emprunté à une brochure du marquis de Chennevières intitulée : « Notes d'un compilateur pour servir à l'histoire du point de France ».

brides comme champ, sont exécutées dans ces deux fabriques et que tous les points ont été et sont encore faits par les mêmes procédés de fabrication et avec les mêmes matières textiles... Le point d'Alençon se faisait et se fait encore l'un comme l'autre, seulement à Alençon, les ouvrières firent tous les points et à Argentan, elles se livrèrent plus spécialement à la fabrication de la Lride. »

Nous verrons d'ailleurs la preuve de ces assertions, quand nous examinerons les variétés de produits et les alternatives de la fabrication dans l'histoire du commerce de la dentelle bas-normande.

Le point de France n'a pas gagné en qualité depuis cette époque. Après avoir coexisté avec le point d'Alençon, plus grossier peut-être quoique déjà fort perfectionné, ils s'amalgamèrent, se compénétrèrent, au point que les deux noms désignèrent un même ouvrage jusqu'au jour où le lieu de fabrication lui imprima son sceau et lui rectifia pour toujours son état commercial.

CHAPITRE IV

LA FABRICATION. — L'ORGANISATION DU TRAVAIL

Fabricants. — Factrices. — Ouvrières. — Division des tâches. — Apprentissage. — Travail en atelier. — Les hôpitaux et communautés. — Travail à domicile. — Nombre des ouvrières. — Salaires.

Quelque confusion qui puisse s'établir en raison des diversités de dentelles rentrant sous le vocable de point de France, le point d'Alençon conserve une originalité indéniable et se singularise par une méthode de fabrication tout à fait particulière.

L'organisation de la production comprend, comme toutes les industries, les échelons suivants : fabricants, intermédiaires et ouvrières.

L'organisation du travail est remarquable en ce qu'elle comporte la division des fonctions, réalisée soit en atelier, soit à domicile.

Le fabricant a des attributions d'ordre industriel et d'ordre commercial.

Parmi les premières : créations des modèles, surveillance de la mise en œuvre, répartition des tâches.

Pour la création des modèles, à moins d'avoir lui-

même du talent, il s'adresse ordinairement à des dessinateurs habiles ; autrefois artistes fort réputés, puisque Jean Cousin fit paraître quelques patrons dans le Livre de lingerie ; aujourd'hui assez assouplis aux méthodes mais asservis aux traditions des écoles professionnelles où ils se sont formés.

Le dessin étant de la plus haute importance pour la valeur de la dentelle à l'aiguille, jadis les fabricants avaient chacun leurs modèles. Ils commandaient à des dessinateurs spéciaux des dessins qu'ils considéraient à bon droit comme leur propriété, et dont la possession exclusive leur fut reconnue le 4 avril 1680 (1).

Les dessinateurs s'inspiraient des styles en vogue pour que la dentelle put s'adapter aux exigences de la mode, les rinceaux, les cornes d'abondance du Louis XIV font place aux guirlandes capricieusement enroulées du Louis XV. A la majesté succède l'élégance fleurie avant de s'engourdir dans l'austérité du Louis XVI, et de se raidir, de se compasser dans l'attitude militaire de l'Empire.

Le goût local, représenté par le Conseil de ville, crut le 13 octobre 1800, que l'établissement d'un professeur de dessin rendrait aux ouvrages leur grâce d'antan, et pour les perfectionner par l'émulation,

(1) Demande de Gence, Guitton et Marescot. Pour tous les détails de la fabrication du Point, nous renvoyons au savant livre de M^{me} Despierres, dont la compétence en dentelles suppléera à l'insuffisance de notre goût masculin.

demanda aux fabricants de déposer au Tribunal de commerce, les modèles et échantillons qui permettaient de confondre et poursuivre les contrefaçons.

Les dessins faits par des artistes, même du plus grand mérite mais ne connaissant pas la fabrication, ne pouvaient pas toujours être exécutés ; les fabricants retouchaient certaines parties avant de les mettre entre les mains des ouvrières.

Les grandes maisons Delisle, Lefebvre et Maxime, ont poussé jusqu'aux dernières limites le raffinement du dessin, mais sans innover beaucoup les genres.

Le mieux serait que les fabricants eux-mêmes exécutent les désirs de la clientèle en tenant compte des difficultés de réalisation qui leur sont connues par leurs rapports avec les ouvrières. Plusieurs fabricants de points, tant au XVIII^e siècle que de nos jours, n'ont eu qu'à se louer de l'avoir compris et réalisé.

Le dessin était multiplié par l'imprimerie ; chaque bureau important avait sa presse ; mais ce système est abandonné et actuellement on se borne à marquer les brides sur le parchemin.

Là se termine le travail des hommes dans le point d'Alençon, et les femmes vont se succéder pour les douze opérations nécessaires à la confection d'un ouvrage et qui sont : le picage, la trace, le fond, le rempli, les brides, le réseau, les modes, la brode, l'enlevage du morceau, l'éboutage, le regalage, l'assemblage.

Voici sommairement en quoi consiste chacune d'elles :

1° *Le picage*. — On place sur un coussin une bande de parchemin sur lequel on applique le dessin en papier en le fixant avec des épingles, et l'on pique à l'aiguille les contours des fleurs et autres ornements. Jadis le picage se faisait sur une peau de veau, d'où le nom de veslin, mais son prix très élevé, 27 sols, la fit remplacer au xviii^e siècle par la peau de mouton, qui ne coûtait que 10 sols. Blanchées à l'origine, elles furent teintes en vert dès 1760, parce que cette couleur faisait mieux découvrir les défauts du point et fatiguait moins la vue.

2° *La trace*. — A pour but de reproduire avec un fil les lignes du dessin, et de le fixer au moyen d'un autre fil, dans les trous forés par le picage (1).

3° *Le fond ou entoilage*. — Consiste à garnir l'intérieur des dessins en tissant pour ainsi dire, à l'aiguille. Ce travail donne les parties pleines et les mats des fleurs, des feuilles et autres ornements.

4° *Le rempli*. — Lorsqu'on voulut avoir plus de clair dans les mailles du fond, on tortilla le fil avant de faire la boucle et l'on obtint le rempli. Les variétés en sont nombreuses, et quoique les remplis-

(1) M^{me} Despierres croit que jadis ces deux opérations pouvaient être faites par des hommes, bien que les contrats d'engagement ne spécifient pas à quel moment et pour quel ouvrage ils intervenaient dans la fabrication.

seuses puissent en exécuter tous les points, lorsqu'un fabricant veut obtenir plus de perfection, il donne à chacune sa spécialité.

5° *Les brides*. — Sont des fils reliant les dessins entre eux ; à l'origine elles étaient très irrégulières et se faisaient sans guides ; de bonne heure des différences se manifestent entre elles. Les brides qui s'ornaient de *picots* étaient aussi appelées dentelures. Puis vinrent les *brides à nez* (ou à née) et sans nez. Les *brides tortillées*. Quoiqu'aucune d'entre d'elles ne fut exclusivement employée dans les différents centres et dans les genres particuliers, la bride de point de France était la bride à picots, la bride bouclée sans picots s'appelait encore bride d'Alençon, et la bride tortillée s'identifiait avec la bride d'Argentan.

6° *Le réseau*. — Tient du rempli et de la bride : le réseau ordinaire, le petit réseau, le réseau mouché, rentrent dans la première catégorie ; le grand réseau ressemble à la bride tortillée par la grandeur des mailles. Le réseau fut introduit vers 1700 dans le point d'Alençon soit par des religieuses de retour des Pays-Bas, soit par des ouvrières flamandes. Il se présente comme un tissu à mailles claires, régulières et hexagonales, le réseau constitue actuellement le champ ordinaire de la dentelle alençonnaise.

7° *Les modes*. — Apparaissent dans la fabrication pour rompre la monotonie du réseau, les aspects en sont innombrables et s'enrichissent des imitations et

du goût des ouvrières. O à nez en queue, o en chaînettes, boulettes, Saint-Esprit à 6 branches, couronnes d'o bouclés, etc. . .

C'est le point le plus varié ; celui qui relève de l'invention individuelle et qui constitue la richesse et la nouveauté du point d'Alençon.

8° *La brode.* — Est destinée à donner le relief à certaines parties de l'ouvrage ; contours des fleurs, nervures des feuilles, tiges. Certains fabricants l'appellent à tort point Colbert et les documents la désignent aussi sous le nom de broderie et relevure.

9° *L'enlevage.* — Consiste à détacher le morceau de parchemin et

10° *L'éboutage.* — A ébarber les bouts de fils qui restent attachés au morceau ;

11° *Le régale.* — Intervient pour réparer ou reconstituer les parties négligées, trouées ou déchirées ;

12° *L'assemblage.* — A pour but de raccorder les pièces détachées ; comme elles ne se terminent pas toutes sur le même genre de point, il faut que l'assemblieuse connaisse tous les procédés et pratique couramment tous les travaux, car la juxtaposition ne doit pas être sensible même aux regards exercés. C'est dans les mains de cette ouvrière que l'œuvre reçoit son galbe et sa perfection.

Comme chacune de ces opérations requiert une grande habileté qui ne peut guère s'obtenir que par l'automatisme des mouvements de la main, on a, dès

le début de l'industrie, spécialisé les tâches suivant les aptitudes des ouvrières.

La division du travail existait avant l'établissement de la manufacture et semble avoir été établie par M^{me} La Perrière qui « enseignait plusieurs petites filles parce que l'ouvrage était fort long à faire et qu'elle ne pouvait seule y parvenir ».

De nombreux contrats d'engagements nous fixent sur la spécialisation de fonctions : « Francoise Alemant s'engage envers Philippe Taunay à faire en sa maison du point de France, *assemblage et dentelure*. « Madeleine Fandore s'emploie journellement à faire de la *brodure*, Marie et Jacqueline Prou à *relever* ».

Quelques ouvrières savent faire tous les points, sont utilisées spécialement pour assembler les morceaux : quant aux autres, elles s'engagent à « travailler au point d'Alençon en ce qu'elles savent seulement ».

Cette spécialisation se transmet de génération en génération et au bout d'un certain temps, toute une commune où les parentés et les familles s'unissent et se pénètrent ne fabrique plus qu'un genre très déterminé. La Roche-Mabile ne compte que des remplisseuses ; à Damigny, on ne pratique que les modes et la brode et Carrouges ne produit que le fond.

Le travail se fait à domicile et en atelier, mais la première forme l'emporte de beaucoup sur la seconde, pour la plus grande prospérité des foyers.

En effet, de toutes les industries à domicile, la fabrication de la dentelle à la main est celle qui se prête le mieux à la conservation de la vie de famille. Avec elle, la femme n'a pas besoin de quitter son ménage et rien ne l'empêche de suspendre son travail pour vaquer à ses devoirs domestiques, pour veiller sur ses enfants ; elle permet aux filles de se constituer un pécule, de garder le foyer, de se mettre à l'abri des tentations du besoin. Bien mieux ! elle fournit aux vieillards un emploi qui rend leur charge moins lourde à ceux qui les hébergent et qui voient dans leur présence une des plus pénibles impositions de l'assistance filiale.

De plus, l'industrie dentellière étant spécialement pratiquée dans les petites villes où les loyers ne sont pas très chers et dans la campagne où l'air est sain ne présente pas les inconvénients anti-hygiéniques des autres travaux à domicile. La besogne n'est pas fatigante, l'ouvrière reste assise et ne dépense pas de force dans le maniement de l'aiguille, la seule privation réside dans le manque de mouvement et la plus grande lassitude qu'elle puisse craindre vient de l'application soutenue dont elle doit faire preuve.

Ce travail à domicile exista même à l'époque où le monopole se montrait jaloux de ses secrets : « le 9 avril 1871, Marie Gilbert travaillera pour Antoinette Champagne à faire des ouvrages de veslin sur les dessins qui lui seront baillés au bureau de la manufac-

ture moyennant 5 sols et 6 deniers par jour de travail, que la dite Champagne paiera à la dite Gilbert, elle lui fournira du fil et des esguilles jusqu'à la Saint-Jean prochaine ».

Les ouvrières de la campagne se rendaient au bureau principal de la manufacture sis à Alençon, ou bien aux succursales établies dans quelques communes des environs par M^{me} Raffy, afin d'enlever aux paysannes tout prétexte de ne pas travailler pour la Compagnie. Mais, en ville, les ouvrières ne fabriquaient guère le point dans leurs demeures ; les particuliers désireux de retirer quelque bénéfice du commerce de la dentelle, prenaient les ouvrières chez eux, conservant ainsi, outre le secret de leurs dessins, un contrôle permanent sur l'exécution des travaux.

« Le 18 mars 1664, Madeleine Courbier s'est engagée avec Paul Fenoulhet, marchand mercier, stipulé par Suzanne Barbot, sa femme, de travailler pour le dit Fenoulhet pendant un an, à faire des ouvrages de veslin, en ce qu'elle peut le savoir, la dite Madeleine Courbier sera logée, nourrie et recevra 75 livres par an » (1).

« Le 13 février 1664, Léonarde Lucas, ouvrière en veslin, s'est obligée envers Madeleine Lucas, veuve David Hamard, de travailler pour elle au veslin, en ce qu'elle peut savoir pendant un an, sans pouvoir

(1) « Actes du Tabellionage d'Alençon ».

travailler pour autres personnes moyennant 7 sols par chaque jour de travail, lequel travail commencera entre 4 et 5 heures en été et au temps d'hiver de 7 heures à 11 heures du soir ou 10 heures 1/2 » (1).

« Le 18 août 1676, Marguerite de Mésenge, femme de François Cerisay, du Fresne, prend pour ouvrières Jacqueline Voile et Madeleine Péron, femme déguerpie d'avec Lelièvre. Elles seront logées, nourries et gagneront 42 livres par an, pour travailler à faire chez la dite Mésenge du vélin ou point d'Alençon ».

Le 17 janvier 1677, « Guillaume Girard, drapier drapant, engage sa fille Françoise chez la femme de Michel Mauger, pour y travailler à faire du vélin ou point d'Alençon, elle sera nourrie et logée et recevra 36 livres par an. »

Comme les ouvrières qui travaillaient en leur maison étaient très dispersées, qu'en outre, elles ne concouraient à la fabrication « qu'en ce qu'elles savaient seulement », il fallait des intermédiaires pour les mettre en rapport les uns avec les autres et par une juste succession des tâches obtenir un ouvrage complet.

Cette fonction était exercée par des « factrices », en général vieilles dentellières passées maîtresses en leur art. Elles recevaient du fabricant les dessins et distribuaient l'ouvrage aux dentellières en même temps

(1) Contrat révocable « en cas que le veslin soit défendu », les bruits du monopole circulaient déjà.

que le fil et les aiguilles, surveillaient leur travail et recevaient les morceaux qui après avoir passé entre les dix ou douze mains nécessaires était remis au fabricant.

La factrice était payée à forfait par le fabricant, mais pour réaliser un bénéfice, acheter les matières premières, compenser les pertes venant de la dépréciation d'un ouvrage imparfait, elle remettait aux vélinieuses une somme inférieure à celle qu'elles eussent touchée si elles avaient travaillé directement pour le fabricant.

Cependant cette spéculation ne semble pas avoir dégénéré en exploitation et aucun document ne peut nous faire croire que les ouvrières aient subi du fait des intermédiaires de misérables salaires de famine.

Ces inconvénients étaient évités quand les ouvrières étaient groupées en ateliers sous l'autorité de la factrice ou préposée qui pouvait diminuer ses pertes en faisant recommencer un ouvrage ou en contrôlant la consommation des matières premières, et qui, en cas d'abus, aurait rencontré en face d'elle une résistance collective.

Cette organisation fut adoptée avant l'établissement de la manufacture royale, mais réservée aux apprenties : « Le 8 avril 1660, sur les 10 à 11 heures du matin, la demoiselle Ruel se présenta à l'atelier et réclama le morceau de vélin qu'elle avait baillé à faire, il y avait cinq mois et plus, la femme de Thomas Ruel, répondit que quoique ce morceau ne fut pas fini, elle

pouvait l'emporter en payant la façon estimée à 40 sous à l'ouvrière Madeleine Hamard, en ce moment dans l'atelier. La demoiselle Ruel ayant demandé à examiner l'ouvrage avant de le payer, le mit dans sa gorge. L'ouvrière lui réclama sa façon et comme la maîtresse voulait lui barrer le passage, elle s'emporta, la renversa sur une chaise, la mordit, l'égratigna et lui donna même des coups de pied dans le ventre. Elle sortit échevelée, poursuivie par les petites apprenties qui voulaient la précipiter du haut de l'escalier » (1).

La manufacture de Catherine de Marcq étendit à toutes les ouvrières l'obligation de « se retirer aux bureaux pour y prendre les dessins et y travailler aux dits ouvrages dans les bureaux établis en cette ville », et à titre d'exception enjoignait : « que pour les filles qui travailleront hors des dits bureaux par l'ordre des directeurs, les pères et mères des dites filles interviendront caution de garder le secret des dessins et de suivre les ordres des dits bureaux. » Elles travaillaient sous la direction de Marie Fillesac ou Firsac et de M^{me} Raffy qui faisait, en outre, des tournées d'inspection dans les bureaux des campagnes et des villes voisines où des entreprises de point avaient été organisées.

Les attributions des factrices variaient avec l'importance de la maison et le caractère des fabricants.

(1) « Documents pour servir à l'histoire du point d'Alençon, par L. Duval. Extrait des registres du greffe du Tribunal civil d'Alençon.

« Gabrielle Guérin et Suzanne Fouquet de Prouvigny, commises de Louis Marescot, engageaient le 7 octobre 1721, pour deux années, 18 ouvrières, elles leur distribuèrent le travail et achetaient même des ouvrages de point pour le compte du bureau dont elles avaient la direction. Un contrat accordait au commis François Chambay, employé de la même maison Marescot, un traitement de 600 livres, plus le logement et les droits de commission.

Le plus souvent le travail en atelier se combinait avec le travail à domicile. Le 6 janvier 1730 « Elisabeth Martin s'est obligée avec le sieur Lermier, marchand, juge consul, de tenir le bureau de point de France que le dit Lermier a établi en cette ville, rue des Tisons, de recevoir les personnes qui viendraient y apporter de l'ouvrage, d'avoir l'œil sur les ouvrières qui travaillent au dit bureau afin de les faire travailler assidûment et même que le travail que la dite Martin pourra faire de ses mains au dit point de France, restera au profit du sieur Lermier. Ce marché fait pour trois ans, commençant à la Saint-Jean-Baptiste et finissant à pareil jour, moyennant 13 sols par jour de travail que le dit Lermier payera par quartiers, s'engageant à lui fournir du bois et de la chandelle pour l'utilité du bureau, et lui a donné présentement 10 livres de vin. En cas de dédit, il sera payé 100 livres par l'un ou par l'autre » (1).

(1) « Actes du Tabellionage d'Alençon ».

Le travail en atelier était également pratiqué dans les communautés charitables et dans les hôpitaux. De très bonne heure les pouvoirs utilisèrent la main d'œuvre féminine des établissements hospitaliers pour la fabrication des ouvrages à l'aiguille.

A Argentan, en 1636 (1), « M. Louis Ango, contrôleur des élus, homme d'une rare vertu et d'une grande piété, fit venir des filles de Caen et des travailleurs pour apprendre aux garçons et aux filles de l'hôpital à faire des ouvrages... En l'année 1664, la fabrique de vélin ayant été apportée en cette ville par quelques femmes et filles d'Alençon qui en célaient le secret, l'on envoya sœur Louise Bernier, l'une des dites filles qui s'était donnée à l'hôpital, à Alençon, qui était très habile en toutes sortes de dentelles, qu'en trois ou quatre mois se rendit si savante en la fabrique et conduite que, étant venue en connaissance à un honnête marchand de Paris, il les employa en cette facture... et réussirent si heureusement qu'ils lui firent gagner en 5 ou 6 ans plus de 30,000 livres et en gagnèrent 6,000 ayant fait faire telle année pour 15,000 livres d'ouvrages. Et si elles n'eussent été diverties par un bureau qui fut établi par M. de Marle, intendant en cette ville, qui en ôta avec des rigueurs extrêmes, à tous autres pouvoirs de travailler en dix ans, notre ville se fut enrichie... »

(1) Manuscrit de Thomas Prouvère (bibliothèque d'Argentan).

La communauté qui faisait travailler dans ses bâtiments les filles hospitalisées employait la fabrication du point comme mode d'assistance par le travail. « Les filles, lorsqu'elles furent obligées de quitter, donnant de l'emploi à plus de 1,200 femmes, filles et petits garçons qui gagnaient plus de la moitié davantage que pour le bureau de Monsieur l'Intendant ».

La dureté de l'intendant ne s'explique que par le désir de faire réussir à tout prix le point de France, car dès 1662, Colbert avait obtenu de Louis XIV des lettres-patentes autorisant les administrateurs des hôpitaux, pour combattre le paupérisme, à faire travailler les pauvres à toutes sortes de manufactures, et à vendre le produit de leur travail. Ces lettres-patentes ordonnaient en outre que ceux qui auraient pendant cinq ans instruit les pauvres en leur art et métier, pourraient être reçus maîtres

Beaucoup d'hôpitaux n'avaient pas attendu l'ordonnance pour employer cette abondante main d'œuvre. Un document nous apprend que le 24 avril 1655, étant nécessaire de pourvoir l'Hôtel-Dieu d'Alençon d'une gouvernante, Françoise et Jeanne Lemarquand furent choisies pour remplir cette charge. « Elles devaient instruire les filles de ladite maison et leur apprendre à faire des dentelles et ouvrages (1) ».

L'hôpital d'Alençon ne semble pas avoir réussi

(1) Documents cités par M. Louis Duval.

comme celui d'Argentan, à se ressaisir après l'expiration du monopole, car, ce dernier, en 1679, ayant obtenu dans ses statuts la liberté pour les sœurs de faire commerce au profit de la communauté, les religieuses établirent plusieurs manufactures, surtout celles de dentelles et de point de France. « Elles amassèrent des sommes considérables qui leur permirent de placer, en 30 ans, 22,000 francs sur l'Hôtel-Dieu... et de faire construire un grand bâtiment servant d'infirmérie aux hommes et aux femmes et deux pavillons (1) ».

Il faut croire d'ailleurs que les intendants favorisaient de tous leurs moyens ces centres de production, si l'on en juge par la lettre qu'écrivait de Marle à Colbert le 2 décembre 1666, un an après l'installation de la manufacture royale, dans le but de procurer à cette dernière des ouvrières consciencieusement formées :

« Il y a en cette province, principalement à Mortagne et à Argentan, des hôpitaux dont le revenu a été jusqu'à présent très mal conduit par le mauvais message des directeurs, partie rendant leurs comptes par devant les juges des lieux, qui sont quelquefois leurs parents, et les autres ne les rendant jamais. Le peuple ne reçoit pas de ces établissements tout le profit qu'il en pourrait espérer. Je crois que vous pourriez remé-

(1) Extraits du manuscrit de Thomas Prouvère.

dier à ces abus, si vous jugiez à propos d'ordonner par un arrêt du Conseil, que j'en serais directeur général et que j'établirais, conjointement avec les officiers des lieux, des bourgeois solvables, et qu'en ma présence, les comptes en seront examinés sans frais. A l'égard des hôpitaux qui ont quelque revenu, j'en destinerais la moitié pour faire apprendre ses petites filles orphelines ou misérables, à travailler au veslin ; en deux ou trois ans, nous aurions en nos bureaux quantités d'ouvrières, et j'espérerais faire réussir notre manufacture plus avantageusement qu'aucune autre. L'utilité que le public en recevrait par cette voie la ferait souhaiter de tout le monde, et nous mettrions les filles et les femmes en estat de gagner plus que les hommes : ce qui produirait beaucoup de soulagement dans les petites familles qui sont obligées de subsister du seul gaing du mari ; et en cela je crois travailler selon vos intentions (1) ».

Le grand Colbert ne refusa pas l'autorisation qui devait favoriser le recrutement de sa manufacture et procurer aux établissements charitables quelques revenus. Les maisons hospitalières de la région alençonnaise profitèrent de la permission et firent fabriquer les ouvrages de point. L'hôpital général de la Pitié de Paris, employa les femmes à faire et à broder de la dentelle d'Alençon. L'œuvre était dirigée

(1) Depping, t. III, p. 793.

par une dame Berryer, femme d'un conseiller d'Etat, qui avait fondé des filiales dans son pays d'origine, à la Ferrière-aux-Etangs, confiant l'administration des bureaux de province à Madame des Jugeries, dont le mari était directeur général des gabelles, en la généralité d'Alençon. La prospérité de l'entreprise dura peu et les erreurs de comptabilité eurent leur dénouement en justice (1).

L'hôpital général de Saint-Louis d'Argentan fut plus heureux : il subit, comme tous les comptoirs de point, les vicissitudes commerciales, mais se maintint pendant tout le cours du xviii^e siècle. En 1764, une veuve Royer était en traité avec l'hôpital pour enseigner à ses deux filles la fabrication du point d'Argentan. Elles devaient être en pension pendant six ans de temps, l'amende pour la non exécution était de 80 livres (2) ».

A côté des hôpitaux qui fonctionnaient comme œuvres charitables et comme écoles d'apprentissage, prospéraient des communautés dont le but n'était pas officiellement différent, mais dont les tendances commerciales se manifestaient plus nettement.

M. Bélard, curé de Notre-Dame d'Alençon, acheta en 1709 la maison occupée précédemment par les

(1) Les tribulations et irrégularités de la dame Berryer sont exposées en détail par L. Duval. « Documents pour servir à l'histoire du Point d'Alençon ».

(2) « Notes d'un compilateur », Marquis de Chenevières.

nouvelles catholiques et « se détermina à en faire une maison de travail que le public a appelée La Providence, et, ayant mis trois maîtresses à ses dépens, il offrit de faire apprendre aux filles pauvres plusieurs ouvrages qui étaient le *veslin*, la couture et les bas... On ne nourrit personne dans cette maison, on paie seulement les ouvrières selon le travail qu'elles font et à bon prix ; depuis 1716 on s'est réduit au vélin. Il y a une maîtresse pour apprendre à celles qui le désirent et une autre pour donner du travail à celles qui savent et pour conduire les ouvrages » (1).

L'institution était donc mixte : d'une part, le travail en atelier pour les apprenties auxquelles une maîtresse donnait les leçons ; d'autre part, le travail à domicile des ouvrières instruites, qui recevaient la tâche des maîtresses et la leur remettaient une fois terminée.

Ces maîtresses remplissaient bien le rôle des factrices des autres bureaux de point ainsi qu'en fait foi un imprimé relatif à cette communauté. « Marthe Ballain, supérieure directrice, pouvait, sans l'agrément de M. le curé, s'associer quelqu'une de ses sœurs, soit pour les paiements de marchandises, achats de fils, ventes de différentes parties du point. Elles devaient, en outre, tenir registres exacts des recettes et des dépenses pour la fabrique de point. »

Les documents qui précèdent nous donnent de

(1) « Manuscrit de M. l'abbé Bélard », bibliothèque d'Alençon.

précieuses indications sur le recrutement de la main-d'œuvre et la formation des ouvrières dont nous allons examiner l'apprentissage, la condition et les salaires.

Le métier de dentellière nécessite un long apprentissage, il se faisait aux pays de dentelle au fuseau, dans des « chambres de dentelles » sortes de dépendances des écoles sous la direction d'une maîtresse d'ouvrage payée soit par la commune, soit par le curé, soit encore par les particuliers et choisie parmi les meilleures dentellières du village. La dentelle produite était vendue aux fabricants qui la prenaient toujours ayant à cœur de voir former de bonnes ouvrières qui assureraient plus tard la prospérité de leur maison.

Nous ne trouvons guère dans la région alençonnaise que deux institutions de ce genre : l'une fondée le 29 septembre 1760 par Marie-Catherine Leroyer, marchande de point à Sainte-Marguerite de Carrouges et baptisée « Ecole de travail » ; l'autre organisée par M. Coulombet, curé de Saint-Denis-sur-Sarthon.

Le 7 mars 1763, il fit venir Marie Esnault, pour apprendre par charité aux pauvres de la paroisse le point d'Alençon, lui fit bâtir une salle dont il lui accorda la jouissance. « M. de Saint-Denis, seigneur de la paroisse, le curé, le syndic, le trésorier en charge devrait prendre état des profits qui seraient distribués par leurs avis tous les ans aux pauvres de la paroisse à

commencer la veille de Noël jusqu'à Pâques, les comptes devaient être rendus devant les principaux propriétaires de la commune. »

Cette école avait été créée, administrée, dirigée par les autorités locales. D'autres entreprises particulières cherchèrent à se concilier la protection des pouvoirs. Nous avons vu précédemment comment les intendants favorisèrent les hôpitaux dans l'enseignement du point aux enfants pauvres et la collaboration très sérieuse qu'ils leur apportèrent.

La communauté de la Providence d'Alençon qui sentait tous les avantages commerciaux d'un encouragement officiel, sollicita et obtint du Roi des lettres patentes le 4 février 1778. Les conseillers de ville protestèrent le 30 septembre suivant contre l'obtention de ces lettres patentes et contre l'acquisition d'une maison sur le plénitre pour y loger les filles se disant dame sœurs de la Providence, en faisant valoir « que la ville avait toujours trouvé dans son sein des personnes qui se sont occupées de donner aux jeunes filles l'instruction nécessaire pour apprendre le travail des dentelles ; que la ville n'a jamais requis la dame Ballain, de faire cette fonction, ni reconnue cette jeune fille, ny ses associées pour former le corps qu'elle appelle les dames sœurs de la Providence » (1).

Dans ces établissements, l'apprentissage était gratuit

(1) Archives de la mairie d'Alençon.

et dès que les jeunes ouvrières témoignaient d'un progrès qui permettait d'écouler leurs travaux, on leur payait une légère rémunération. Ce qui s'expliquait par le but charitable de l'entreprise.

Tout autre était la condition des jeunes filles qui voulaient en faire une profession lucrative ; les leçons étaient données au domicile de l'employeur qui souvent les prenait en pension.

Le 8 octobre 1665, la manufacture royale prenait les demoiselles Renée et Françoise Perdriel qui « devaient travailler pendant trois ans aux ouvrages enseignés et baillés par la maîtresse ouvrière. Elles devaient être logées, nourries et blanchies pendant le dit temps, le tout moyennant la somme de 36 livres par chacun an pour chacune des dites filles qui sera payée par chaque demi-année » (1).

« Le 11 juillet 1661, Marie Filoche, Louise Lambert se sont obligées solidairement envers Abraham Gérard, boucher, de faire montrer par leurs filles l'ouvrage de veslin comme elles le peuvent savoir à Catherine Gérard. Le dit Gérard fournira à sa fille toutes choses nécessaires pour faire le dit ouvrage et donnera aux veuves Marie Filoche et Louise Lambert, tous les samedis, un morceau de viande de 4 sols. »

« 20 octobre 1683, Julienne Mortin, femme d'André Chollet, et Michelle Clouet, femme de Hilaire Louvet,

(1) « Actes du Tabellionage d'Alençon ».

se sont obligées envers la marquise de Vibrais, de montrer et enseigner, savoir : la dite Mortin à Marie Grosval et la dite Clouet à Renée Camboust à faire le vélin et point d'Alençon, tant fond, dentelure que relevure sans leur en rien céler jusqu'à Pâques prochain, elles seront nourries, logées, moyennant 36 livres que M^{me} la marquise leur paiera à partir du dit jour de Pâques en un an. »

« Le 5 mai 1755, Anne Chevalier montre à Renée Burin, le métier de vélin de point de France qui est le raiseau, les modes et la brode pendant un an et quatre mois. »

« Le 23 avril 1764, Geneviève Rimbault prend la fille de Louis Gadois, pour lui apprendre le raiseau pendant trois ans. »

« Le 15 novembre 1770, Renée Jouselin s'est obligée envers Jacqueline Pesle, veuve Gabriel Bourgeois, de montrer, le mieux qu'il lui sera possible, le vélin en raiseau sans en rien cacher ni céler et autres points de France, ainsi qu'elle le jugera à propos à Marie-Thérèse et Marie-Madeleine Bourgeois, âgées de 12 et 10 ans ; pendant l'espace de huit années les loger, nourrir, entretenir, les envoyer aux offices, catéchisme, leur apprendre à lire et à écrire. La dite Bourgeois paiera 300 livres si elle les retire avant le dit temps. »

« Marin Langlois, marchand, s'est obligé envers Noël Croisé, marchand, de montrer à Charles Croisé,

son fils, à faire l'ouvrage de vélin pendant un an, le loger, nourrir, habiller à condition que le dit Charles travaillera pour le profit du dit Langlois » (1).

Les anciennes ouvrières prenaient donc les apprenties à leur domicile moyennant une rémunération, et les gardaient pendant deux ou trois années. L'âge des enfants leur imposait une surveillance morale, qui remplaçait celle des parents, et dont l'étendue était arrêtée par contrat.

Les maîtresses n'enseignaient en général que les opérations du point qu'elles pratiquaient elles-mêmes et qui nécessitaient 2 ans pour être parfaitement réalisées. Si l'apprentie voulait acquérir toutes les connaissances nécessaires à la fabrication d'un morceau, elle accomplissait un stage plus long, 8 ou 10 ans, ou bien changeait de professeur plusieurs fois avant de s'engager comme ouvrière.

Lorsqu'elle était instruite dans un établissement hospitalier ou une communauté religieuse, elle vendait ses ouvrages, en touchait presque intégralement le montant et pouvait venir en aide à sa famille.

Le recrutement de la main-d'œuvre était facile, les ouvrières nombreuses et les salaires élevés.

En 1665, Favier-Duboullay mentionnait 8,000 velineuses à Alençon, Sées, Argentan, Falaise, Fusnay, Beaumont et paroisses circonvoisines.

(1) Extraits des « Actes du Tabellionage d'Alençon ».

En 1698, M. de Pomereu, intendant de la généralité, donnait le chiffre de 8 à 900 ouvrières travaillant au point à Alençon, non compris celles de la campagne, qui étaient en *très grand nombre* ; au XVIII^e siècle, il diminua sensiblement et après la Révolution, au moment de la manufacture du baron Mercier, il n'en restait plus que 2,000 à Alençon et aux environs. Cette quantité se maintint jusque vers 1875, mais décrut rapidement. Actuellement il en reste à peine 150 dans la ville et les campagnes.

Toutes les conditions concouraient à la fabrication. Les « petites bergerettes des champs », les paysannes et leurs domestiques en fabriquaient mais ne formèrent jamais l'élément le plus considérable. Car l'Orne ayant toujours été un pays de petite culture, les bras féminins concouraient aux travaux de la terre, et maniaient plus souvent les instruments agricoles que le fil et l'aiguille.

La ville y employait les filles et femmes des journaliers, de petits artisans à côté de jeunes bourgeoises, dont les parents occupaient des fonctions publiques, des carrières libérales et des commerces lucratifs. Avocats, apothicaires, chirurgiens, greffiers au bailliage, procureurs au présidial, orfèvres, pâtisseries, menuisiers, laissaient leurs filles travailler pour les bureaux de point, quand eux-mêmes ne s'établissaient point marchands de dentelle.

La vente du point était si prospère que les ouvrières

d'humble condition ne souffraient pas de la concurrence de la classe aisée. Et c'est là un fait exceptionnel, car dans les autres villes les travaux à l'aiguille étaient chichement rétribués. D'après le livre d'Etienne Boileau, prévôt des marchands de 1258 à 1268, la corporation des brodeuses se divisait en « maîtresses et grenouilles », ce terme bizarre et pittoresque désignait les ouvrières qui, n'étant pas assez habiles pour arriver à la maîtrise, gagnaient fort peu et ne buvaient que de l'eau.

Alençon dut peut-être au travail libre, autant qu'à la perfection de ses ouvrages, d'éviter à ses velineuses un régime aussi frugal. Avant même l'établissement de la manufacture royale, alors que l'imitation de Venise n'avait pas reçu sa consécration officielle, « les petits enfants de 7 ans trouvaient moyen de gagner leur vie et les autres de nourrir leur père et mère et de faire entièrement subsister leur famille ; les vieillards y travaillaient et y trouvaient leur compte..., l'industrie donnait la vie et la subsistance à des milliers d'âmes..., la taille ne se payait que par ce moyen (1) ».

Les prestations en nature remplaçaient une partie du salaire pour les ouvrières qui travaillaient au domicile de leur employeur, ou au bénéfice d'une ouvrière qualifiée.

(1) « Lettre de Favier Duboulay à Colbert », déjà citée.

« Le 18 août 1676 , Jacqueline Voisle et Madeleine Pérou seront logées, nourries et gagneront 42 livres par an pour travailler à faire chez Marguerite de Mésenge, du vélin ou point d'Alençon ».

« Le 17 janvier 1677, Guillaume Gérard, drapier drapant, engage sa fille Françoise chez la femme de Michel Mauger, pour y travailler à faire du vélin ou point d'Alençon, 36 livres par an, nourrie et logée . . . ».

« Le 15 juin 1680, Madeleine Faudore s'est obligée à faire pendant un an des ouvrages de vélin à broder . . . , moyennant 94 livres par an, elle sera fournie de toute chose, même nourrie ».

Certaines vélineuses fabriquaient les parties du point qu'elles savaient faire et apprenaient de la maîtresse qui les engageait, les travaux complémentaires de la dentelle.

« Le 17 avril 1673, Laurent Hellouis, tessier, demeurant faubourg Cazault, se faisant fort de Louise et Jeanne ses filles, qu'elles travailleront chez Gillette Geslain, femme de Michel Aillard, à faire des ouvrages de veslin en ce qu'elles peuvent savoir et ladite Aillard, leur maîtresse, à relever les ouvrages de veslin, et ce pendant 15 mois nourries et 62 livres 10 sols par an ».

D'autres étaient payées à la journée ; comme de nos jours les couturières qui travaillent chez les particuliers pendant un nombre d'heures déterminé :

« Le 13 février 1664, Léonarde Lucas s'est obligée envers Madeleine Lucas, à travailler pendant un an, moyennant 7 sols par chaque jour, le travail commencera entre 4 et 5 heures en été et en temps d'hiver, de 7 heures à onze heures du soir ou 10 h. 1/2 (1) ».

Cette dernière était probablement nourrie, car on ne s'explique pas, à cette époque, un salaire aussi mince pour un effort aussi prolongé.

D'autres encore recevaient une rémunération quotidienne, mais proportionnée à l'ouvrage accompli.

« 8 novembre 1677, Françoise Almant, fille de Gilles, s'est obligée envers Louise Brunet, femme de maître Jean Thibault, de travailler pour elle pendant un an, aux ouvrages de veslin, pour denteler au long et en fournir une aulne par jour, à raison de 10 sols et dans le cas que l'aulne entière ne se fasse, elle sera diminuée de 10 sols, proportionnellement à ce qui sera en moins ».

Mais le mode de rétribution le plus répandu était le salaire à la tâche, ou plutôt à l'unité, tel travail d'une aulne de dentelle étant payé tel prix ; et ce prix variait beaucoup d'un morceau à l'autre, car dans l'un le réseau pouvait dominer, dans l'autre les modes étaient multipliées, dans un troisième les fonds et le rempli se montraient prépondérants. Et en définitive ce

(1) Toutes ces citations sont extraites des « Actes du Tabellionage d'Alençon ».

salaire revenait à rétribuer le travail suivant le temps qu'on présumait y avoir été consacré.

Ce salaire « au morceau », étant le seul possible dans une industrie dont les ouvrières travaillaient presque toutes chez elles, fut appliqué de très bonne heure et généralisé à l'époque où les bureaux ne conservèrent plus les ouvrières en atelier, c'est-à-dire vers la fin du xviii^e siècle.

En évaluant ce qu'une ouvrière pouvait fabriquer de point dans une journée de 10 à 12 heures, et en le rapprochant du prix normal d'un travail de difficulté moyenne, le salaire journalier peut être ainsi déterminé :

Au xvii^e siècle, les vélineuses gagnaient de 4 à 13 sols par jour et ne virent baisser leur travail que pendant la Révolution et l'Empire. Cependant vers 1813, elles recevaient de 30 à 45 centimes. La Restauration et la Monarchie de juillet, favorisant par la paix la sécurité des transactions, leur procura un salaire de 1 fr. 25 à 3 fr. Actuellement le prix de la journée ne peut guère être évalué à plus de 1 fr. 50, encore beaucoup ne gagnent-elles que 0 fr. 75 centimes.

Si l'on veut se faire une idée exacte de la situation des dentellières, il faut se représenter la valeur de l'argent aux différentes époques que nous venons de mentionner. Et tout en ne constatant pas une grande distance entre le taux des salaires, nous pourrions remarquer que le travail n'était pas mal rétribué

jusque vers 1870. Aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, la journée de travail aurait été payée de 1 fr. 20 à 3 fr. 40 de notre monnaie, somme relativement élevée pour un milieu qui ne comportait ni les exigences ni le confortable de notre temps.

Le point faisait vivre celles qui n'avaient pas d'autres revenus et permettait même aux ouvrières habiles de réaliser des économies. L'inventeur du point d'Alençon, Madame La Perrière, comme tous les inventeurs, ne fit pas fortune, mais put donner en dot à son fils 2,000 livres et une maison d'habitation. Sa sœur, Suzanne Barbot, lors de son mariage avec Paul Fenouillet, possédait des « meubles, espèces, argent et obligations de la valeur de 6,000 livres tournois, qui sont provenues de son travail et industrie à faire des ouvrages de point découpé et veslin qui sont de grand prix. (28 août 1661) ».

De nombreux contrats attestent les vertus des jeunes bourgeoises qui se constituaient un pécule par leur travail : nous en donnerons quelques exemples.

« Registres de la paroisse prétendue réformée » : de Thomas Collet, sieur des communes, marchand, et Anne Farcy, fille du défunt M^e François Farcy, orfèvre : « Et d'autant que ladite Farcy a gagné et amassé par son travail et trafic aux ouvrages de veslin et bon mesnage, jusqu'à la somme de 4,100 livres. (5 juillet 1663) ».

« De François Leconte, sieur de Saint-Germain

filz de défunt M^e Jean Leconte et de Elisabeth Lemais-tre, avec Marguerite Sohier, fille de défunt M^e François Sohier, procureur au bailliage et siège présidial d'Alençon et de Marguerite Leconte : « Ladite fille a gagné et amassé à faire du veslin et autres ouvrages, jusqu'à la somme de 1400 livres en deniers comptant. (16 juillet 1663) ».

« De Jean de Boiville, marchand avec Madelaine Leconte : « Ladite fille a de son chef en deniers, rentes, obligations, marchandises de veslain, plus de 2,200 livres qu'elle a gagnez et amassez à faire des ouvrages. (20 septembre 1663). »

« D'Isaye Ferault, sieur du Montier, avec demoiselle Françoise de Seronnes, fille de François de Seronnes, sieur d'Escures : « Ladite demoiselle Françoise de Séronnes est saisie de la somme de 3,000 livres en argent monnayé, qu'elle a gagné et amassé par son travail et bon ménage, aux ouvrages de point d'Alençon ».

« De Jean Leboullenger, marchand, de la paroisse de Lonrai, avec Elisabeth Vaillant, fille de défunt maître Claude Vaillant, docteur en médecine et de Madeleine Guillaume : « Ladite fille est saisie de la somme de 1,000 livres qu'elle a gagnez à faire des ouvrages de veslin et point d'Alençon. 1666 ».

« De Jacques Bonnissan, marchand, filz de défunt Jacques Bonnissan et de Françoise Fossard avec Marie Poullain, la jeune fille de René Ruellan, sieur

de la Gaucherie, « hostellier du More », au faubourg de la porte de Séez, et défunte Jeanne Massot, sa première femme : « Ladite fille a jusqu'à la valeur de la somme de 1,500 livres en deniers qu'elle a gagnés et amassés par son bon ménage à faire des ouvrages de veslain ».

Ces jeunes filles pouvaient amasser de notables économies, étant défrayées de tout par des parents aisés ; mais nous verrons aussi des personnes de condition modeste et qui avaient à subvenir à tous leurs besoins, se constituer une dot, peu considérable sans doute, mais susceptible de nous prouver que le salaire était supérieur au coût de la vie.

« De Jacques Maulny, cordonnier avec Madelaine Presteseille, fille naturelle : « A la dite fille appartient de l'argent et des meubles de la valeur de la somme de 250 livres, qu'elle a gagnés et amassés par son bon ménage et son travail à faire des ouvrages de veslin. »

« De Vincent Sauveur, fils de Gédéon Sauveur et de Charlotte Lucas, natif de Larré avec Madeleine Hamard, fille de Sébastien Hamard et de Marie Laisné, du faubourg Saint-Blaise, 300 livres à quoy a été apprécié plusieurs meubles, deniers et brevet de bestiaux dont la dite fille est saisye et qu'elle a gagnés et amassés par son bon mesnage à faire des ouvrages de veslain. » (Madeleine Hamard semble être une ouvrière rurale).

« D'Israël Duval, fils de Thomas Duval, sieur de

Hauteclair et de Louise du Hamel avec Elisabeth Le Rouillé, fille de Isaac Le Rouillé, apothicaire et de Madeleine Besnard : « La dite fille a depuis plusieurs années travaillé et trafiqué aux ouvrages de veslin et oultre son entretien auquel elle a toujours satisfait a gagné et amassé la somme de 4,000 livres. »

L'énumération de tous les contrats portant mention des gains réalisés par les ouvrières serait longue et fastidieuse, mais il en ressort que beaucoup qui vécurent de « leur industrie », accumulèrent par leur « bon mesnage » des dots variant de 100 à 400 livres avant d'avoir atteint l'âge qui décourage les parties et ruine les espérances matrimoniales.

Le fait était si fréquent que les tabellions employaient une formule de style que l'on retrouve dans tous les actes précités. Nous ne la rencontrerons plus guère après la Révolution, les notaires ne spécifiant pas l'origine des sommes apportées par l'épouse dans la communauté.

D'ailleurs, le nombre des dentellières avait été singulièrement amoindri par les vicissitudes commerciales de la tourmente politique et la condition des ouvrières avait suivi les fluctuations de la prospérité des fabricants de point. Quelques vélineuses habiles réussirent à fonder de nouveaux bureaux qui, sous leur direction experte, se transformèrent en de lucratives entreprises.

Ainsi en 1860, les femmes des « toiliers » (tisse-

rands), de Damigny, gagnaient plus que leurs maris et travaillaient toute la journée au veslin, laissant à ces derniers l'accomplissement des devoirs domestiques et des besognes journalières.

Quant à l'immense majorité, la situation resta tellement précaire que de nos jours encore beaucoup, pour une journée de 12 à 14 heures, ne reçoivent qu'un salaire misérable. Le recrutement de la main-d'œuvre en est fort compromis, car les enfants sont détournés d'un travail minutieux et difficile par les attraits de l'usine qui leur promet une immédiate et plus juste rétribution de leur effort.

CHAPITRE V

LE COMMERCE DU POINT D'ALENÇON DU XVI^e SIÈCLE A NOS JOURS

Marchands. — Courtiers. — Les débouchés. — Les exportations.

Outre ses attributions d'ordre industriel, le fabricant de dentelles a des attributions de nature commerciale; ces dernières consistent à créer des débouchés aussi bien en France qu'à l'étranger. Il ne lui suffit pas, en effet, de fabriquer, il faut encore qu'il assure la vente de ses produits.

Ses rapports avec la clientèle se présentèrent sous des formes variées suivant les époques, les besoins, la facilité des transactions.

Autrefois les colporteurs et les marchands forains étaient les principaux agents pour la vente de toutes les marchandises qui se fabriquaient dans les différentes localités.

Les marchands merciers, marchands de toiles, marchands de draps de soie, marchands boutonniers allaient aux foires de la région Caen, Falaise, poussaient même leurs voyages jusqu'à Paris, Beaucaire et les pays limitrophes.

De nombreux contrats nous montrent les engagements d'apprentis et d'employés passés à Alençon, entre des marchands forains et des jeunes gens désireux d'apprendre le commerce.

« Le 17 janvier 1653, Thomas Ruel, marchand boutonnier, s'engage envers Michel Touchard, de lui montrer pendant deux ans, le métier de marchand boutonnier en toutes choses et même de le mener aux foires de Caen et foire franche à ses frais. »

Ces marchands écoulaient les marchandises qui leur appartenaient et celles qui leur étaient confiées à vendre par d'autres fabricants qui ne voulaient pas se déplacer ; ils furent ainsi les courtiers pour la vente du point coupé, puis pour celle du point d'Alençon, branche d'industrie qu'ils joignaient presque tous à leur principal commerce (1).

Certains négociants se rendant compte des avantages que procuraient les pays étrangers pour le développement de leur commerce, allèrent s'établir en Hollande, en Angleterre, tout en restant en correspondance avec des maisons du pays.

Ces commerçants qui tiraient de gros bénéfices des travaux à l'aiguille se montrèrent les plus acharnés contre les entreprises de Colbert, qui essayait d'affranchir la France des manufactures étrangères et de développer l'industrie nationale.

(1) Cf. M^{me} Despierres.

Le grand ministre, pour restreindre les importations ou rappeler les fransfuges, organisa le tarif protecteur de 1667 ; pour favoriser l'exportation, encouragea les négociants à fonder en 1664 une nouvelle Compagnie des Indes (1), et pour perfectionner le travail national, fit venir d'Italie, d'Allemagne, d'Angleterre, de Hollande les plus habiles ouvrières, en leur assurant de gros avantages.

Avant de se lancer dans ces réformes, Colbert consultait toutes les compétences et prenait avis, comme nous l'avons vu, des intendants, des fabricants, des magistrats municipaux voire des ambassadeurs.

Mgr de Bonzy, évêque de Béziers et ambassadeur à Venise, écrivait : « J'ai sceu de ceux qui font le trafic des glaces de miroir en France, qu'ils y envoient bien tous les ans pour cent mille écus ; il en sort du royaume trois ou quatre fois autant en point de Venise tous les ans et tous les couvents de religieuses et la plupart des pauvres familles vivent icy de ce travail... » Puis le 20 décembre : « Je vois que vous seriez bien aise d'establis dans le royaume la manufacture de points de Venise, ce qui se pourrait faire en envoyant d'ici quelques filles des meilleures ouvrières qui puissent instruire celles de France avec le temps... »

(1) Le Roi avait accordé aux nobles le privilège de ne pas déroger en se livrant à ce commerce. Comme malgré ces concessions, le nombre des actionnaires restait insuffisant, Louis XIV eut recours à son autorité pour les faire entrer dans cette Compagnie.

Par ailleurs, le 6 janvier 1665, le prévôt des marchands de Lyon répondant à Colbert, estime que « pour rétablir en France le négoce, en général, il faudrait y rappeler les fabriques et manufactures qui en ont été tirées et transférées chez nos voisins... », mais il ajoute : « qu'il faudrait des siècles pour y réussir, et peut-être encore ne serait-il pas possible d'y parvenir, car elles ne dépendent pas toutes de l'adresse et de l'industrie de l'ouvrier ; il y a de certaines différences et des avantages secrets qui ne se peuvent attribuer qu'à des grâces particulières du ciel, des eaux et des situations... » (1).

Alençon devait sans doute réunir toutes ces ambiances favorables, car la greffe vénitienne y produisit des fruits magnifiques.

La Compagnie de Catherine de Marc, de M^{me} Raffy, de Pluymers, Talon, Beaufort, réalisa des gains considérables malgré la concurrence des fabricants alençonnais qui n'avaient pas désarmé : « Un an après l'établissement de la manufacture, la Compagnie fut augmentée de quelques associés et les fonds furent réglés à 8,000 livres pour chaque actionnaire, le 8 février, il se fit une nouvelle augmentation d'associés et de fonds, ceux-ci furent réglés à 22,000 livres par part.

Les principaux des autres actionnaires furent les

(1) Depping, t. III, p. 658 et 693.

sieurs Delaunay et Morand. Le crédit de la manufacture augmentant par la beauté et la perfection des ouvrages qui s'y faisaient, les actionnaires assemblés la même année chez M. de la Reynie, alors lieutenant de police, non seulement reçurent parmi eux plusieurs autres marchands, mais encore se choisirent des directeurs au nombre de huit et aux gages de 12,000 livres par an, avec pouvoir de régir seuls et conduire les affaires de la Compagnie et celles de la manufacture. Pluymers et Lebie furent du nombre des directeurs et restèrent en ce poste jusqu'à l'expiration du privilège et la résolution de la société. Le sieur Delaunay, un des anciens actionnaires, fut choisi pour tenir la caisse. La première distribution des profits fut faite au mois d'octobre 1669 et monta pour chaque part ou action à 6,705 livres 17 sols 8 deniers ; mais seulement comme porte l'acte de délibération pour ce qui provenait des anciens livres, c'est-à-dire jusqu'en 1668. En 1670, il s'en fit encore une dont le fonds total montait à 12,000 livres, et en 1673, une troisième encore plus considérable ; enfin à l'expiration du privilège en 1675, les fonds furent rendus et le reste des profits partagés » (1).

Les commandes de la Cour avaient été la cause principale de ces brillantes opérations, et le Roi considérait la dentelle de France comme un objet

(1) « Dictionnaire de Savary », I, p. 108.

digne de ses fastueuses libéralités. En 1679, à Marly, au cours d'une fête, les dames présentes furent invitées à changer de toilette et reçurent du Roi une magnifique robe en point d'Alençon.

Il était heureux pour les fabricants de dentelle que le luxe de la cour constituât un débouché permanent, car cette industrie subissait le contre-coup des événements qui assombrèrent la seconde moitié du règne de Louis XIV : guerres incessantes, terminées par de néfastes traités ; abaissement des barrières douanières ; envahissement du marché national par les produits étrangers.

Les maisons de point s'étaient multipliées après la fin du monopole et « les marchandises avaient diminué de plus d'un tiers, attendu le grand nombre des marchands fabriquant des dits ouvrages. »

La révocation de l'édit de Nantes, porta un coup funeste à notre industrie, non pas en raison des émigrations qu'il provoqua, mais par suite de nos luttes intérieures et du ralentissement des affaires qui accompagnait les troubles civiques et les guerres étrangères.

Sans doute, une grande partie des capitaux se trouvaient entre les mains de protestants, dont la religion n'interdisait pas le prêt à intérêt, mais la proportion des producteurs huguenots n'était pas assez considérable pour ruiner le commerce de la dentelle. Un certain nombre d'ailleurs préférèrent la conversion

avec la conservation de leur patrimoine à l'exil aggravé d'une confiscation totale.

Cependant la sincérité de leurs convictions chassa quelques vélineuses alençonnaises en Angleterre où elles végétèrent misérablement (1) et dans les pays où elles purent exécuter un genre de point à l'aiguille, nommé point à la Reine, beaucoup plus léger que le point de France.

« Celles qui s'étaient expatriées ont pu faire quelques collets de point, mais comme ce travail était fort long à faire, elles n'eurent pas la pensée de monter de fabrique de point et de former des apprenties, elles devaient du reste avoir l'espoir que leur séjour à l'étranger serait de courte durée.....

« Où Miss Bury-Palisser a-t-elle puisé ce renseignement de 4,000 ouvrières quittant Alençon ? ce nombre est bien supérieur à celui des ouvrières qui étaient alors dans la ville. Il n'en serait donc resté aucune dans la ville et ses environs, que serait devenue la fabrication ? En admettant qu'il partit d'Alençon de 500 à 600 ouvrières, nous serons peut-être au-dessus de la vérité.....

« Pour transporter notre industrie dentellière dans les autres pays il eût fallu, d'abord, que les principaux fabricants quittassent Alençon, ce qui n'eut pas lieu.

(1) Cf. L. Duval « Correspondance de Marie et Marguerite Coupard, émigrées à Londres ».

Les Marescot, Goujon, Fortier, Clavet, Camusat, Demées, Blesbois, étaient catholiques ; de plus, il eut été nécessaire aux fugitifs d'avoir des ouvrières assez nombreuses pour établir des fabriques de point à l'étranger. Or, la plus grande partie de la classe laborieuse n'était pas de la religion réformée, et les ouvrières catholiques n'avaient aucune raison de s'expatrier.

« Les exilés auraient pu, par l'appât d'un gain supérieur à celui que les vélineuses avaient à Alençon, les engager à les suivre dans leur émigration ; mais ils ne les entraînèrent pas, car malgré le long séjour que les fugitifs firent en Hollande, en Allemagne et en Angleterre, pas un de ces pays ne changea, à cette époque, la manière de fabriquer les dentelles qui s'y exécutaient (1) ».

Ceux qui revinrent en France, dûment convertis, rentrèrent en possession de leurs biens, qui avaient été confiés à des membres de leur famille, mais ne recouvrèrent pas la plénitude de leurs droits ; ils n'eurent pas, en effet, la faculté de vendre du bien ou des rentes pour en employer l'argent dans leur commerce, sans y être autorisés par l'intendant. Cette tutelle, qui entravait singulièrement leurs opérations commerciales, ne leur permit pas de reconquérir leur ancienne prépondérance.

(1) M^{me} Gerasime Despierres « Histoire du Point d'Alençon ».

6 janvier 1753 « permission accordée à Marie-Anne Redon de la Motte, nouvelle convertie, de recevoir la somme de 4,000 livres, qui leur étaient encore dues par Michel Collet, sur la vente de la terre de Montaudin pour les remplacer, d'après sa demande, dans le commerce de point d'Alençon, qu'elle a entrepris (1) ».

En outre, la Banque de Law, par la mise en circulation de ses précaires billets de banque, ruina quelques entrepreneurs : « Elysée Tripier, concessionnaire de Madeleine de Janus, fait valoir que devant garantir la somme de 4,000 livres, elle avait présenté une requête à l'intendant, exposant qu'en l'année 1720 elle avait perdu presque tout son bien par le moyen des billets de banque qui lui étaient rentrés, et avaient causé la cessation d'un commerce considérable de point de France qu'elle faisait alors, ayant été obligée de faire des emprunts d'année en année ».

Marguerite Duval et Marguerite Ardesoif, sa fille, demandent le 14 juillet 1727, d'attendre pour le paiement de 2,500 livres pour marchandises de point de France qu'elles doivent encore, et font valoir que par rapport à la situation des temps et le nombre des billets de banque qui leur sont rentrés et dont elles n'ont pu faire usage, elles ne sont pas en état de faire ce paiement (2) ».

Puis des fléaux publics se déchaînèrent sur le pays ;

(1) « Actes du Tabellionage d'Alençon ».

(2) « Actes du Talbellionage d'Alençon ».

la famine, la peste, désolèrent la contrée et ralentirent les affaires commerciales. Mais les entreprises solidement assises résistèrent ; les bureaux qui avaient des avances suffisantes continuèrent d'occuper leurs ouvrières, les fabricants plus modestes s'associèrent entre eux ou exercèrent l'industrie en famille, « les uns restaient à Alençon et les autres tenaient les magasins à Paris, et à l'étranger ».

Les demoiselles Cerisay du Fresne faisaient fabriquer à Alençon et leurs frères vendaient à Paris et à Vienne ; leur Société verbale fut dissoute le 13 août 1720, et chaque participant reprit son indépendance.

D'autres s'associaient de marchand à marchand et aussi avec des marchands étrangers, pour faire le commerce dans les îles. Les Compagnies des Indes avaient donné l'impulsion ; les marchands et fabricants entreprenaient davantage. Ils voyaient que le seul moyen d'étendre les affaires commerciales était de tenter l'exportation ; le 19 novembre 1739, une association avait été formée à La Rochelle entre Nicolas Blesbois, Jérémie Goujon et Joseph Blesbois, tous fabricants et marchands de point. A la mort de ce dernier, survenue à Léogane le 14 avril 1740, Nicolas Blesbois s'associa pour le remplacer, Thomas Winmans, marchand à Liège, et s'adjoignit son frère Duclos de la Garenne et son beau-frère Jérémie Goujon de la Fontenelle.

D'autres marchands se firent commanditer par des

bailleurs de fonds avec lesquels ils partageaient les bénéfices.

Les profits étaient assez considérables pour encourager de nouvelles entreprises, les commandes affluaient sous l'empire de la fièvre du luxe qui caractérisa le règne de Louis XV, les « petites gens » elles-mêmes faisaient une énorme consommation de point d'Alençon. Mercier, dans son *Tableau de Paris* s'écriait : « Le Parisien qui n'a pas dix mille livres de rente n'a ordinairement ni draps, ni lit, ni chemises, mais il a une montre à répétition, des glaces, des bas de soie et des dentelles ».

Chez les riches, ce luxe ne connaissait plus de bornes : Le trousseau d'une demoiselle de Matignon valait plus de 300,000 livres. Mme du Barry possédait de nombreuses parures de point dont la moindre représentait 6 à 7,000 livres ; ses taies d'oreiller montaient à 300 livres. La marquise de Créquy ornait ses draps d'une garniture de point d'Argentan, qui était estimée 40,000 livres. L'étiquette de la Cour exigeait le port du point de France pour les présentations : Il paraît les somptueuses toilettes de cérémonie, allégeait les majesté des velours, variait les reflets des soies, s'épanouissait en larges volants, se chiffonnait en cravates, rehaussait les manchettes, et quittait les salons pour envahir les boudoirs et les chambres à coucher.

Sous Louis XV, les déshabillés sont d'une élégance

et d'une légèreté invraisemblables : les dessus de lit, les rideaux, les garnitures de draps et d'oreillers, les tables de toilette absorbent plus de dentelles que les costumes d'apparat du règne précédent.

Les fabricants rivalisaient de zèle et d'habileté pour satisfaire aux commandes incessantes. A Argentan, les entrepreneurs s'accusaient de se débaucher leurs ouvrières et pour obtenir la protection de l'intendant, se recommandaient de la clientèle de la Cour : Mlle James faisait écrire le 19 septembre 1744 : « C'est moi qui fournis la chambre du Roi pour cette année, par ordre du duc de Richelieu. J'ai aussi l'honneur de fournir la garde-robe du Roi par ordre du duc de la Roche-foucauld. D'ailleurs, je fournis le Roi et la Reine d'Espagne et dans ce moment même je fournis la dentelle pour le mariage du dauphin ».

Son concurrent du Ponchel répliquait « qu'il avait à exécuter deux toilettes et leurs suites, nombre de bourgognes et leurs suites pour la Reine, et aussi une cravate, tous ces objets devaient être portés dans la même occasion ».

A Alençon les manufactures se multipliaient et réalisaient de gros bénéfices. Celles qui travaillaient pour la Cour n'étaient pas les plus prospères, à en juger par M^{me} Pecquereau qui, par l'ordre du cardinal de la Roche-Aymond, grand aumônier de France, avait fait pour 11,000 livres de fournitures destinées à la chapelle oratoire de sa Majesté et qui attendant trois

années avant d'être payée de son travail, était dans l'impossibilité d'acquitter ses dettes.

Par contre, l'établissement de la Providence recevait la récompense de sa charité ; le chiffre de ses affaires était « considérable » au dire du Conseil de ville. L'hôpital d'Argentan amassait assez pour faire construire de vastes bâtiments ; l'Hôtel-Dieu de Séez en retirait un grand profit.

Ces manufactures vendaient directement ou bien étaient en relations suivies avec des marchands établis dans les centres populeux. Mais les personnes qui travaillaient chez elles groupant leurs filles et domestiques en véritables ateliers de famille, avaient recours à des courtiers qui prélevaient une commission sur le prix des produits.

Cette commission n'atteignait guère que 2 ou 3 %, gain peu élevé, quand on songe qu'ils vendaient le point à leurs risques et périls, et qu'ils se déplaçaient quelquefois fort loin et qu'ils entretenaient des correspondances avec des marchands résidant à l'étranger.

D'ailleurs, les courtiers peu honnêtes cherchaient à dissimuler la vente de certains ouvrages, d'autres peu connaisseurs confondaient les morceaux confiés par différents fabricants, et intervertissaient les sommes recueillies au moment du règlement de compte.

Les tribunaux avaient à intervenir fréquemment pour obtenir la restitution ou le paiement des marchandises qu'ils avaient prises en charge, ou pour interdire

à ces intermédiaires peu scrupuleux l'exercice de leur métier. Il est vrai que la comptabilité régulière leur était presque inconnue. Un édit de 1673 les obligeait bien à prêter serment et à tenir registre des marchandises données à vendre, mais ce règlement semble n'avoir jamais été appliqué au commerce du point, et l'honorabilité des courtiers ne pouvant être contrôlée par la bonne tenue de leurs livres, était reconnue par des certificats signés des fabricants avec lesquels ils étaient en rapports.

Quand le point d'Alençon fut atteint dans ses œuvres vives par les troubles révolutionnaires, les courtiers disparurent ; le commerce anémié ne pouvait plus faire vivre les parasites. Le point ne passant plus que par un intermédiaire, les fabricants recevaient un prix plus élevé et payaient mieux leurs ouvrières ; mais les émeutes se faisaient plus rapprochées et plus graves, les guerres ne cessaient pas, les banqueroutes ébranlaient les fortunes, les capitaux se cachaient et toutes les industries s'écroulaient. Le point d'Alençon se ressentit cruellement des malheurs qui accablaient la France. Sur quatre-vingts marchands et fabricants que l'on comptait en 1788, il n'en restait plus que vingt-quatre en 1800 et de 1800 à 1822, vingt autres déclarèrent cesser la fabrication pour ne plus payer patente.

Les plus fortes maisons résistèrent seules à la tourmente. La riche dynastie des Mercier se maintint

et atteignit l'apogée de sa réputation après l'empire. Dès 1760, une vaste association réunissait tous les membres de cette famille pour l'exploitation d'une manufacture prospère. Jean Mercier père et Jean Mercier fils, fabriquaient le point à Alençon ; Pierre Mercier, jardinier du duc d'Orléans à Saint-Cloud, vendait du point à Paris pour son cousin Baclot ; Thomas Mercier, marchand mercier à Paris, était le correspondant de son frère Jacques, également fabricant de point. Ce Thomas Mercier, écuyer et fourrier des logis de la Reine, fut choisi en 1786 comme procureur général par le duc de Montmorency, pour vendre et affermer ses propriétés.

Il acquit une grande fortune, se retira des affaires en 1798, propriétaire d'immenses domaines, ayant enrichi les membres de sa famille et transmis sa fabrique à son fils Jacques Mercier. Celui-ci fut nommé maire d'Alençon en 1808, puis baron de l'Empire et plus tard député au Corps législatif.

Les fonctions publiques ne l'empêchèrent pas de continuer la fabrication du point, ni de s'intéresser très activement à ce commerce qui lui avait donné la puissance et auquel il voulut faire reprendre un nouvel essor.

En 1809, il adressait au préfet un rapport fort documenté sur l'état de la dentelle dans la région :

« La fabrique de dentelles d'Alençon éprouvait depuis plusieurs années une stagnation affligeante ;

aujourd'hui et surtout depuis un an, elle est dans un état voisin de son anéantissement. Le tableau de la diminution si considérable de la main-d'œuvre doit faire juger à quelle extrémité cette fabrique est réduite.

« Il faut en chercher la cause dans la guerre qui, depuis plusieurs années, a ruiné l'Allemagne et le nord où cette dentelle trouvait ses principaux débouchés. La Russie qui en tirait aussi une grande quantité est obligée d'y renoncer à cause de la perte excessive du change qui est toute à son désavantage. Le rouble qui produisait, il y a peu d'années, 3 fr. 25 à 3 fr. 30 de France, ne rend plus aujourd'hui que 1 fr. 50 à 1 fr. 55 ; cette différence cause donc aux négociants russes une augmentation de plus du double dans le prix des marchandises qu'ils tirent de France et c'est par cette raison qu'ils ne font aucune commande de nos dentelles.

« En France, cette dentelle n'est guère portée qu'à Paris et dans la saison de l'hyver ; l'absence de l'empereur et de la cour pendant plusieurs hyvers ont rendu la vente nulle. . .

« Si le gouvernement ne rappelle les usages et les modes de l'ancienne cour qui ont fait la prospérité des belles étoffes de Lyon et des dentelles d'Alençon qui étaient alors inséparables, la fabrique d'Alençon s'anéantira.

« Les tuls, les blondes ont remplacé les dentelles

parce qu'ils les imitent de loin et qu'ils flattent l'amour-propre du petit particulier qui les porte. C'est pour cette raison qu'ils devraient être exclus des costumes des personnes qui sont reçues à la Cour ; les vraies dentelles reprendraient faveur et l'exemple de la Cour de France qui a toujours été le modèle du bon goût influencerait beaucoup sur les personnes les plus aisées de l'empire et sur les cours étrangères.

« Cette dentelle qui se fabrique entièrement à l'aiguille et passe successivement par huit ou dix mains, n'est pour ainsi dire que le résultat de l'industrie ; les fils avec lesquels elle se fabrique n'entrent que pour un huitième dans la valeur de cette dentelle, tout le reste étant le produit de la main-d'œuvre ; combien son exploitation dans l'étranger n'est-elle pas avantageuse à l'état ! Encore, il faut dire que le fil se tire du sol français (de l'ancienne province de Picardie) et il faut calculer le bénéfice qu'a dû déjà faire le fabricant de fil. Les fils valent depuis 150 fr. la livre jusqu'à 1,200 francs. A l'époque de la campagne de Prusse, sa Majesté avait eu la pensée de répandre ses bienfaits sur les villes dont les manufactures languissaient. Son excellence, M. de Champagny, alors ministre de l'Intérieur, avait proposé de faire exécuter à Alençon pour une somme d'environ 300,000 francs de commandes importantes pour sa Majesté l'Impératrice et pour servir à des présents aux cours étrangères ; la paix survint et tout resta sans exécution, quoiqu'on

dut bien penser que la paix ne pouvait si promptement faire ressentir ses heureux effets à la fabrique d'Alençon, puisque les pays qui étaient auparavant ses débouchés venaient d'être le théâtre d'une guerre qui avait affaibli leurs ressources.

« Quelques commissions pour sa Majesté l'Impératrice ont cependant eu lieu à Alençon, mais ces commissions quelques faibles qu'elles fussent, qui auraient dû être la récompense des fabricants qui s'étaient distingués aux expositions, ont passé par plusieurs mains avant d'arriver au fabricant ; d'où il est résulté que ces objets sont payés pas le Gouvernement le double de leur valeur, malgré la précaution illusoire de faire estimer à Paris ces objets par des experts, qui, étant des marchands estiment toujours plus que moins parce qu'ils peuvent au premier instant se trouver dans la même situation... Les sommes que cette fabrique mettait en circulation en 1789, étaient de plus d'un million ; cette année elle n'a pas employé plus de 200,000 francs...

« Je vous ai présenté le tableau affligeant de cette fabrique, veuillez être auprès du Gouvernement son organe et son appui. »

L'appel fut entendu et le Ministre de l'Intérieur répondait en 1810 au baron Mercier, qu'un des moyens de restauration paraissait être l'établissement d'un professeur de dessin.

En mars 1811, l'Empereur et l'Impératrice vinrent

à Alençon ; Marie-Louise reçut les ouvrières à la préfecture pour les voir travailler et leur fit des achats assez importants. Napoléon, s'était écrié : « C'est merveilleux comme on travaille bien en France, je dois encourager une pareille industrie. » Il acheta 40,000 francs pour Marie-Louise, une garniture de lit semée d'abeilles et commandée jadis par l'infortunée Joséphine, plus un voile de 4,000 francs.

Mais quelque sincère que fut son désir, il oublia la supplique du maire, qui, en l'accueillant lui demandait de prendre « en considération les besoins de la ville, notamment la fabrique de point qui fournit la subsistance à la classe la plus nombreuse de la ville et que diverses causes ont presque anéantie. »

Napoléon pouvait-il d'ailleurs songer à cet accessoire ? Les ambitions de son règne orageux attachaient ses regards aux frontières et tournaient ses préoccupations vers les armées et les camps. On ne faisait plus la guerre en dentelles : — jadis à l'honneur, elles n'étaient plus qu'à la peine.

La Restauration mérita bien son nom pour le point d'Alençon : les commerçants recueillirent les bienfaits de la paix et remercièrent les princes qui passèrent dans leur cité, par de gracieuses offrandes :

En 1827 le conseil municipal, présidé par M. de Chambray, maire, décida qu'il serait offert à Mme la Dauphine, qui devait venir à Alençon le 7 septembre de la même année, une corbeille présentée par 12 jeunes demoiselles et que la corbeille serait garnie

en point de France, dit dentelle d'Alençon, le plus beau et du dessin le plus moderne qu'on pourrait trouver ». Le total des fournitures s'élevait à 1642 fr. 61 (1).

Un cadeau du même genre fut présenté à M. le duc et à Mme la duchesse de Nemours, lors de leur visite, les 5 et 6 juillet 1843.

Et c'étaient là des objets dignes du sang royal ; le caractère artistique du point recueillait les suffrages les plus éclairés et enlevait aux expositions les plus belles récompenses.

Les premières qui se tinrent sous le Directoire à l'occasion des fêtes civiques, ne virent pas figurer la dentelle d'Alençon, encore trop « ci-devant » et mal remise des épreuves récentes.

En 1802, M. Mercier conquiert une médaille d'argent pour une pièce remarquable de noblesse et de finesse, où s'évalent dans une harmonie quelque peu recherchée les symboles guerriers, les allégories commerciales et les attributs juridiques.

En 1819 et 1827, rappel de médaille d'argent pour le baron Mercier, qui partage cette distinction avec M. d'Ocagne.

En 1827, M. le baron Mercier cueille la médaille d'or ; M. Clerambault reçoit la médaille d'argent.

En 1842, à la première exposition dans l'Orne,

(1) Archives de la mairie d'Alençon.

presque tous les exposants obtiennent la médaille d'argent.

En 1844, la maison Lefébure, qui était installée à Bayeux et qui avait obtenu une médaille d'or en 1827, se voit décerner un rappel de médaille d'or.

A Londres (1851), les maisons A. Lefebure et Videcoq-Simon furent désignées à l'unanimité comme méritant la grande médaille du Conseil.

La première exposait une « magnifique écharpe et deux barbes formant de riches coiffures ».

La seconde présentait un volant ayant figuré dans la corbeille de mariage de l'Impératrice, estimé à 22,000 francs, et qui avait nécessité 18 mois de travail à 36 ouvrières.

L'exposition universelle de Paris (1855), valut à ces deux manufactures la médaille d'honneur et les commandes de l'Impératrice.

L'exposition de 1858, tenue à Alençon, récompensa d'une médaille de vermeil, une invention de M. Beaumé, qui trouvait le moyen de produire des « effets » et d'obtenir des ombres.

MM. Simon et Mlle Lépine reçoivent la même récompense. Le rapporteur Georges Vilers, conclut véridiquement mais pompeusement :

« Lorsqu'en 1851, sous l'empire du légitime orgueil que lui inspirait sa force productive, l'Angleterre convia l'univers à venir concourir dans l'arène pacifique de l'industrie, sous les gigantesques arceaux du

palais de cristal ; lorsqu'en présence des chefs-d'œuvre de toutes les nations et sous les yeux, pour ainsi dire, du monde entier, il s'agit de dispenser à chacun sa part de victoire ou de défaite, l'éminent rapporteur de la 19^e classe du jury fit entendre ces paroles à jamais mémorables : « La dentelle d'Alençon est la reine des dentelles ».

MM. Verdé-Delisle frères, directeurs de la Compagnie des Indes et fabricants de dentelles, collectionnent les prix : « Médaille de 1^{re} classe à Paris 1855, prize medal Londres 1862, vermeil à Alençon 1865, médaille d'or à Paris 1867 et la croix de chevalier de la Légion d'honneur hors concours à Alençon, 1873 ; exposent à Vienne en 1875 et à Philadelphie en 1876, une reproduction exacte d'une toilette de M^{me} de Pompadour, commandée en 1870 par l'impératrice Eugénie, et vendue 15 ans plus tard 40,000 francs à une riche américaine ; en 1878 à Paris, sont membres du jury et quelques années plus tard, cèdent leur entreprise à M. G. Martin, qui fut nommé chevalier de la Légion d'honneur après de splendides succès.

Les collaborateurs de cette maison avaient recueilli leur part de gloire. Mme Besnard, qui dirigeait la fabrique d'Alençon, avait obtenu la médaille d'argent en 1865. M. Huignard, qui lui succéda, la mérita en 1878, alors que ses employées, Mme Blavette, confectonneuse et Mme Langlais, maîtresse d'école, obtenaient des médailles de bronze, et qu'une mention honorable était accordée à Mlle Barbier.

M. Huignard ne compte plus les hommages rendus à la fabrication de ses bureaux : 1889 Paris, médaille d'or ; 1894 Anvers, médaille d'argent ; 1897 Bruxelles, médaille d'or ; 1898 Alençon, grand diplôme ; 1900 Paris, médaille d'or ; 1904 Saint-Louis (Etats-Unis), médaille d'or.

La maison Lefebure lui dispute ces lauriers. En 1867 à Paris, médaille d'or ; à Vienne, mention particulièrement émerveillée du rapporteur ; en 1878 à Paris, grand prix et croix de la Légion d'honneur, pendant que son directeur d'Alençon, M. Roussel, recevait la grande médaille d'argent.

La maison Lefébure fils, soutint brillamment le renom de son père à l'exposition de 1889, il était membre du jury et rapporteur, décoré de la Légion d'honneur, primé à l'exposition de Chicago en 1893, et recevait le grand prix en 1900 à Paris, pour des travaux de point d'Alençon.

Les fabricants de province qui exécutaient ses commandes et lui envoyaient leurs chefs-d'œuvres, travaillaient à Bayeux, aux bénédictines de Jaint-Jacques, à Argentan, mais surtout à Alençon. La maison, dont le mérite égala la modestie, et qui doit être associée au succès des Lefébure, fut successivement tenue par Mlle Poitrineau, sa nièce Mme Douville, puis par Mlle Taunay et enfin par Mlle Mezescases. La finesse et la fermeté de ses produits, l'imitation des anciennes dentelles et les heureuses innovations de nouveaux

dessins, prouve que les artistes n'ont pas dégénéré et que le doux ciel de Normandie fait épanouir, comme autrefois, les délicates fleurs de l'adresse féminine.

CHAPITRE VI

SITUATION ACTUELLE DU POINT D'ALENÇON

La décadence. — Ses causes : universelles, nationales, locales.

Deux fabricants, 150 ouvrières, quelques apprenties : voilà l'état lamentable auquel aboutissent trois siècles de prospérité.

Jadis, la dentelle se vendait un prix élevé ; les commandes affluaient et les fabricants pouvaient écouler immédiatement leurs produits, ce qui leur permettait de donner à la main-d'œuvre une rémunération assez forte ; les ouvrières étaient attachées à leur maison ; les fonctions solidement hiérarchisées régularisaient harmonieusement le travail.

Aujourd'hui, le prix de la dentelle a baissé, les commandes sont très rares et les fabricants ont immobilisé leurs capitaux dans des stocks qui ne s'écoulent plus, « l'argent dort dans les cartons » ; aussi ont-ils dû réduire le prix de façon ou commander à leurs employés des broderies, jours, qui trouvent sur le marché un meilleur accueil que la dentelle. La qualité du point s'en ressent ; l'ouvrière « se démet la main »

en opérant d'autres ouvrages, et quand elle doit se remettre au vélin elle ne peut récupérer son adresse qu'au prix d'un surcroît d'attention et de temps.

Les entrepreneurs de point ne sont plus seulement organisateurs ou répartiteurs du travail. Ils y concourent soit comme dessinateurs ou piqueurs, soit comme vélineurs. Ils cumulent leur rôle avec celui des anciennes factrices et le peuvent d'autant plus facilement que les ouvrières sont moins nombreuses et moins disséminées qu'autrefois.

La clientèle ne les harcèle plus ; les plus grosses commandes leur viennent des républiques ploutocratiques ou des cours étrangères.

Mais les premières, nouvellement arrivées à la civilisation, sont plus sensibles au clinquant qu'à la finesse ; incapables de considérer les merveilles de l'industrie humaine et d'être émues par l'invention artistique, elles délaisseraient cette parure de luxe si son grand prix ne sollicitait les ambitions de leur vanité ; et comme le snobisme ne les a pas tournées de ce côté, rares sont les ouvrages qui franchissent l'océan.

Les secondes, plus fidèles aux traditions d'une époque où la France rayonnait sur le monde, ont continué de faire figurer la « reine des dentelles » dans les cérémonies royales. L'impératrice de Russie, la reine d'Espagne, la reine de Portugal, la duchesse d'Orléans, ornent leurs toilettes de mariée ou les layettes des princes de ce tissu arachnéen. Mais la

cour de France n'est plus là pour protéger et encourager « l'industrie des bonnes villes du royaume », et les grands fonctionnaires de la République, dont la stabilité est précaire et la richesse fugitive n'ont pu la remplacer dans ce domaine.

Le commerce du point fait à peine vivre les ouvrières qui l'empêchent de mourir. Il en reste 150, tant à Alençon que dans les environs, toutes vieilles femmes qui évoquent avec mélancolie les gains rémunérateurs d'autrefois et qui n'ont pas le courage, malgré la dévotion à leur métier, de former de jeunes ouvrières vouées à la pauvreté. Seules sont restées celles qui vers 1885 étaient déjà trop âgées pour changer de profession. A côté d'elles, d'autres femmes qu'une infirmité immobilise dans l'étroit logis et quelques paysannes qui occupent ainsi les froids loisirs de l'hiver. Trois ou quatre maîtresses gardent les bureaux et reçoivent les morceaux exécutés à domicile. Les tâches restent spécialisées et les ouvrières passent toute une vie dans la pratique d'une ou de deux opérations du point.

Les salaires varient suivant les difficultés, 12 ou 14 heures au réseau sont rétribuées en moyenne 0 fr. 75, le même temps consacré aux modes peut monter à 1 fr. 70 ou 1 fr. 80. Et encore l'attention doit-elle être inlassablement soutenue, les mouvements très réglés, les yeux rivés au morceau. Il en résulte quelquefois une certaine fatigue visuelle qui dégénère vite en myopie ou en hypermétropie.

La médiocrité du salaire n'est pas due à la concurrence des ouvrières-amateurs. Toutes sont des professionnelles pour qui ce gain constitue l'unique moyen d'existence.

Devrons-nous donc accepter l'accusation dirigée contre l'exploitation patronale ? M. Engerand répond :

« Contre ces imputations souvent gratuites, le meilleur argument et le plus valable que les fabricants français puissent invoquer, c'est qu'ils ne font plus fortune et qu'ils sont obligés de réaliser des miracles d'adresse et de persévérance pour rester au niveau de leurs affaires » (1).

Bien plus, dans les mauvaises années, certains fabricants qui ont maintenu leur industrie n'ont même pas pu couvrir leurs frais généraux.

En effet, leurs charges sont énormes :

D'une part, ils font de fortes avances de fonds en payant comptant leurs ouvrières alors que les dentelles qu'ils vendent ne leur sont souvent payées qu'au bout de six mois ou un an ; alors surtout qu'ils immobilisent des sommes importantes pour la confection de leurs modèles.

D'autre part, ils n'écoulent souvent leurs produits qu'après plusieurs années, quand ils ne sont pas pour eux une perte sèche en leur restant pour compte, par suite d'une variation de la mode.

(1) Fernand Engerand, « Correspondant » du 15 avril 1903, « La dentelle de France ».

Une des plus lourdes charges des fabricants réside dans la constitution de ce stock qui représente une énorme valeur improductive. Et c'est là pour eux une nécessité, car pour conserver de bonnes ouvrières, il est indispensable de les entretenir régulièrement de travail même lorsqu'il n'y a pas de demande.

On comprend qu'une situation aussi hasardeuse ne favorise guère le recrutement de la main-d'œuvre. La jeunesse ne cherche plus la profession de vélineuse et les rangs s'éclaircissent de plus en plus.

Pourtant la Chambre de commerce d'Alençon, soucieuse de conserver à la ville une industrie qui a fait sa gloire, a consenti des sacrifices pour apprendre le point à des enfants et assurer pour l'avenir des collaboratrices aux bureaux qui subsistent encore.

S'inspirant d'un vœu présenté par Odolant-Desnos, dans son rapport pour l'exposition de 1842, elle décida en 1902 d'employer une partie de ses économies à la création d'une école dentellière.

L'école reçoit de modestes subventions de l'Etat, du département de la commune, qui servent à payer la directrice, la sous-directrice et à couvrir les menus frais de l'entreprise.

Elle est administrée par la Chambre de commerce qui justifie auprès du Ministre de l'emploi de la subvention, et dirigée dans le domaine technique par une maîtresse dentellière.

L'apprentissage dure deux ans pour le réseau, le

fonds, la brode, etc., et quatre ans pour les modes.

Les apprenties travaillent en atelier sous la surveillance de la directrice et ne sont ni logées, ni nourries, ni payées, mais dès que leurs progrès sont sensibles, elles reçoivent une prime d'encouragement qui, à temps égal, donne un salaire plus élevé que celui des ouvrières.

Les futures professionnelles se cantonnent dans l'une des opérations de point, seules les amateurs (3 ou 4 en 10 ans) généralisent leurs connaissances.

L'enseignement dépasse les limites de l'école. Le Ministère de l'Instruction publique fournit les subventions pour que le point d'Alençon soit enseigné quelque peu dans l'école normale d'institutrices, dans les écoles communales de la ville et celles des environs : Condé-sur-Sarthe, Damigny et la Roche-Mabile.

Mais ces leçons, auxquelles on ne consacre qu'une heure par semaine, sont insuffisantes pour former de médiocres vélineuses et relever l'art de l'aiguille dans le peuple de la ville et des campagnes.

C'est à peine même si les deux ans passés assidûment à l'école dentellière peuvent parfaire l'habileté des jeunes filles, car il faut pour réussir l'alençon classique des aptitudes spéciales, du goût, de la patience, de l'agilité, de la précision et aussi une grande sûreté de main et d'œil, la soumission à la discipline du silence et encore le sens de l'imitation originale.

Toutes les fillettes n'ont pas ce don : un article du règlement prévoit l'éviction des maladroitesses et des nonchalantes ; celles qui restent ont la vocation et pourront jusqu'au bout jouer la difficulté.

Mais l'apprentissage terminé, leur patient labeur ne trouve guère sa récompense. Les fabricants ne leur reconnaissent pas assez de dextérité pour les prendre à leur service. Certaines s'orientent vers d'autres métiers ; quelques-unes attendent du mari le salaire qui les fera vivre ; mais dès que les enfants surviennent, elles seraient heureuses de procurer par leur travail, l'appoint nécessaire pour subvenir aux charges du foyer ; les bureaux leur étant fermés, l'école dentellière leur confie quelque tâche dans la mesure de ses ressources et de ses débouchés.

Ceux-ci sont limités, car l'école n'a pas pour but de faire du commerce, et les seuls clients, qui lui permettent d'assister les anciennes élèves, sont les touristes et les étrangers amateurs de souvenirs de voyage.

Sur les 77 apprenties qui depuis la fondation ont reçu l'enseignement de l'école, un quart continue la fabrication, dernière réserve de l'habileté féminine, défenseurs inconscients de la plus gracieuse des industries traditionnelles du pays.

Est-elle donc irrémédiablement condamnée ? Non sans doute ! Mais nous devons rechercher les causes de cette crise pour préconiser les remèdes sauveurs.

Ces causes de décadence sont nombreuses : les unes sont communes à tous les pays, d'autres se constatent dans certains états seulement, et les dernières sont spéciales à certains centres.

Les plus importantes des causes universelles sont : les changements trop brusques de la mode, la concurrence des dentelles mécaniques, et la concurrence des fausses dentelles anciennes.

La mode, cette reine que les révolutions du goût n'ont jamais dépassée que pour lui rendre de nouvelles et tyranniques attributions a une influence considérable et une autorité incontestée sur toutes les productions de luxe, en particulier sur les étoffes et leurs accessoires, les broderies et dentelles. Nous empruntons à M. Engerand l'analyse de son empire industriel :

« La mode, écrit-il dans le « Correspondant », n'est pas cette chose futile et sotte que les moralistes ont bafouée ; elle est, au point de vue économique, une puissance redoutable, susceptible de bouleverser les conditions du travail, de soulever et d'abattre les industries, de distribuer indifféremment la prospérité et la misère : c'est une force qui ne devrait pas être abandonnée à des directions inconscientes ou égoïstes, car elle peut le pire comme le meilleur, donner l'élan à la prospérité industrielle d'un pays ou y amener des crises. Naguère, il y avait chez nous entre la production industrielle et la mode, une sorte de colla-

boration tacite et le pouvoir en était le garant : la mode était faite en vue de l'industrie nationale qui pouvait, dès lors, procéder sans à-coups ni soubresauts subits. Elle venait d'en haut, aujourd'hui elle part d'en bas ; elle est faite pour le commerce par le couturier.

« Faite pour le commerce, cette mode doit naturellement évoluer très vite pour multiplier les transactions ; elle est impressionnée par le caprice et les fantaisies d'une clientèle excentrique : le sort de nombreuses industries dépend parfois de l'humeur de telle ou telle élégante à son petit lever. C'est l'anarchie ».

« Mais à quelles suggestions, à quelles influences obéit ce faiseur de la mode, quels intérêts le couturier sert-il ? Naturellement ceux de sa clientèle. Et cette clientèle, où la recrute-t-il ? Quelle est-elle ? Quelle peut-elle être ? Ce couturier a une installation luxueuse, il paie fort cher l'établissement de ses modèles, les gages de son personnel sont élevés ; bref, pour réaliser un bénéfice personnel net qui est d'ordinaire de 14 à 20 pour 100, il devra majorer d'au moins 50 pour 100 le prix de revient de l'article qu'il vend. Il ne peut donc s'adresser qu'à une clientèle éminemment riche, qui ne se compose pas en majeure partie de Françaises des plus authentiques, clientèle exotique, excentrique, cosmopolite pour qui Paris est la ville du grand luxe et du bon goût. C'est en vue de cette clientèle-là que la mode est faite ; elle est subor-

donnée à ses inspirations ; le grand couturier, avant de soumettre aux parisiens un modèle nouveau, l'a préalablement fait approuver par des acheteurs de l'étranger et l'a même parfois vendu à des commissionnaires exportateurs qui l'achètent pour le compte de grands magasins de Berlin, de Londres, de New-York. Forcément le couturier doit déférer aux exigences de cette clientèle, et comme l'élément anglais y prédomine, ce sont ces intérêts industriels là que servira cette direction dissimulée.

« Depuis longtemps les Anglais essaient de mettre la main sur cet art si parisien de la mode, auquel ils ne peuvent faire une concurrence directe. Ils ont, en grande partie, accaparé la fourniture du vêtement d'homme, et un effort similaire est tenté par eux du côté de la mode féminine. Il y a quelques années, des capitalistes anglais essayèrent de se rendre acquéreurs des principales maisons de couture françaises ; toutes résistèrent à l'exception d'une seule, qui fut transformée en Société anonyme au capital de douze millions, et eut son siège social établi à Londres. Et ce fut cette maison de couture qui, lors de la reprise récente de la dentelle à la main, aiguilla la mode vers les dentelles d'Irlande, et donna la vogue aux genres de Venise, quand les principales maisons qui faisaient ces articles eurent été achetées ou commanditées par des Anglais. Du fait des couturiers, la mode française sert très souvent des intérêts industriels anglais : d'ail-

leurs quelques-uns sont d'origine étrangère. Ne fut-ce point un d'eux qui lança cette mode des costumes-tailleurs, si avantageuse pour l'industrie anglaise et si préjudiciable aux industries françaises de la soierie, de la rubannerie, de la dentelle ?

« Subordonnée à de telles directions, avec de telles influences, la condition de la dentelle de mains françaises devait être d'autant moins favorable qu'elle est naturellement coûteuse et que le couturier ne peut prélever sur elle les majorations considérables dont sa réputation fixe le tarif. Et cette situation est encore aggravée par le fait, qu'une fois déterminée, la mode n'est pas fixée ; elle ne se maintiendra que dans un genre, en se bornant à y introduire quelques modifications, ce qui permettrait aux industries intéressées de maintenir la marche régulière des affaires, de ne varier que légèrement la production. Non, une fois qu'il l'a faite, le couturier n'a plus souci que de la défaire, et il s'ingéniera à trouver un modèle radicalement différent de celui qu'il a heureusement lancé ; l'on ne peut trop l'incriminer, car il n'est point libre d'agir autrement. Il est en effet guetté par la confection, qui ne lui permet pas d'exploiter plus d'une saison, le modèle qu'il a inventé : le lancement d'une mode comporte un aléa, qui la confection, qui travaille en quantité n'ose encourir ; elle se contente de l'utiliser l'année suivante, quand elle est définitivement acceptée, et le couturier dépossédé se voit forcé de transformer ses modèles pour les différencier de la confection. »

« Le cycle de la mode se trouve ainsi précipité, les étapes anciennes : Paris, la province, l'étranger, sont rapidement franchies : elle a fait le tour du monde en deux ans et même moins, car le couturier vend parfois ses modèles étrangers avant de les livrer à sa clientèle parisienne. Cette mobilité, cette instantanéité de la mode imposent à la fabrication une hâte plus particulièrement préjudiciable à un article délicat et d'exécution aussi lente que la dentelle... (1) ».

Ces révolutions radicales qui ont remplacé les révolutions graduelles d'autrefois, sont en effet la cause principale de la décadence des dentelles à la main. Plutôt que d'adapter la production des ouvrages féminins à une demande aussi précipitée, on a banni l'usage des charmants colifichets pour se cantonner dans la simplicité des tissus et la sévérité des lignes. Le dessin a remplacé la couleur et les demi-teintes ombrées des réseaux et des broderies. « D'ailleurs même en admettant que la mode soit à la dentelle, les fabricants ne pourraient jamais satisfaire à ses exigences de rapidité, car la mode aurait changé avant qu'ils ne soient en mesure de livrer les commandes qui leur auraient été faites, et les couturiers préféreraient s'adresser aux fabricants de dentelles mécaniques qui leur fourniraient en quinze jours ce qu'ils n'auraient pu obtenir en six mois des fabricants de dentelles à la

(1) F. Engerand « La dentelle de France » (*Correspondant*, 15 avril 1903).

main (1). Et cela se fera d'autant plus facilement, que les produits mécaniques ont été tellement perfectionnés de nos jours, qu'il est bien difficile parfois de reconnaître une dentelle vraie d'une dentelle imitation (2) ».

C'est vers 1815 que l'on a commencé à faire des dentelles à la machine et depuis lors, cette industrie s'est répandue en Angleterre, puis en France, aux environs de Calais et de Lyon. Comme toutes les nouveautés, elles furent accueillies avec enthousiasme, mais bientôt apparut le caractère primitif de leur dessin et l'engouement se reporta sur les dentelles à la main qui jusqu'en 1880 reconquirent leur vieille prospérité. Mais à côté de la clientèle aristocratique et bourgeoise qui les faisait vivre, apparurent les classes plus modestes qui, pour se modeler sur elle, portèrent la dentelle mécanique. Celles-ci devenaient rapidement l'objet d'un commerce florissant ; des villes entières se développaient grâce à elle, la bourgade de Saint-Pierre-les-Calais conquérait le droit de cité.

Aussi, bien que ces deux industries paraissent au premier abord antagonistes, en réalité, leurs intérêts sont communs, toutes deux répondant à des besoins différents, et M. Hémon, président de la Chambre

(1) La raréfaction de la main-d'œuvre, la difficulté du travail l'importance du morceau pouvant requérir un temps beaucoup plus long.

(2) G. Noé « L'industrie de la dentelle à la main dans le Calvados ».

syndicale des tulles et dentelles de Calais, déclarait :
« Que l'on ne saurait trop encourager la vraie dentelle, car jamais la dentelle à la mécanique n'est plus demandée qu'aux époques où la dentelle à la main est en faveur. »

M. E. Lefébure, dans son rapport à l'exposition universelle de 1900, délimite fort exactement leurs domaines :

« La dentelle imitation a pour elle la consommation ordinaire à bas prix qui se contente de l'a peu près. Elle fabrique de grandes quantités de rideaux en tulle broché et en guipure coton, elle a un vaste champ de production pour les tulles unis de tous réseaux et de toutes grosseurs dont la consommation soit en soie, soit en coton atteint des chiffres importants. Elle règne en maîtresse dans les tulles fantaisie pour voilettes, pour modes, ruches, boas qui en emploient des milliers de mètres. Mais la production artistique lui est fermée et reste exclusivement réservée à la dentelle véritable. Il y a toujours entre elles la distance qui existe entre une peinture et une image imprimée, entre un diamant et un morceau de verre taillé...

« C'est que la machine, si habile qu'elle soit, porte en elle-même un vice de constitution qui la rend rebelle à la production artistique. L'art est absent dans ce qu'elle fait, parce que le calcul y remplace l'émotion. On ne sent pas derrière cette main de fer, vibrer

une intelligence personnelle ; une régularité mathématique remplace ces hésitations pleines de charme qui trahissent l'effort surtout d'une main de femme. »

La dentelle à la main, spécialement la dentelle à l'aiguille, a dû prendre, en présence de cette concurrence, le caractère plus net d'une production d'art ; elle vaut comme un tableau signé d'un habile artiste auprès des copies lithographiques et imparfaites des œuvres d'un maître.

Mais les véritables amateurs sont fort rares et si les experts peuvent discerner les qualités originales d'un point authentique, la majorité des acheteurs est dupe d'une ressemblance que les progrès du machinisme ont singulièrement accentuée. Des marchands même, non initiés aux finesses de la fabrication, ne distinguent pas les dentelles véritables des dentelles imitations, et cette confusion est d'autant plus facile que les éléments de comparaison font souvent défaut et que les deux espèces sont mises en vente sans dénomination spéciale indiquant leur provenance.

MM. Taillefer et Lallier se sont préoccupés de mettre les acheteurs en garde contre cette confusion et M. E. Lefebure développa leurs arguments dans un article sur la dentelle.

« Quand apparut la dentelle à la mécanique, son imperfection même la distinguait de la dentelle véritable et les fabricants ne faisaient aucune difficulté d'avouer une imitation qui se manifestait d'elle-même.

Mais la perfection dans la reproduction devait fatalement, par une pente naturelle, entraîner dans la présentation au public, l'emploi des mêmes dénominations afin de compléter la ressemblance. Le mot imitation a ainsi peu à peu disparu et aujourd'hui des dentelles sont souvent appelées Chantilly, Valenciennes, Alençon, tout comme les dentelles faites à la main. Quelques fabricants, sans doute, pour indiquer la perfection avec laquelle le point spécial qu'ils reproduisent est obtenu, qualifient leurs dentelles de véritables ou surfines. Alors, malgré la différence des prix des deux genres de dentelles, la confusion est née pour le consommateur aidé surtout par certains intermédiaires qui en profitaient pour majorer d'une façon excessive le prix des dentelles à la mécanique. De là surtout est sortie une crise terrible pour la dentelle à la main. Cette crise, fâcheuse au point de vue social et aussi pour l'art de la dentelle, a eu pour conséquence, en effet, de raréfier dans nos villages de France les profits que les femmes tiraient de la fabrication de la dentelle. La commission, estime donc qu'il convient, en s'appuyant sur les articles 1^{er} et 11 de la loi sur les fraudes de 1905, d'obtenir un règlement d'administration publique pour déterminer les distinctions nécessaires et appropriées dans la présentation des produits à la main et à la machine et pour éviter toute confusion à l'avenir » (1).

(1) A. Lefebure « Sur la dentelle », Correspondant 15 avril 1910.

Ceux qui voulaient se procurer des produits artistiques crurent trouver une garantie dans l'âge des ouvrages. Vaines précautions. La mécanique, qui ne doutait de rien, mit en circulation de fausses dentelles anciennes qui par des procédés industriels conquièrent leurs quartiers de noblesse.

M. Lefébure comprend que l'on s'incline devant celles qui ont de glorieux états de services : « Par dentelles anciennes, écrit-il, nous entendons celles qui ont la prétention d'attirer les regards, l'attention et surtout l'argent des riches consommateurs ou collectionneurs, celles qui sont antérieures au ^{xix}^e siècle et que l'on considère comme des pièces rares et uniques... Nous admettons qu'on se les arrache à prix d'or, parce qu'elles représentent des talents de dessinateurs ou d'ouvrières qui ont fait école, des souvenirs historiques et des documents de la plus grande utilité pour l'étude de l'histoire et de l'art. Mais devant leurs contrefaçons ou leurs copies, nous croyons devoir protester énergiquement... »

« Ce sont ces imitations, ces dessins, ces copies textuelles, plus ou moins voulues, et patinées volontairement souvent qu'il faudrait poursuivre et dénoncer, car leur commerce, encouragé par le snobisme des foules (?), accapare le marché et stérilise souvent les efforts les plus louables que font dans tous les pays du monde, en France, aussi bien qu'en Belgique, aussi bien qu'en Italie, tous ceux qui veulent vivre leur

époque, créer quelque chose et montrer que le ^{xx}^e siècle possède encore d'habiles dessinateurs et des ouvrières dentellières hors ligne. Que la concurrence entre dentelles modernes soit plus âpre et plus rude que jamais, parce que le niveau des connaissances de tous les points s'est étendu à travers le monde, à cela il n'y a point de mal et les plus forts, les plus intelligents pourront galamment l'emporter sur leurs adversaires. Mais que la lutte puisse se faire entre ceux qui copient les points anciens assez bien et assez servilement pour que à un moment donné, par la faute de ceux qui n'y connaissent rien, les amateurs croient mettre, en les achetant, la main sur la merveille des merveilles et le payent bien au-delà de leur valeur réelle, cela constitue la concurrence la plus terrible, la concurrence qui doit nécessairement, dans un délai plus ou moins long, tuer ou du moins arrêter l'essor de toute une industrie. »

Et cette cause de décadence est d'autant plus grave que les dentelles pseudo-anciennes sont fabriquées aussi bien à la main qu'à la mécanique : qu'elles éloignent les dessinateurs et détournent les « idées » d'innovation des producteurs.

A côté de ces causes générales qui atteignent universellement l'industrie de la dentelle, figurent d'autres causes spéciales à la France et enfin particulières à la fabrication ou à la région alençonnaise.

La France souffre surtout de la production plétho-

rique belge. Les Bruges, Malines, Bruxelles, quoique moins finies et moins fermes que l'Alençon, l'éliminent en raison de leur prix inférieur. Car la Belgique produit à bon marché et inonde les magasins français de ses ouvrages. Elle le peut sans peine, ayant la matière première sous la main et payant moins cher ses ouvrières (1).

D'ailleurs les dentelles belges étant éminemment bourgeoises, trouvent une clientèle aisée assez nourrie, tandis que les dentelles françaises, le point de France surtout, ne peuvent espérer d'accueil qu'auprès des grands de ce monde ; aussi les marchands français ont-ils tout intérêt à faire leurs commandes en Belgique.

« La fabrication française n'est pas non plus suffisamment protégée par nos tarifs de douanes.

A l'importation, les dentelles à la main étrangères sont frappées des mêmes droits que les dentelles mécaniques, augmentées de 75 pour 100 ; or, les droits sur ces dernières sont fixés, non pas d'après la valeur des articles importés, mais d'après le poids, et ces droits sont différents suivant qu'il s'agit de dentelles écruës, blanchies ou teintes.

Cette tarification présente deux graves inconvénients :

Le premier est que les dentelles mécaniques étran-

(1) Les enquêtes récentes relèvent des salaires variant de 0 fr. 30 à 1 fr. 10.

gères acquittent à leur entrée en France des droits moins élevés que les dentelles véritables, ce qui leur permet de venir faire sur le marché français la concurrence à nos dentelles véritables, alors que celles-ci sont déjà en butte à la concurrence des dentelles imitation française ; au contraire, en mettant des droits plus élevés sur les dentelles imitation, on protégerait à la fois les dentelles véritables et les dentelles à la machine françaises (1) ».

La Belgique a trouvé le moyen d'abattre la concurrence des dentelles mécaniques étrangères sur son marché, en leur imposant à l'importation, un droit de 15 pour 100 *ad valorem* et en accordant la franchise aux dentelles à la main.

En usant de ce procédé, nous ne compromettrions pas nos exportations de dentelles mécaniques : « Car nos principaux pays d'exportation sont les Etats-Unis, où ces dentelles doivent acquitter un droit de 60 p. 100 *ad valorem* et l'Angleterre et l'Allemagne, qui importent chez nous plus de dentelles mécaniques que nous n'en exportons chez elles.

« Le second inconvénient est que la taxation française est faite non d'après la valeur, mais d'après le poids, en sorte que les dentelles de luxe et les dentelles moyennes, étant plus légères, paient moins de droits à l'entrée dans notre pays que les dentelles

(1) G. Noé « La dentelle à la main dans le Calvados ».

grossières, et ce sont ces dernières seulement qui sont bien protégées par notre tarif, tandis que nos dentelles d'art subissent sur le marché national, la concurrence des dentelles similaires belges, sur lesquelles il n'est perçu que des droits illusoires à cause de leur poids peu élevé ».

Les pays étrangers reconnaissent assez mal notre hospitalière et maladroite courtoisie. Les Etats-Unis, comme nous l'avons vu, frappent toutes nos dentelles d'un droit de 60 pour 100 *ad valorem*. L'Allemagne perçoit de 300 à 600 marks sur les 100 kilogrammes au tarif minimum et de 350 à 800 marks au tarif maximum, suivant qu'il s'agit de dentelles de laine, de coton, de fil ou de soie.

On comprend aisément qu'une barrière aussi épaisse n'engage guère nos ouvrages d'art à franchir la frontière, derrière laquelle la barbarie ne saurait leur rendre hommage.

Enfin, outre ces causes économiques et politiques, interviennent des causes sociales ; mauvaise organisation de l'industrie que superpose les intermédiaires ; salaires de famine qui écartent la main-d'œuvre. Une cause d'éducation populaire, l'application stricte, ou presque, de la loi de 1882 sur l'enseignement, a ruiné l'apprentissage ; en effet, ce n'est pas à la sortie de l'école primaire, vers douze ou treize ans, que la jeune fille doit être initiée à la dentelle. A cet âge elle ne devrait plus avoir qu'à se perfectionner, et serait

capable de contribuer aux gains de sa famille. Nous avons vu que l'école dentellière d'Alençon faisait enseigner le point dans plusieurs écoles communales et dans les écoles normales. Mais ces leçons espacées, décousues, ne permettent pas d'entraîner la main des jeunes filles ou de leur faire atteindre une perfection relative, capable de les intéresser à leurs ouvrages et de les passionner pour leur art.

Cette insuffisance de formation, cette difficulté de l'apprentissage sont plus spéciales au pays de dentelle à l'aiguille, notamment à la région alençonnaise, où le point est d'une délicatesse assez compliquée.

A ces causes locales, s'ajoute aussi le discrédit dans lequel était tombé le point d'Alençon à la suite de l'emploi du coton. Le fil des Flandres coûtant de 300 fr. à 1200 fr. le kilog, plusieurs fabricants, pour réduire leurs dépenses, eurent l'idée d'y mélanger du coton. La dentelle y laissa sa fermeté et sa réputation. On reprit alors l'ancienne matière première solide, résistante, presque inusable.

Cette qualité, qui constitue une des caractéristiques du vélin, est pour lui une cause de misère. La robustesse de ses points et de ses dessins lui permet d'affronter le temps et de passer sans faiblir dans les trousseaux de plusieurs générations. Comme pour beaucoup de familles, c'est la parure de grand luxe, on ne s'en revêt que dans les cérémonies somptuaires. Et l'honnêteté des ouvrières d'une époque a contribué à provoquer la détresse de celles qui les ont suivies.

La dentelle d'Alençon aurait pu se démocratiser, simplifier ses broderies, acheter du mauvais fil et « bouziller » ses travaux. Mais noblesse oblige ; la fierté de ses traditions lui impose de rester égale à elle-même et d'entretenir les prêtresses capables de servir ce culte, le jour où il reconquérera son prestige.

CHAPITRE VII

MOYENS A RECOMMANDER POUR RELEVER L'INDUSTRIE DU POINT

Emus par l'imminence d'une ruine qui mettait en péril de nombreuses ouvrières, de courageuses initiatives se sont efforcées d'y porter remède. Un député du Calvados, M. Engerand, qui apporte en la matière une compétence remarquable, demanda au Parlement le vote d'une loi relative à l'apprentissage de la dentelle à la main.

Naturellement il ne pouvait battre en brèche la loi scolaire de 1882, sous le prétexte qu'il valait mieux mettre entre les mains des enfants un moyen de gagner leur vie plutôt que des rudiments vite oubliés sur l'arpentage, la géographie africaine ou les chefs-d'œuvre de la littérature classique. Depuis que Danton a déclaré que l'instruction était le premier bien du peuple, il ne faut pas songer à la culture professionnelle avant d'avoir satisfait aux obligations générales d'assouplissement de l'esprit.

M. Engerand demandait beaucoup :

Article unique. — Un crédit de 100,000 francs est

ouvert au Ministère du Commerce, pour être employé d'accord avec les préfets des départements intéressés :

1° A créer un enseignement professionnel de la dentelle à la main, dans un nombre à déterminer d'écoles primaires de filles des départements où la fabrication s'est maintenue :

2° A organiser des cours professionnels ou de perfectionnement de la dentelle à la main, dans les écoles normales d'institutrices de ces mêmes départements ;

3° A donner des récompenses aux enfants qui auront le mieux profité de cet enseignement pratique et une rétribution aux maîtresses d'ouvrage qui l'auront donné ;

4° A distribuer des primes aux ouvrières, maîtresses d'ouvrage, mères de famille, qui justifieront par un certificat du maire de la commune qu'elles ont formé des apprenties dentellières ayant travaillé assidûment, au moins une année sous leur direction ;

5° A accorder en cas de besoin des secours aux vieilles ouvrières. »

La loi du 5 juillet 1903 accorda peu à M. Engerand.

Art. 1^{er}. — L'enseignement professionnel de la dentelle à la main sera organisé dans les écoles primaires des départements où la fabrication est en usage et dans les écoles normales d'institutrices de ces mêmes départements. Ces écoles seront désignées par décret.

Art. 2. — Il sera créé dans les principaux centres

dentelliers des cours et des ateliers de perfectionnement ou des écoles propres à développer l'éducation artistique des ouvrières et des dessinateurs.

Ce texte chétif était expliqué par les longues considérations optimistes du rapporteur au Sénat, M. Charles Dupuy.

« ... Il convient de remarquer que soit à l'école primaire, soit à l'école normale, élèves et élèves-maîtresses seront vite pliées aux éléments d'un métier, qu'elles voient exercer journellement autour d'elles et dont la famille leur offre de constants exemples. Ajoutons qu'à mesure que les institutrices auront reçu elles-mêmes les principes de l'art dentellier à l'école normale, elles l'enseigneront tout naturellement à leurs élèves et qu'ainsi le nombre des maîtresses prises en dehors de l'enseignement décroîtra graduellement.

« Il sera, toutefois, nécessaire pour que l'apprentissage dont il s'agit se poursuive avec précision et régularité, qu'il ait une sanction dans l'examen du certificat d'études primaires élémentaires au même titre que la couture qui donne lieu à une note spéciale. »

Pour exposer l'article 2, qui prévoit la constitution d'ateliers dans lesquels on développera l'éducation artistique d'une élite d'ouvrières et de dessinateurs, M. Dupuy, interprétant les projets du rapporteur à la M. Vigoureux, ajoute :

« La création projetée sera limitée aux centres dentelliers, la raison l'indique et la loi le dit expres-

sément. En second lieu, il sera facile d'utiliser pour cet objet les organismes déjà existants, tels que : écoles primaires supérieures dans lesquelles s'affirme de plus en plus, dans les programmes, la spécialisation concordante avec les besoins et les intérêts régionaux ; écoles nouvelles d'apprentissage, écoles de commerce et d'industrie. Il est bien évident que ce sont là autant de cadres préparés, autant de milieux propices à recevoir les cours et ateliers de perfectionnement dont l'industrie dentellière a besoin pour maintenir et développer la supériorité artistique qui fait partout rechercher ses produits et qui importe à la fois au bon renom et à l'intérêt de la France...

« Mais la commission considère qu'il est un but plus important à poursuivre, à savoir de former des dessinateurs d'art, inventifs et habiles, chargés de fournir à l'industrie dentellière ce qui lui manque trop et tend chaque jour à lui manquer davantage, des dessins originaux et bien conçus.

« En résumé, l'industrie de la dentelle à la main demande et mérite aide et protection ; la meilleure manière de la secourir, c'est de lui garantir l'apprentissage à l'école primaire et à l'école normale et de lui donner par les cours supérieurs et les ateliers spéciaux les moyens de perfectionner sa main-d'œuvre et de former des dessinateurs dont elle a un absolu besoin. »

Après dix ans d'efforts, l'école dentellière d'Alençon n'a pas encore vu se réaliser ces merveilleux

pronostics. Fondée par la Chambre de commerce, l'année qui précéda la loi Engerand, elle recueillit les 2,000 francs de l'Etat, les 1,500 du Conseil général et les 1,000 francs de la municipalité. Mais ni le nombre, ni l'habileté des apprenties ne s'en accrurent.

Elle fit enseigner le point dans les écoles, qui d'après le rapport du sénateur Dupuy, devaient être des pépinières de maitresses. Et à notre connaissance, aucune des anciennes élèves n'eut l'idée de grouper autour d'elle des enfants ou des amies désireuses de s'adonner à ce travail.

Elle enseigna des notions de dessin aux apprenties dont l'imagination semblait heureuse et dont les doigts n'étaient pas rebelles. L'échec fut complet et on dut se contenter des anciens patrons pour guider les débuts de ses élèves.

Devant les tristes résultats de l'organisation officielle et la situation lamentable des ouvrières, des dames charitables s'émurent et fondèrent des ouvroirs destinés à lutter contre la dépopulation des campagnes.

« L'œuvre du travail au foyer dans les campagnes de France » désireuse de fournir un travail rémunérateur aux femmes et aux filles qui ne sont pas employées à la culture, et de restaurer les vieilles industries rurales, créa des concours et organisa des expositions pour stimuler le talent des dentellières.

Un comité émanant de cette œuvre « l'aiguille à la campagne » s'occupe de centraliser les commandes et

les répartit entre les divers centres provinciaux par l'entremise de déléguées qui distribuent le travail aux ouvrières et en surveillent l'exécution ; de la sorte, en ce qui concerne spécialement la fabrication de la dentelle à la main, les intermédiaires sont supprimés et l'ouvrière reçoit la totalité du prix de façon.

La direction abandonne tout profit, prend à sa charge les laissés pour compte et les frais généraux, et s'occupe de la vente en s'adressant soit directement aux consommateurs, soit aux maisons de gros sans intermédiaires.

Les débouchés sont recherchés, entretenus, développés par une autre institution : « La dentelle de France », fondée en 1905 et qui ne fait aucune opération commerciale.

D'après ses statuts, elle prend toutes les initiatives susceptibles de propager le goût de la dentelle (expositions, concours, conférences), elle accordera des encouragements aux institutions créées pour améliorer l'éducation artistique du personnel employé par l'industrie dentellière (cours de dessin, ateliers de perfectionnement, écoles spéciales).

Ainsi collaborent les entreprises d'Etat et les organisations privées. Mais leur action, qui a rendu quelques services dans les pays de dentelle aux fuseaux, semble avoir délaissé les régions de dentelle à l'aiguille, probablement parce que leurs secours ont paru plus immédiatement utiles dans les contrées où les ouvrières rurales étaient plus nombreuses.

Ces œuvres sont-elles capables de conjurer la crise, et de remplacer les fabricants pour la centralisation des commandes et la distribution des ouvrages ? Cela paraît improbable. Outre qu'elles se constitueront avec peine, outre qu'elles manqueront de correspondantes dans les centres qui en ont le plus besoin, il est à craindre qu'elles ne subissent le contre-coup des déplacements de leurs membres et des fléchissements de leur charité. Car si passionné qu'on se montre pour le bien des humbles, l'exercice constant d'une tâche rebutante, la continuité des privations et des sacrifices parviennent à lasser la générosité la plus robuste. Quant à remplacer les dévouements par des mercenaires, c'est compromettre la vitalité et la conscience des fonctions.

D'ailleurs, l'absence de spéculation n'encourage pas les progrès et les améliorations. Elle favorisera même la routine et par conséquent la décadence.

Peut-on fonder quelque espoir sur les coopératives de production ? Les ouvrières sont disséminées à de grandes distances, méfiantes, sans grande initiative, ignorantes des nécessités économiques, hostiles à un groupement qui leur semble une atteinte à leur indépendance. Et comment organiser la direction ? Comment se mettre en rapports avec la clientèle ? Ces rouages nécessaires seraient accusés de parasitisme et seraient l'objet de la part des ouvrières d'une surveillance étroite et gênante.

Le fabricant qui est né et qui agit en dehors du cercle et du milieu de ses employés, a plus de liberté et peut en tirer parti pour la découverte des moyens de salut et l'entretien de certains débouchés. C'est lui qui, à l'heure actuelle, paraît être le meilleur instrument de relèvement, mais étroitement régi par des conditions extérieures à lui et plus puissantes que toutes ses facultés et toutes ses énergies.

La première de ces conditions est une révolution dans la mode et il se trouve ainsi subordonné aux mystérieuses puissances étrangères qui la provoquent et la cultivent.

Dans les pays de constitution monarchique, la Cour a une influence incontestée sur la mode. Elle est toujours lancée en vue de l'industrie nationale par les souverains soucieux de leur rôle et de leurs devoirs. Les rois de France ont assuré de la sorte la prospérité de la dentelle en obligeant tous les courtisans à porter les points nationaux et en les portant eux-mêmes. De nos jours, la reine d'Italie a relevé la vieille gloire de Venise, et la reine d'Angleterre commandait récemment aux dentellières de Youghal, la traîne de dentelle qu'elle portait au Durbar de Delhi.

En France, l'ascension des classes démocratiques a remplacé les aristocraties de race, par les aristocraties des fonctions. Or, toutes réserves faites sur leurs

capacités techniques, il faut reconnaître que le goût, produit de sélections successives, n'a pu les conquérir en un instant avec toutes ses finesses.

M. G. Noé, avec certains fabricants, souhaite cependant que cette impulsion parte de Paris, « où elle serait donnée par les épouses ou les filles des dignitaires les plus en vue de notre pays (Président de la République, présidents du Sénat et de la Chambre des députés, ministres, sénateurs, membres de la noblesse, etc.), et se répande sur toute l'étendue de la France par l'intermédiaire des comités régionaux, composés des femmes de hauts fonctionnaires, de l'aristocratie et de la bourgeoisie ».

M. Engerand recommande ce qui se fit en Italie, en Autriche, en Suède : la constitution d'un comité de patronage de la dentelle à la main, principalement recruté parmi les femmes du monde, seules capables, à l'heure présente, de reconquérir quelque influence sur la direction générale de la mode.

Le député du Calvados ajoute :

« Pour ma part, voici comment j'en concevrais la réalisation : Un comité central serait créé à Paris et des comités régionaux dans les pays où cette industrie s'exerce encore ; celui-là s'occuperait surtout de la dentelle, ceux-ci des dentelliers. Le comité de Paris aurait pour but de favoriser la vente des dentelles à la main, et s'efforcerait d'en remettre l'usage en honneur. Bien convaincues de l'utilité morale et sociale

de cette industrie, les dames patronesses feraient en sa faveur, dans leur monde et près des artisans immédiats de la mode, la plus chaleureuse propagande, prêchant d'ailleurs d'exemple et se faisant une règle de ne porter jamais que de vraies dentelles françaises. Elles prendraient donc la dentelle sous leur protection, s'y intéresseraient, l'étudieraient, en feraient même un travail d'intérieur ; Enfin, notre comité encouragerait les achats sur commande directe au fabricant ; au besoin il en ferait en vue de ventes de charité, d'expositions, de réunions mondaines, etc... Voilà quelques vœux que j'émetts pour bien prouver que le champ d'action est assez étendu ; au reste, sur le terrain de la charité, l'ingéniosité féminine est extrême et, adoptée, cette idée serait chez nous rapidement menée à bien.

« Ce comité central « essaimerait » — pour employer un terme économique assez expressif — dans les pays dentelliers des comités régionaux, dont la haute société provinciale et les châteaux formeraient les cadres, et qui auraient pour fonction de s'occuper plus spécialement du sort des dentellières, d'en assurer et d'en faciliter le recrutement. Le château est naturellement fait pour protéger la chaumière, et il y aurait un rôle pour la châtelaine, un rôle charmant à jouer, en groupant dans son sillage un noyau de dentellières qui lui feraient ses dentelles ; la charge ne serait pas des plus lourdes et ce serait vraiment l'une des mani-

festations les plus nobles et les plus touchantes de l'assistance par le travail (1) ».

Même si les châtelains comprenaient ce devoir féodal ; même si les comités régionaux organisaient, sous la poussée du provincialisme, des expositions et des concours régionaux, il est à craindre que leur intervention soit inefficace, faute de l'intérêt commercial, moteur essentiel de la production.

Ces comités, tout en améliorant la condition des ouvrières par toutes les mesures d'une charité bien ordonnée, devraient plutôt se mettre en rapports avec les entreprises plus stables et plus compétentes, faire rivaliser les fabricants entre eux et assurer la vente des produits qui révéleraient l'inspiration la plus originale, et qui auraient été obtenus dans les meilleures conditions sociales, avec le maximum de sens économique (2).

Mais ce traitement interne qui a donné d'excellents résultats chez nos voisins, ne serait pas suffisant sans le traitement externe.

Pour réprimer la concurrence malhonnête des dentelles mécaniques, la protection légale seule pouvait agir : certains députés des régions dentellières s'en sont préoccupés

Au mois de mai 1912, sur l'initiative de M. Néron,

(1) E. Engerand « L'industrie de la dentelle en Normandie. » (Revue des Deux Mondes), 1^{er} avril 1900.

(2) G. Noé « L'industrie de la dentelle à la main dans le Calvados.

député de la Haute-Loire et de M. Chialvo, député de la Loire, un groupe s'est constitué au Palais-Bourbon, pour la défense de l'industrie de la dentelle à la main.

Le bureau se compose de M. le baron de Mackau, député de l'Orne, président ; de M. Néron, questeur ; de M. Boutaud, secrétaire.

Sur la déclaration d'un négociant parisien en dentelles, qui annonçait la ruine prochaine de la dentelle à la main sous le flot des dentelles mécaniques, ce groupe décida, pour arrêter le mal, l'application à la dentelle, par un règlement d'administration publique, des dispositions de la loi du 1^{er} mars 1905 sur les fraudes.

En effet, quoique cette loi ne concerne que la falsification des denrées alimentaires et des produits agricoles, l'article premier peut s'appliquer, par ses termes généraux, à tous les objets susceptibles de commerce :

« Article 1^{er}. — Quiconque aura trompé ou tenté de tromper le contractant :

« Soit sur la nature, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles de toutes marchandises ;

» Soit sur leur espèce ou leur origine, lorsque d'après la convention ou les usages, la désignation de l'espèce et de l'origine faussement attribuées aux marchandises, devra être considérée comme la cause principale de la vente ;

» Soit sur la quantité des choses livrées ou sur leur identité, par la livraison d'une marchandise autre que la chose déterminée, qui a fait l'objet du contrat :

« Sera puni de l'emprisonnement, pendant trois mois au moins, un an au plus et d'une amende de 100 francs au moins, de 3,000 francs au plus ou de l'une de ces deux peines seulement ».

Cette loi de police qui s'applique aux Français et aux étrangers, punit la fraude et la tentative de fraude. Elle sera donc d'une utilité incontestée. Et dans beaucoup de ventes de dentelle mécanique, puisque la fausse origine attribuée constitue « la cause principale de la vente ».

L'article 14 prévoyait, par un règlement d'administration publique, le règlement de toutes les questions concernant : « Les inscriptions et marques indiquant soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales, etc. »

C'est, pour obtenir du règlement d'administration publique étendant aux dentelles les dispositions de la loi sur les fraudes et leur répression, que le groupe de la dentelle s'est réuni au Palais-Bourbon.

Mais si louable que soit son intention, il est à craindre que la dentelle à la main ne végète longtemps encore. La dentelle mécanique exposée et vendue comme telle, recueillera toujours les suffrages de la coquetterie économe des classes modestes.

Mais s'ils ne peuvent détourner le cours de la clien-

tèle au profit de l'industrie à la main, plus intéressante par la condition de ses ouvriers et la grâce de ses produits, ils doivent les protéger toutes deux contre la concurrence étrangère, par un remaniement des tarifs de douane.

Dès le 26 juin 1890, M. Warée, dans un rapport adopté par la Chambre syndicale des dentelles et broderies, signalait l'insuffisance fâcheuse de nos barrières douanières :

« La situation de l'industrie des dentelles à la main, en présence de la concurrence belge, l'amène forcément à demander que le tarif douanier existant avec ce pays, ne soit pas maintenu, mais tout à fait modifié dans le sens de la protection, qui devrait atteindre au moins de 10 à 15 % pour être efficace.

« Le système spécifique, actuellement en vigueur, offre de sérieux inconvénients : on objecte contre lui son inégalité, surtout lorsqu'il est appliqué aux dentelles vraies. Il touche en effet très légèrement les dentelles riches, tandis qu'il frappe lourdement sur les dentelles communes, contrairement à l'équité. L'objection est parfaitement juste, mais ce système évite toute fraude, tandis que celui *ad valorem* est une grande tentation pour elle dans des produits aussi difficiles à apprécier. La Chambre, après examen, demande donc que le système spécifique, actuellement en vigueur, soit maintenu malgré ses inconvénients, mais porté pour les dentelles vraies, de 4 francs le

kilo à 20 francs minimum. Cela, aussi bien pour les dentelles à la main en fil, que pour celles de coton, de laine ou de soie ».

Il est fort possible que la taxation au poids soit beaucoup plus simple ; qu'elle favorise moins la fraude, qu'elle soit plus à la portée des fonctionnaires ; elle a, par contre, le grave inconvénient de laisser nos belles dentelles sans défense.

La majoration du tarif, en ce qui concerne les dentelles vraies, diminue peut-être les chances d'envahissement du marché, mais ne place pas le point d'Alençon dans une position avantageuse en face de son concurrent le point à l'aiguille belge.

La Belgique a institué le système *ad valorem* pour écarter nos produits, pourquoi ne pas la combattre avec ses propres armes, puisqu'elles ont contribué à lui assurer la supériorité ?

Pourquoi encore ne pas élever les droits à l'importation des dentelles mécaniques étrangères qui luttent, non seulement contre nos dentelles mécaniques, mais aussi contre nos dentelles à la main ?

Pour éviter sans doute des mesures de rétorsion ; alors pourquoi ne pas conclure avec nos rivaux, et surtout avec les pays qui nous sont tributaires des traités qui assureraient l'exportation de nos ouvrages.

« Les traités, dit M. Warée, doivent être renouvelés et se conclure dans un sens libéral pour une certaine durée (car la sécurité des lendemains est la

base de toutes les transactions commerciales). Mais à une époque comme la nôtre où tout se modifie, se transforme, change, naît, prospère et disparaît avec une rapidité vertigineuse, leurs termes ne doivent pas être trop éloignés, où nous pourrions nous exposer à de graves mécomptes. Un délai de huit à dix ans nous paraît devoir être préféré. »

Les parlementaires passionnés pour la dentelle à la main ont déjà donné des preuves de leur dévouement et de leur compétence.

Qu'ils s'efforcent de sauvegarder le marché national contre les produits étrangers, de délivrer l'art véritable de ses déloyales imitations, de provoquer les débouchés à l'intérieur et à l'extérieur par leur action législative et leur influence personnelle ;

Que les œuvres privées se préoccupent de remplacer charitablement les intermédiaires en resserrant leurs rapports avec les fabricants et les ouvrières et en orientant le goût public ;

Que les éducateurs inculquent aux enfants l'amour des industries régionales et rurales qui ont fait la réputation et la prospérité de leurs pays ;

Que les économistes et les moralistes prouvent la population, les avantages du travail à domicile pour l'accroissement de la vie familiale, de l'indépendance personnelle et de l'activité locale ;

Que les élégants du monde, secouant le joug de la mode étrangère, reconnaissent leurs devoirs tutélaires

sur leurs humbles compatriotes, et acquièrent ainsi un rôle utile dans l'effort national ;

Que les membres du Gouvernement, mieux initiés aux merveilles françaises, classent les dentelles, surtout le point d'Alençon au nombre des œuvres d'art et la fassent figurer parmi les cadeaux rituels offerts aux souverains de passage ;

Et nous verrons peut-être reflleurir, fécondés, renouvelés et entretenus par le génie de la race, ces chefs-d'œuvre si prisés que toute une contrée leur dut sa célébrité et sa richesse, si fins, si gracieux, si aériens que l'origine en fut aurolée de la poésie des légendes divines.

Vu :

Le Président de la Thèse,
A. SOUCHON.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie,
LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

- Miss Bury-Paliser. Histoire de la Dentelle.
Joseph Seguin. La Dentelle, 1873.
M^{me} G. Despierres. Histoire du point d'Alençon, 1886.
L. Duval. Documents pour servir à l'histoire de la fabrication du point d'Alençon.
Odolant Desnos. Mémoires historiques sur Alençon.
M^{re} de Chennevières. Notes d'un compilateur pour servir à l'histoire du point d'Argentan.
F. Engerand. L'Industrie de la dentelle en Normandie. *Revue des Deux-Mondes*, avril 1900.
— La dentelle de France. *Le Correspondant*, avril 1905.
E. Lefebure. Broderies et dentelles, 1887.
A. Lefebure. Sur la dentelle. *Le Correspondant*, avril 1910.
F. Aubry. Rapports à l'Exposition universelle de 1851, à Londres.
— Rapports à l'Exposition universelle de 1855, à Paris.
E. Lefebure. Rapport à l'Exposition universelle de 1889 à Paris.
G. Martin. Rapport à l'Exposition universelle de 1900, à Paris.
G. Noé. L'industrie de la dentelle à la main dans le Calvados. Thèse pour le doctorat, Caen, 1910.
Annuaire des cinq départements de Normandie, 1837. 1840, 1843, 1844, 1850.
Correspondance administrative sous Colbert recueillie par Depping.
Archives départementales de l'Orne (Fabrication).
Archives du greffe du Tribunal civil d'Alençon.
Archives municipales et registres de la Mairie d'Alençon.
Archives du greffe du Tribunal de commerce d'Alençon.
Actes et contrats du Tabellionage d'Alençon.
-

